

مركز من راحل



« Sans visa » : Jean Genet à Mettray

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14831 7 F

SAMEDI 3 OCTOBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNIE

Le retour de M. Ross Perot dans la campagne

Le Texan intempestif

Le retour de M. Ross Perot dans la course à la Maison Blanche est un événement étonnant, qui doit beaucoup à la volonté de l'investisseur. Ce dernier, après avoir suscité de nombreux espoirs chez des millions d'Américains, avait jeté l'éponge en juillet sans s'expliquer de façon convaincante sur les raisons de son geste. Il ne voulait pas, disait-il, gêner le jeu normal et traditionnel des institutions, et il avait été convaincu des qualités de M. Clinton... Ces données de base ont-elles changé ?

On peut croire au contraire que M. Perot avait eu peur en juillet d'avoir à dépenser des sommes exorbitantes, même pour un milliardaire en dollars, et surtout qu'il avait été blessé par les révélations de la presse sur les aspects les moins heureux de son caractère, en particulier sa manie d'espionner ses collaborateurs, voire sa propre famille. Ses partisans avaient été outrés par la manière, pour le moins cavalière, même pour un Texan, dont il les avait abandonnés en sa campagne.

Les propos entendus à l'époque n'étaient guère flatteurs pour le courage supposé d'un ancien officier de marine, diplômé de l'École navale d'Annapolis. M. Perot, piégé au vit, a peut-être décidé alors en son for intérieur qu'il reviendrait. C'est fait.

Un des terrains de bataille, probablement le plus important de l'élection triangulaire qui s'annonce, est la télévision. Après une polémique tortueuse, à laquelle même les spécialistes ne comprennent plus grand-chose, les états-majors républicain et démocrate ont entamé des pourparlers pour fixer le nombre et le cadre des débats télévisés qui doivent théoriquement avoir lieu d'ici au 3 novembre. M. Clinton se disait prêt depuis le début à rencontrer M. Bush devant les caméras en se conformant aux propositions d'une commission paritaire indépendante. Celle-ci penchait pour un face-à-face arbitré par un unique journaliste.

M. BUSH ne voulait pas de cette formule, craignant de devoir affronter son adversaire sur le terrain que le président veut éviter à tout prix, celui de l'économie. M. Bush préfère un débat avec plusieurs journalistes qui tourneraient nécessairement autour de questions plus diverses, notamment celle du passé militaire de M. Clinton, lequel a esquivé d'avoir à faire la guerre au Vietnam, voire abandonné la vie conjugale de ce dernier, qui n'a pas été sans nuages.

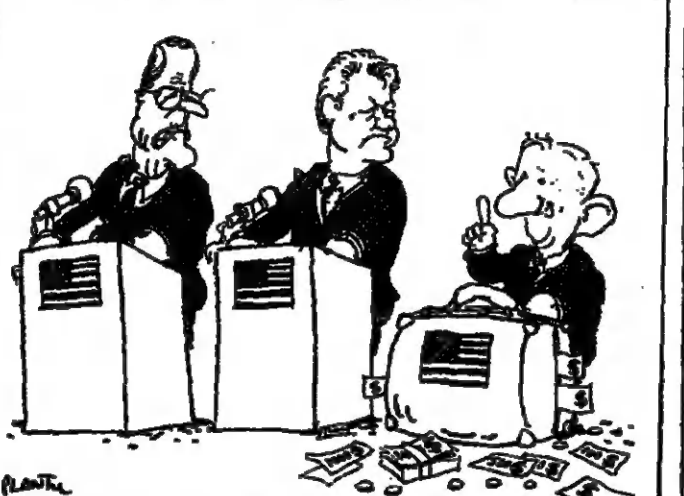
M. James Baker, maître d'œuvre depuis août de la campagne républicaine, voulait gagner du temps et ne pas faire débattre trop tôt son poulain. Il a donc contre-attaqué en faisant proposer par M. Bush quatre débats successifs, chacun un dimanche soir. Il est probable qu'il y aura en effet quatre débats télévisés d'ici au 3 novembre, mais il faudra y faire désormais une place à M. Perot. Ce dernier effectue un retour intempestif. Il a pour lui de passer plutôt bien à la télévision. Il risque cependant aussi d'avoir à répondre, cette fois en direct et sans filet, à quelques questions embarrassantes. Les débats annoncés entre les colistiers, M. Gore, M. Quayle et M. Stockdale, pourraient aussi être mouvementés. La démocratie se joue aussi sur le petit écran, aux risques et périls de ceux qui s'y exposent.

M0147 - 1003 0 - 7.00 F



Election présidentielle triangulaire aux Etats-Unis

L'élection présidentielle du 3 novembre aux Etats-Unis sera une triangulaire à la suite de l'annonce, jeudi 1^{er} octobre, à Dallas, du retour dans la course de M. Ross Perot. Le milliardaire texan, âgé de soixante-deux ans, a en effet l'intention de se présenter dans les cinquante Etats où son nom a été inscrit par les soins de ses « volontaires ». Ferme et décidé à perturber le duel entre M. Bush et M. Clinton, M. Perot participera aux débats télévisés que les états-majors des deux grands partis tentent de mettre sur pied.



Lire page 6 les articles de DOMINIQUE DHOEMMES et d'ALAIN FRACHON

M. Soisson revient au gouvernement

L'Elysée a rendu public, vendredi 2 octobre, le remaniement du gouvernement rendu nécessaire par l'élection au Sénat de MM. Michel Cherasse et Jean-Marie Rausch. M. Jean-Pierre Soisson, qui avait dû démissionner du gouvernement après son élection à la présidence du conseil régional de Bourgogne en mars 1992, est nommé ministre de l'agriculture et du développement rural. M. Louis Mer-maz, qui occupait ce poste, devient ministre chargé des relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement. L'ancien titulaire de cette fonction, M. Martin Malvy, remplace M. Cherasse au ministère du budget. M. Gilbert Baumet, sénateur divers gauche et président du conseil général du Gard, succède à M. Rausch comme ministre délégué au commerce et à l'artisanat. M. André Billardon, député socialiste de Saône-et-Loire, devient ministre délégué chargé de l'énergie.

La bataille Monory-Pasqua pour la présidence du Sénat

Les trois groupes de l'UDF au Sénat ont choisi M. René Monory, ancien ministre, sénateur (Union centriste) de la Vienne, pour être leur candidat, vendredi 2 octobre, à la présidence du Sénat. Le RPR sera représenté par M. Charles Pasqua, son président de groupe au palais du Luxembourg. Le PS et le PC devaient être présents, au moins au premier tour. M. Monory a été désigné à une faible majorité, par soixante-six voix contre soixante à M. Pierre-Christian Tauger (Républicains et indépendants). M. Pasqua a soutenu, dans une lettre adressée aux élus de la majorité sénatoriale, que cette élection donne lieu à « une compétition franche et loyale ».

Lire page 7 les articles de PASCALE ROBERT-DIARD THOMAS FERENCZI et GILLES PARIS

L'Ukraine en panne

La crise est ouverte à Kiev, où le Parlement, après avoir accepté la démission du premier ministre, accusé de tiédeur réformatrice, a obtenu jeudi 1^{er} octobre la démission de l'ensemble du gouvernement. Le président ukrainien, M. Leonid Kravtchouk, a dix jours pour proposer un nouveau premier ministre.

Dans un entretien accordé la veille au Monde, M. Kravtchouk affirme qu'il n'y a pas lieu de changer de politique et que les choses vont plutôt mieux en Ukraine qu'en Russie. Il évoque également le prochain sommet des Etats membres à Bichkek, au Kirghizistan.

Lire page 3 l'article de JAN KRAUZE et l'entretien avec le président de l'Ukraine, M. Leonid Kravtchouk

Tchécoslovaquie: la partition suspendue

Le projet de séparation « en douceur » de la Bohême-Moravie et de la Slovaquie, les deux composantes de la Fédération tchécoslovaque, n'a pas obtenu, jeudi 1^{er} octobre, au Parlement fédéral à Prague, la majorité des trois cinquièmes nécessaire à son adoption.

L'Assemblée fédérale a rejeté un projet de loi gouvernemental sur de nouvelles procédures, autres que le référendum, permettant la dissolution de la Tchécoslovaquie. L'alliance de la gauche (tchèque et des anti-indépendantistes slovaques (démocrates-chrétiens et anciens communistes) a fait échouer au plan élaboré par le premier ministre tchèque, M. Vaclav Klaus, et son homologue slovaque, M. Vladimir Meciar. A l'initiative des sociaux-démocrates, les députés ont, en revanche, voté une résolution recommandant la création d'une « Union tchéco-slovaque » inspirée du modèle « maasrichien », en remplacement de la fédération actuelle.

Lire page 4 l'article de MARTIN FLICHTA

Journal de siège à Sarajevo

Entre deux bombardements, les habitants partent en quête de vivres, de plus en plus rares, de plus en plus chers

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

« Marko, rappelle-moi : combien y a-t-il eu de victimes avant-hier, devant l'immeuble ? » « Euh, trois morts et dix-sept blessés. » Marko a répondu distraitement à la question de sa mère, sans lâcher le morceau de plastique que son père est en train de fixer à la fenêtre du salon - les vitres ont volé en éclats la veille, lorsqu'un obus s'est abattu dans la cour, blessant grièvement trois personnes. Marko a une douzaine d'années. Blond, il est est blanc comme un linge.

Il ne sort pratiquement pas, ne va, bien sûr, plus à l'école. Sa mère, Branka, lui donne des leçons de français et d'allemand et compte sur un étudiant du voisinage pour lui donner des cours de mathématiques. Seulement, l'étudiant en question est, le plus souvent, à la guerre. Malgré cette vie de reclus, Marko n'arrête pas de sourire, de plaisanter : « C'est le prix d'un œuf et d'un demi », commente-t-il

lorsque Branka nous parle de son « salaire symbolique », en tant que traductrice : moins de 3 deutschemarks.

Le siège de la société pour laquelle elle travaillait, Energoinvest - l'un des plus importants groupes industriels de ce qui était la Yougoslavie - est en flammes, après avoir été touché une multitude de fois. Désormais, elle travaille, chez elle et ne sort plus que pour des cas d'extrême urgence. A quelques mètres de chez elle, une épaisse colonne de fumée s'élève au-dessus d'une usine : la boulangerie industrielle qui a continué jusqu'à présent à alimenter Sarajevo en pain vient de nouveau d'être touchée par des tirs d'artillerie.

A quelques mètres également de l'immeuble - officiellement HLM - de Branka et Volkan, l'un de ces « corridors de la mort » régulièrement pris en enfilade par les trop fameux « snipers ».

YVES HELLER

Lire la suite et l'article de FLORENCE HARTMANN page 4

Le prix social de l'Europe

L'assainissement des finances publiques conduit les pays de la CEE à réviser leurs politiques de protection sociale

par Jean-Michel Normand

Avant de toucher les dividendes de la construction communautaire, les économistes européens se préparent à payer le prix qu'exige l'assainissement de leurs finances publiques et de leurs régimes sociaux. Ces dernières semaines, l'Italie et l'Espagne mais aussi la Suède, candidate à l'adhésion à la CEE, ont annoncé de sévères programmes de remise en ordre des

systèmes de santé, de retraite ou d'assurance-chômage. Une action déjà engagée, mais à des degrés divers, dans les autres pays de la Communauté.

Soucieux d'affûter leur compétitivité en prévision de l'ouverture du marché unique du 1^{er} janvier 1993 et tenus de se plier aux critères de convergence des politiques économiques contenus dans le traité de Maastricht, plusieurs gouvernements ont résolu de s'attaquer

pour de bon aux déficits publics qu'ils avaient laissés se creuser. De toute évidence, la récente tempête monétaire les a incités à accélérer un processus que le « oui » français ne peut que conforter.

Le dispositif le plus radical est sans aucun doute le plan rendu public le 17 septembre par M. Giuliano Amato, le président du Conseil italien.

Lire la suite et nos informations page 17

Le Monde des DEBATS

LE NOUVEAU MENSUEL DU MONDE
EN KIOSQUE LE 10 OCTOBRE/30 F

La guerre commerciale Etats-Unis-Europe Washington presse les Douze d'accepter des concessions agricoles. page 16
Peugeot-Citroën : benefices en hausse Les ventes du groupe ont progressé de 3,7 % au cours du premier semestre, mais la part de marché a reculé en France. page 20
La santé de M. Mitterrand Le professeur Debré assure que le président n'est pas physiquement empêché d'exercer sa fonction. page 24
SANS VISA ■ Genet à Mettray. ■ Découverte : Saint-Domingue, Colomb chez Parson. ■ Nature : l'amanite des Césars. ■ Découverte : Britanniques de cœur, Gellois de langue. ■ Table. ■ Jeux. pages 25 à 32
Le sommaire complet se trouve page 24

A L'ETRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Arabie-Saoudite, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 160 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Hongrie, 1,20 F ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KR ; Suisse, 1,30 FS ; USA (inter), 2,50 \$.

مركزا من رصاص

DÉBATS

Afrique

L'aide est possible

par Rony Brauman

La Somalie n'est plus aujourd'hui une tragédie oubliée. Dix-huit mois après le début de la guerre civile, huit mois après l'apparition des signes avant-coureurs de la famine qui allait suivre, le mur de silence et d'oubli qu'avait le CICR nous essayons d'entamer depuis des mois s'est enfin écroulé. La mobilisation et l'aide internationale, encore insuffisantes, sont maintenant et depuis quelques semaines bien réelles et visibles sur le terrain. Et pourtant on peut avoir le sentiment que rien n'a vraiment changé : la mortalité reste effroyable (230 morts par jour en moyenne depuis des semaines dans la ville de Baidobha), la violence ne semble pas reculer et les images que nous en rapportent les journalistes restent désespérément identiques à elles-mêmes. Est-ce à dire que les pillages et les rackets réduisent cet effort à néant ? Que, sans une protection internationale assurée par des « casques bleus », l'aide ne ferait qu'engraisser une poignée de « seigneurs de la guerre » et ne parviendrait qu'à un infime quantum à ses destinataires ?

Non, nous ne le croyons pas. En réalité, l'aide commence à produire des effets réels, mais encore peu visibles pour des raisons qu'il importe de comprendre. D'une part, les bénéfices de l'arrivée de nourriture et de la mise en place de centres de nutrition ne peuvent être immédiats, compte tenu de la

gravité de l'état de la population : les plus gravement dénutris – ceux qui ont perdu plus d'un tiers de leur poids – meurent en grand nombre malgré la reprise de l'alimentation, et les autres mettent entre quatre et huit semaines pour récupérer une apparence « normale » dans les centres spécialisés. D'autre part, l'arrivée de secours entraîne systématiquement des concentrations importantes de population suistrie : ceux qui sont améliorés – et ils sont nombreux ! – sont donc en permanence remplacés par de nouveaux qui se trouvent dans le même état de détresse physiologique que leurs prédécesseurs au début, donnant l'impression d'un éternel recommencement. Enfin, dans le chaos inévitable de la mise en route de l'aide, des épidémies – rougeole et typhoïde en particulier – peuvent se développer à bas bruit pendant les quelques semaines nécessaires à la mise en œuvre effective des mesures médico-sanitaires (soins médicaux, vaccination, approvisionnement en eau potable, évacuation des déchets).

Trois priorités

De plus, lorsque la situation est « visiblement » transformée, elle sort – par définition – du champ de la caméra, dont l'objectif pointera toujours vers l'enfant décharné, ignorant le gamin aux joues rebondies sauvé in extremis

quelques semaines auparavant. La région de Merka, par exemple, offrait au mois de juin le même spectacle de dévastation que Baidobha. Aujourd'hui transformée, témoin de l'efficacité de l'aide, elle est généralement ignorée, comme le sera vraisemblablement Baidobha dans quelques semaines.

L'aide est possible donc, en dépit de la violence et de l'anarchie, au prix de risques réels et de pertes matérielles que l'on peut estimer à 20 % de la nourriture, volée par des clans ou des bandes armées. Une protection internationale coûtera entre cinq et dix fois plus cher que ces 20 % à sans être en mesure d'assurer un bouclier totalement efficace. C'est pourquoi les priorités, sur le plan humanitaire, sont : 1) l'augmentation de la quantité globale de nourriture pour atteindre des arrivages mensuels de 70 000 tonnes ; 2) le doublement des points d'arrivée aériens dans le pays ; 3) l'utilisation de moyens et de réseaux locaux pour assurer une meilleure diffusion de la nourriture dans les zones reculées du pays.

Ces deux derniers points auront pour effet immédiat de diminuer les concentrations, sources de dangers de toutes sortes, et de revitaliser quelque peu une société exsangue, l'ensemble faisant baisser la valeur stratégique de la nourriture, donc son prix et les violences qui sont liées. L'ONU, dont le rôle est fondamental dans la recherche et la

négociation d'une solution politique à ce conflit, peut-elle améliorer la sécurité de l'aide humanitaire en Somalie ? Sans doute, dès lors qu'un accord des forces en présence existe pour rendre sa tâche possible.

Dans le cas contraire, les « gardes-biens » disposeraient à leur corps défendant, de susciter de nouvelles violences au lieu de les apaiser. Comment imaginer, dans un contexte d'extrême tension et de telle désintégration sociale, qu'une action de police soit possible sans connaissance de la langue, du terrain, des acteurs, des villages ? L'ONU peut et doit aider à la constitution d'une police locale, mais ne peut se substituer à elle. Aujourd'hui en Somalie, l'enjeu est de sauver tous ceux qui peuvent l'être par une aide alimentaire et médicale accrue, et de contribuer à bâtir une vie politique que la longue dictature de Siyad Barre a anéantie. Il n'existe malheureusement pas, dans ce domaine, de solution clés en mains, mais un programme d'action que les organisations humanitaires et l'ONU continueront de développer, à condition que la communauté internationale leur conserve son soutien.

► Rony Brauman est président de Médecins sans frontières.

Humaniser

par Marcel Djama

La nouveauté, l'étrangeté même des développements récents de l'assistance humanitaire en Somalie ne résident pas dans l'ampleur de la mobilisation internationale à laquelle on assiste, mais dans l'implication grandissante du pouvoir politique dans l'humanitaire. C'est cela que donne à voir la Somalie, avec d'autant plus de force que précisément – à la différence de l'exemple de la Yougoslavie – on en saisi mal l'impact géopolitique.

Jusqu'ici, en effet, les États les plus riches de la planète se contentaient de répondre aux catastrophes humaines du tiers-monde et à la pression de leur opinion publique à travers les contributions financières versées aux organismes internationaux spécialisés. Cette dimension des participations gouvernementales à l'action humanitaire était d'ailleurs à usage interne, le message politique étant principalement adressé aux populations bénéficiaires de l'aide : il était ainsi de bonne guerre (froide) de faire savoir aux Ethiopiens victimes de la villagisation forcée des campagnes, engagée par un régime marxiste prouvétique, que les sacs de riz qui leur parvenaient dans les camps de réfugiés étaient un « don du peuple américain ».

C'est une configuration inverse que l'on observe aujourd'hui, en France notamment, où l'État se montre soudain comptable auprès d'une opinion qui ne lui en demande guère par tout des efforts entrepris en faveur des victimes de la famine. Le rôle moteur de la France dans la mobilisation humanitaire est d'autant plus caractéristique de ce style nouveau de l'assistance qu'il marque une rupture avec la logique d'intervention dans un pré-cadre stratégique, neutralisant du même coup les suspicions politiques.

Faut-il s'étonner de cet état de fait ? Outre le travail humanitaire et d'information des organisations non gouvernementales françaises en Somalie – « Médecins sans frontières » présente à Mogadiscio au plus fort des combats – il convient de signaler un effet qui est en France que l'insertion du pouvoir dans l'humanitaire atteint à la fois son plus haut niveau d'intégration mais aussi de professionnalisme.

Ne pas agir en Somalie est sans doute contraire à l'affirmation des valeurs de ceux qui violent en l'humanitaire un palliatif à l'incertitude d'une politique commune en ex-Yugoslavie.

vie, ou plus généralement un instrument soumis aux impératifs de la politique étrangère de la France. Or c'est une formule plus subtile et probablement moins machiavélique que suggère le rôle grandissant de l'action humanitaire dans la politique française.

La politisation de l'action humanitaire en France peut constituer un excellent tremplin dans la croisade lancée par Bernard Kouchner en faveur d'un droit d'ingérence humanitaire, qui continue de susciter scepticismes et réserves dans les milieux politiques nationaux et internationaux. A cet égard, la Somalie, dans son malheur, a au moins ce privilège de ne pas cristalliser ces tensions internationales qui en d'autres lieux paralysent l'ingérence humanitaire. Elle apparaît de fait comme l'un des principaux points de crise existant de la planète, où une intervention humanitaire lourde peut être convertie en capital symbolique : dans le cadre de la campagne pour le droit d'ingérence humanitaire, mais aussi aux États-Unis en pleine campagne électorale dans une CEE à la recherche d'une crédibilité entamée par la situation Yougoslavie et qui vient de déléguer trois ministres en Somalie. Et cela sans pour autant éveiller la susceptibilité d'une puissance moyenne régionale, du fait d'un environnement politique en décalage avancé dans la course de l'AFRIQUE.

Pour autant cette lecture ne saurait minimiser la dimension proprement humaine de l'opération de sensibilisation relayée à l'échelon des États par le ministre français de la santé et de l'action humanitaire. Car celle-ci est le pendant polaire de la synergie entre le politique et l'humanitaire que M. Kouchner incarne. En effet, si l'action humanitaire se trouve dynamisée par l'application accrue de l'État, peut-on en tirer le niveau (comme l'a montré la visite de M. Mitterrand à Sarajevo), à son tour elle participe d'une humanisation de l'action politique, et joue de ce fait un rôle non négligeable dans la reconnaissance d'un usage du politique à nos époques où la violence technologique est au cœur d'un état de guerre. La montée au créneau de Bernard Kouchner dans la campagne pour l'Europe est à ce titre significative.

► Marcel Djama est ethnologue à l'École des hautes études en sciences sociales.

Après la libération, la renaissance

par Guy Aurenche

LES marches de protestation qui, de Lomé à Kinshasa, sillonnent les capitales africaines, tout particulièrement francophones, signifient clairement qu'une nouvelle étape est engagée : celle de la renaissance. La reconnaissance internationale – qui réunissait une centaine de participants – récemment organisée à Cotonou par la Fédération internationale-Aktion des chrétiens pour l'abolition de la torture a permis de mesurer tout à la fois la complexité de la tâche et le caractère irréversible de cette dynamique.

Prise de conscience personnelle ? Découverte de la personne ? L'Afrique, berceau de l'humanité, découvre-t-elle, redécouvre-t-elle, la personne humaine dans sa singularité ? Le groupe peut-il envisager de céder la primauté à l'individu ? La naissance de multiples associations africaines de défense des droits humains répond déjà positivement. Le sérieux et le courage avec lesquels ces nouveaux acteurs s'organisent montrent que le stade du seul discours, du faire-valoir prétentieux, de la gesticulation, est dépassé.

Les groupes se multiplient, s'affient les uns aux autres, et rejoignent des réseaux mondiaux tels

qu'Amnesty International, la Fédération internationale des droits de l'homme, la Fédération internationale-Aktion des chrétiens pour l'abolition de la torture. Il ne s'agit plus de quelques groupuscules importés de l'Occident, mais d'une première appropriation massive par les Africains de la dynamique des droits de l'homme et de ses mécanismes.

Au cœur de ces événements, certaines Églises chrétiennes jouent un rôle particulièrement actif comme pour effacer des silences ou des compromissions passées. Diverses conférences nationales ont été ou sont encore présidées par des responsables d'Église.

Une démarche non violente

Depuis 1988, les évêques et les conférences épiscopales catholiques d'Afrique ont émis plus de cinquante déclarations. Il faut y ajouter un nombre équivalent en provenance des Églises protestantes. Bien des responsables religieux ne mâchent pas leurs mots, à l'image des évêques du Zaïre en février 1991 : « Le pays connaît une crise politique et socio-économique d'une extrême

gravité : elle plonge notre peuple dans une misère insupportable (...) d'autant plus inquiétante que les solutions chargées d'y apporter les solutions appropriées affichent une attitude d'indifférence, sinon de sérénité (...) ».

Dans de nombreux cas, une partie importante de la population ayant pris connaissance de ces textes s'est soulevée dans une profonde dénonciation non violente. Les Églises constituent l'un des rares lieux de mobilisation, de rencontre et de formation vivants en Afrique, deviennent alors la cible privilégiée de la répression. Les tueries en février 1992 à la sortie des lieux de culte zaïrois ne sont qu'une illustration tragique parmi d'autres des programmes répressifs.

Devant tant de drames peut-on parler de « renaissance » comme certains jeunes intellectuels africains qui ont abandonné le terme de « libération », comme si cette perspective était jugée soit dépassée, soit fautive aujourd'hui ? La situation économique ne cesse de se détériorer. Le sida n'a pas fini ses ravages sur l'ensemble du continent. Peu de pays ont réussi leur passage à la démocratisation. Le décalage technologique entre l'Afrique et le reste du monde s'accroît.

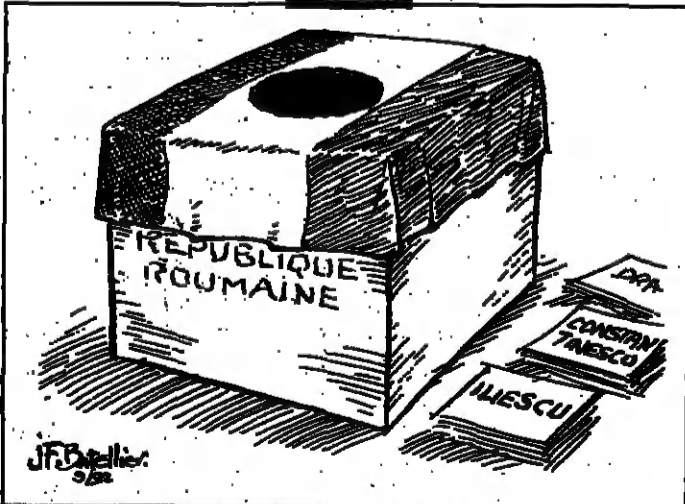
Et pourtant l'Afrique noire est repartie. Dans le cœur de quelques minorités formées et courageuses, la décision de redonner des créateurs à été prise. Elles ne recule-

ront plus. Le souvenir des royaumes d'autan, le complexe de l'excavé, écorché, l'identification de la négritude, la révolte des colonisés bâillonnés ne constituent plus l'essentiel de la motivation des Africains. Ils ont décidé de vivre, de vivre par eux-mêmes à l'horizon de l'an 2000. Rien n'est plus fragile qu'une telle volonté. Mais rien n'est plus décisif.

Face à ce désir de renaissance qui jaillit du continent africain, comment nos États et nos peuples européens se situent-ils ? Sauter la prise en charge des Africains par eux-mêmes, puis appeler à la rencontre ne suffit pas. Il faut rendre celle-ci possible et entreprendre des réformes : celle de l'économie internationale, de l'organisation d'un réel dialogue politique universel. Il faut supprimer les handicaps que nous avons nous-mêmes installés à l'encontre de la vague de démocratisation, cesser de soutenir des États tyranniques, prendre au sérieux les initiatives créatrices du continent noir. L'Afrique ne peut plus se contenter de crier sa révolte ni d'appeler au secours. Elle invite à la rencontre.

► Guy Aurenche est avocat et président de la FI-ACAT (Fédération internationale-Aktion des chrétiens pour l'abolition de la torture).

TRAIT LIBRE



Le Monde des DÉBATS

LE NOUVEAU MENSUEL DU MONDE EN KIOSQUE LE 10 OCTOBRE/30 F

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

ABONNEMENTS

	FRANCE	SUB-REG. LUXEMBOURG	AUTRES PAYS
1 an	536 F	572 F	799 F
6 mois	1 690 F	1 123 F	1 599 F
3 mois	1 090 F	2 065 F	2 999 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____ Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____ Pays : _____

ÉTRANGER

L'Ukraine en panne

Le chef de l'Etat a sacrifié son premier ministre pour masquer son propre immobilisme

KIEV

de notre envoyé spécial

Le fusible a-t-il sauté trop tard ? Après avoir longtemps défendu un premier ministre accusé d'immobilisme, le président Leonid Kravtchouk a fini par céder à la pression du Parlement et d'une opinion publique de plus en plus mécontente. Mercredi 30 septembre, il a annoncé lui-même aux députés que M. Vitold Fokine avait présenté sa démission. En poste depuis près de deux ans, cet ancien responsable du plan, à l'époque soviétique, n'aura pas à présenter un programme économique qui avait déjà suscité des réactions si négatives qu'il avait fallu repousser la session parlementaire pour lui permettre de le modifier. Mais les députés ukrainiens ont tenu à faire savoir qu'ils n'étaient pas satisfaits pour autant : ils ont voté jeudi, à une très forte majorité, une motion exigeant la démission de l'ensemble d'un gouvernement que M. Kravtchouk avait déclaré vouloir conserver.

La démission du premier ministre ne résout aucune des difficultés où se débat l'Ukraine : chute de 12 % de la production au cours du dernier semestre, inflation galopante et, surtout, décalage de plus en plus considérable entre les mots et les faits, entre les réformes annoncées et celles réalisées. Rien n'indique, en outre, que M. Kravtchouk soit disposé à saisir lui-même le taureau par les cornes et à assumer, par exemple, la direc-

tion de l'exécutif. Tout au contraire, dans l'entretien qu'il nous a accordé, il rejette catégoriquement l'idée qu'il puisse exercer provisoirement la fonction de premier ministre. C'était ce que réclamait avec insistance M. Tchornovyl, qui fut son principal adversaire lors de l'élection présidentielle et qui demeure la figure majeure de ce qui reste de l'opposition. M. Tchornovyl savait d'ailleurs parfaitement que le président n'accepterait pas ce dangereux défi : « Kravtchouk a peur de prendre des décisions et des responsabilités, nous déclarait-il à la veille de la session parlementaire. Il ne dirige pas l'Etat, il fait de la représentation et de la propagande. »

Le favori :
M. Simonenko

Dans son discours devant les députés, M. Kravtchouk avait tout de même plaidé pour un renforcement de l'exécutif, en même temps qu'il se livrait à ses développements décevants sur la nécessité impérieuse de consolider l'unité nationale, sous-entendant autour de sa personne. M. Kravtchouk a surtout manifesté son désir de prolonger ce véritable exploit qui lui permet de préserver une popularité très élevée, alors même que le chef du gouvernement est voué aux gémonies et confronté à une tâche aussi immense qu'ingrate.

Quel pourrait être ce nouveau premier ministre, capable, comme l'explique M. Kravtchouk, de « changer la situation sans changer de politique » et de faire « avancer les réformes » sans ruiner le secteur d'Etat ? Tout indique que ses préférences se portent sur M. Constantin Simonenko, l'actuel vice-premier ministre chargé de l'économie, un choix qui ne serait guère annonciateur de changement. Déjà, sa nomination, en juin dernier, à la place d'un réformateur ardent mais politiquement imprudent, M. Lanovoi, avait été considérée comme un succès des conservateurs. De plus, par ses fonctions, M. Simonenko a forcément été étroitement associé à l'élaboration du programme néo-dirigiste que devait présenter le premier ministre démissionnaire et qui a déjà été descendu en flammes par les libéraux. Il s'agit, nous a déclaré un Vladimir Lanovoi plus combatif que jamais, « d'ouvrir des crédits pratiquement illimités aux entreprises, crédits qui engendreront une inflation qui nous enverra à son tour de combat en fixant autoritairement les prix avec, au bout du compte, un retour à la pénurie ».

Pour sa part, M. Simonenko n'a pas clairement dévoilé ses intentions. Les deux mois écoulés depuis qu'il est en fonction ne lui ont, en effet, pas permis de « formuler des propositions définitives sur la voie qu'il convient de prendre ». Cela ne donne pas précisément l'image du premier ministre « audacieux et résolu » que M. Kravtchouk a évoqué devant nous. M. Simonenko a simplement

fixé deux objectifs à poursuivre de front : « stabiliser l'économie » et la « réformer », des propos tout à fait dans l'air du temps. On les entend également beaucoup à Moscou dans la bouche des « industriels » qui reprochent aux libéraux de la première heure d'avoir voulu aller trop vite. Avec cette différence, toutefois, qu'à Moscou il s'agit de freiner un mouvement qui a réellement été amorcé sous l'impulsion de MM. Eltsine et Egor Gaidar, alors que l'Ukraine, elle, semble, depuis plusieurs mois, en panne.

Faiblesse
générale

Cette impuissance apparente à faire avancer les choses n'est pas seulement le fait des responsables du gouvernement. L'opposition, affaiblie par la démobilité de l'opinion publique et aussi par l'habile récupération de ses propres slogans « nationaux » par M. Kravtchouk, n'est pas non plus en mesure de jouer véritablement son rôle. D'ailleurs, certains de ses ex-représentants ne jurent plus que par la défense de l'Etat, assimilée à celle du pouvoir central et dénoncent avec un étonnant sectarisme ceux qui, tels M. Tchornovyl à la tête du Roush ou bien M. Vladimir Grigor, le très brillant chef de file de la « Nouvelle Ukraine », persistent à agir en opposants.

Le Parlement, élu comme celui de Moscou en 1990, représente, lui

aussi, beaucoup plus l'ancienne bureaucratie que l'opinion, et il constitue un frein plutôt qu'un aiguillon pour un exécutif lui-même faible, souvent incapable de faire appliquer ses décisions et, là aussi comme à Moscou, d'obtenir la coopération de la banque centrale. Pour compliquer encore les choses, l'ensemble des acteurs de la vie politique sont entravés dans leur action par une Constitution devenue totalement inadaptée, mais que le Parlement semble, pour l'instant, incapable de modifier. Résultat : le mécontentement grandit dans le pays, et pas seulement parce que les prix augmentent terriblement vite, que la vie est dure pour les retraités, pour les jeunes et, d'une manière générale, pour les faibles et que la valeur du « coupon », devenu unique moyen de paiement officiel, s'effrite constamment, même par rapport à un rouble lui-même en déconfiture.

Il y a plus grave : on commence à entendre dire de plus en plus souvent que l'Ukraine, loin d'ouvrir la voie, est à la traîne, que la viande est trois fois plus chère à Kiev qu'à Moscou, le sucre rationné et l'essence introuvable ailleurs qu'au marché noir. En même temps, on trouve toujours des gens pour vous expliquer que « les choses sont toujours allées mieux en Ukraine qu'en Russie et qu'elles iront toujours mieux » pour la simple raison que « les Ukrainiens, eux, travaillent ». Rien n'indique d'ailleurs que l'Ukraine soit au bord d'une explosion sociale : « Nous sommes très patients », explique, parmi beaucoup d'autres,

le rédacteur en chef de Kien-Soir, pourtant de plus en plus sévère à l'égard du pouvoir.

Il n'empêche : il y a eu des grèves dans les transports, les mines et d'autres se préparent. Toute cette grogne explique, pour une large part, que M. Kravtchouk ait fini par sacrifier un premier ministre qui, jusqu'à ces tout derniers jours, ne manifestait pas la plus petite envie de partir. Si tardif qu'il soit, ce limogeage devrait faire baisser un peu la tension tant M. Fokine était devenu impopulaire. Mais changer d'homme pour garder la même politique apparaît dès à présent comme un calcul un peu court, et la crise pourrait être plus profonde que M. Kravtchouk ne veut bien l'admettre. Le président ukrainien met en cause les institutions, et semble n'envisager aucun moyen de faire repartir son pays sur de nouvelles bases avant au moins six mois. Pourrait-il rester au-dessus de la mêlée si longtemps ?

J. K.

o RUSSIE : M. Gorbatchev sommé de comparaître devant la Cour constitutionnelle. - La Cour constitutionnelle de Russie a de nouveau exigé, jeudi 1^{er} octobre, que l'ancien président soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, vienne comparaître comme témoin dans le procès sur la légalité du Parti communiste d'URSS. M. Gorbatchev a jusqu'ici toujours refusé de venir témoigner à ce procès. - (AFP)

Un entretien avec le président Leonid Kravtchouk

« Croyez-moi, aujourd'hui, tout va mal partout, et ça ne va pas mieux en Russie »

Dans l'entretien accordé au Monde, mercredi 30 septembre, juste après avoir annoncé la démission de son premier ministre, le président Leonid Kravtchouk persiste à nier l'existence d'une crise politique en Ukraine.

KIEV

de notre envoyé spécial

« La démission de M. Fokine ouvre une crise en Ukraine. Etas-vous prêt à faire ce que vous demandent certains députés de l'opposition, c'est-à-dire à prendre vous-même la tête de l'exécutif ? »

« Il n'y a pas de crise. Le premier ministre prend sa retraite. Pour le reste, ce que proposent ces députés est contraire à la Constitution. »

« Mais c'est pourtant bien ce qu'avait fait Boris Eltsine en Russie l'automne dernier... »

« Oui, mais maintenant il essaie en vain d'obtenir la nomination d'un premier ministre (M. Egor Gaidar ne fut qu'exercer provisoirement les fonctions de premier ministre sans avoir reçu l'approbation définitive du Parlement russe, NDLR), et puis ce n'est pas bien. Le président a un travail très lourd. Le gouvernement doit pouvoir travailler avec une plus grande indépendance, aussi bien à l'égard du Parlement que du président. Il faut cesser de mettre constamment des obstacles à son travail. »

« Vous avez très longtemps défendu M. Fokine et son action. Le nouveau premier ministre poursuivra-t-il la même politique ? »

« Je ne suis pas sûr, je voudrais beaucoup que vienne un homme nouveau qui change la situation. »

« La situation ou la politique du gouvernement ? »

« Il ne faut pas changer la politique, car elle est définie par le Parlement. On n'a pas critiqué le premier ministre démissionnaire pour sa politique, mais pour le fait que les réformes n'avancent pas. Je voudrais tant qu'un homme nouveau réussisse à les mettre en œuvre, mais c'est si compliqué, les racines sont si profondes... Il faudrait un homme doté de qualités de décision, d'audace, d'un tempérament d'attaquant, d'un homme responsable. »

« On entend dire de plus en plus souvent que l'Ukraine prend du retard par rapport à la Russie, que la situation y est

plus mauvaise, les prix plus élevés... »

« Les gens pensent cela parce qu'ils ont les informations. La télévision russe n'est pas objective. Si vous allez dans la Russie profonde, vous verrez ce qui s'y passe. Même à Moscou, l'ancien chef de l'exécutif de la capitale m'a dit que certaines personnes commencent à mourir de faim. Nous n'avons pas de chapeaux. Et nous faisons aussi des réformes. Mais nous n'avons pas la possibilité d'en parler autant. Nous n'avons pas de correspondants étrangers, notre télévision fonctionne au niveau d'une télévision locale. Croyez-moi, aujourd'hui, tout va mal partout, et ça ne va pas mieux en Russie. »

L'immense tâche
des privatisations

« Il semble que la tendance actuelle exprimée par le ministre de l'économie, M. Simonenko, soit au retour à une conception plus traditionnelle de la direction des entreprises par l'Etat. »

« Simonenko n'a pas à expliquer cette question. 80 % de notre économie appartient au secteur public. Peut-on lui permettre de faire ce qu'il veut ? Certes, on doit accélérer la réduction du secteur public. Il faut privatiser. Mais c'est une tâche immense. Chez nous, le secteur d'Etat, c'est les mines, l'énergie atomique et l'énergie tout court, la métallurgie, les constructions mécaniques. Vous croyez que c'est facile à privatiser ? Qui, aujourd'hui, voudra reprendre les mines si elles sont déficitaires ? Et les gens ne veulent pas qu'on détruise ces entreprises. Il faut trouver une voie, mais tant qu'elle n'est pas trouvée le gouvernement doit aider, mais par des méthodes économiques. »

« Faut-il revenir à une fixation autoritaire des prix ? »

« Ça, c'est le problème du Parlement. Les prix, les impôts, les salaires, d'après la Constitution, c'est de la juridiction du Parlement, et non du gouvernement. »

« Mais dans aucun pays ça ne peut fonctionner comme cela ! »

« Je sais que ce n'est pas logique, mais chez nous le Parlement veut exercer le pouvoir exécutif. »

« Mais, alors, il ne se passera rien de bon tant qu'on n'aura pas changé la Constitution... »



LEONID KRAVCHOUK

« Alors, ne faut-il pas dissoudre ce Parlement ? »

« Mais dans ce cas, qui votera la nouvelle Constitution et qui adoptera une loi électorale prévoyant des candidatures multiples ? Le Parlement actuel doit s'acquiescer rapidement de ces deux tâches : cela doit être fait en six mois au maximum. »

« Le président du Kazakhstan, M. Nazarbaev, a beaucoup plaidé ces derniers temps pour une coopération des pays de la CEI dans le domaine économique, et surtout dans celui de la défense. Estimez-vous que le prochain sommet de la CEI à Bichkek permettra d'atteindre ce résultat ? »

« Je ne le pense pas. Ce sont des décisions compliquées qui exigeraient une modification des statuts de la Communauté. Il faudrait ensuite faire ratifier ces statuts par les différents Parlements. Après seulement, on pourrait faire ce que propose Nazarbaev. Mais si

on essaie de le faire dans le cadre de l'actuelle CEI, cela veut dire que la communauté s'autodétruit. »

« Certains Etats de la CEI ont déjà décidé de défendre en commun les frontières extérieures de la Communauté, et en particulier celles du Tadjikistan. »

« Oui, ils ont déjà constitué une union de défense. Mais j'ai sur ma table un télégramme du président en exercice du Tadjikistan, M. Iskandarov qui appelle au secours et dit : « Aidez-nous, protégez-nous des troupes russes. » Vous voyez, il y a une union de défense, mais il n'y a pas de protection. »

« Vous n'êtes donc pas favorable à la décision, prise par la Russie et par certains Etats asiatiques de la Communauté, d'envoyer des troupes au Tadjikistan. »

« Je suis contre. On peut prendre une telle décision, mais il faut se réunir avant de la prendre. On ne peut accepter, dans le cadre de la Communauté, qu'un seul Etat prenne une telle décision. »

« Allez-vous évoquer ce problème à Bichkek ? »

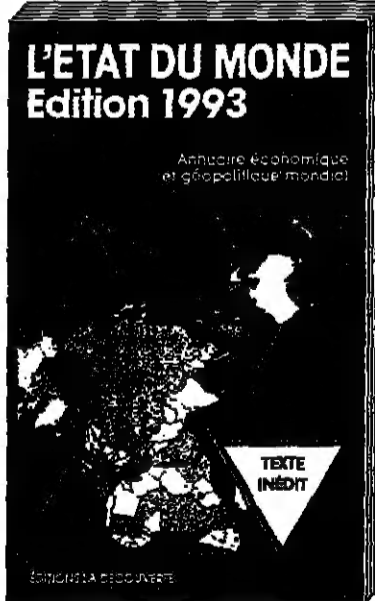
« Je ne veux pas aggraver la situation, mais je suis partisan de résoudre tous les problèmes sur la base des accords que nous avons conclus. Tout le reste, c'est du volontarisme : si je suis le plus fort, je peux tout décider. Je ne peux pas accepter cela. »

Propos recueillis par
JAN KRAUZE

o ITALIE : le président de la région des Abruzzes arrêté pour corruption. - Le président démocrate-chrétien de la région des Abruzzes, dans le centre de l'Italie, M. Rocco Salini, a été arrêté, dans la nuit du mardi 29 au mercredi 30 septembre, avec ses conseillers à l'agriculture, à la santé, à l'urbanisme et aux transports, pour des malversations qui porteraient sur la répartition de 400 milliards de lires (environ 1,6 milliard de francs) destinés à des projets financés par la Communauté européenne, a-t-on appris de source judiciaire. Des mandats d'arrêt ont également été lancés contre quatre autres conseillers. Au total, seul deux administrateurs sur les onze membres de l'exécutif régional (démocrates-chrétiens, socialistes, sociaux-démocrates et libéraux) ne seraient pas impliqués dans cette affaire. - (AFP)

L'ETAT DU MONDE 1993

annuaire économique et géopolitique mondial



Le seul annuaire qui offre un diagnostic à la fois politique et économique sur tous les Etats du monde. Un bilan de l'année pour les 225 Etats et territoires de la planète, y compris les républiques de l'ex-URSS et de l'ancienne Yougoslavie.

Le plus complet
Le plus fiable
Le plus lu

♦ 260 articles inédits, rédigés par plus de 100 spécialistes. ♦ 80 pages de statistiques, 12 000 données mises à jour. ♦ 46 pages de cartes, 90 bibliographies thématiques, un index de plus de 2000 entrées. ♦ Les dessins de Plantu.

Le Dossier de l'année : La nouvelle donne de l'économie mondiale.

LA DÉCOUVERTE

EUROPE

TCHÉCOSLOVAQUIE: un échec pour M. Vaclav Klaus

La scission de la Fédération est bloquée par le Parlement

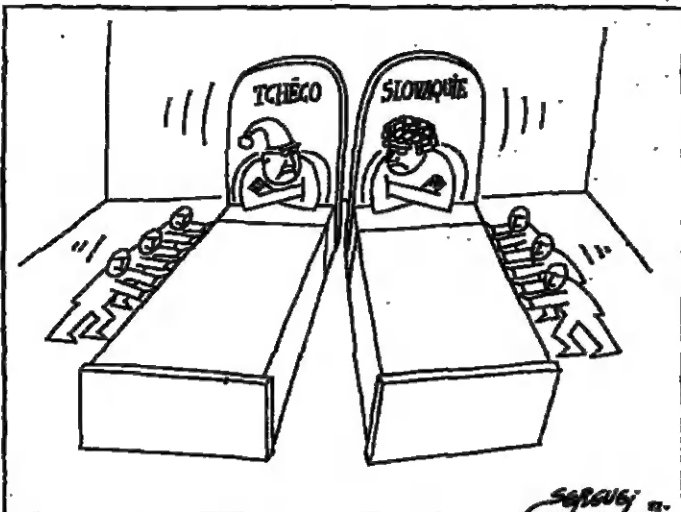
PRAGUE

de notre correspondant

La gauche tchèque et les anti-indépendantistes slovaques (chrétiens-démocrates et une majorité d'ex-communistes) ont empêché l'adoption du projet de loi constitutionnel sur la séparation. Ce projet prévoyait quatre procédures possibles pour la dissolution de la Tchécoslovaquie: un référendum, une déclaration de l'Assemblée fédérale, un accord des Conseils nationaux tchèque et slovaque ou la sécession d'une des deux Républiques sans référendum.

Les partis au pouvoir à Prague et à Bratislava - le Parti démocratique civique (ODS) et le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS), - qui ne disposent pas d'une majorité des trois cinquièmes nécessaires à l'adoption des lois constitutionnelles, n'ont pas rallié suffisamment de députés d'opposition. La gauche tchèque et les chrétiens-démocrates slovaques et membres de la minorité hongroise, comme les ex-communistes de Bratislava, ont voté massivement contre.

Tous leurs amendements, consistant à rendre obligatoire l'organisation d'un référendum de ratification, quelle que soit la procédure, ou à reporter le vote de cette loi après l'approbation de la loi sur la répartition des biens fédéraux (le



Monde du 25 septembre), avaient été repoussés auparavant par l'ODS. Les conservateurs tchèques, à l'instar de l'ex-président Vaclav Havel - qui l'a encore répété la veille à M. Klaus - estiment le référendum inutile, d'autant plus que la Constitution slovaque est entrée en vigueur le 1^{er} octobre. Un sondage publié mardi a, par ailleurs, montré que 46 % des Tchèques et 41 % des Slovaques étaient favorables à la séparation.

Le «non» de l'opposition, qui a

abasourdi les députés de l'ODS, presque certains de voir la loi adoptée, a été suivi d'un deuxième coup dur pour le parti du premier ministre tchèque. Le Parti social-démocrate tchécoslovaque (CSSD) a refusé à faire passer son projet de résolution sur la constitution d'une commission parlementaire devant préparer la transformation de la Fédération en une «Union tchécoslovaque», grâce au soutien de la plupart des députés du HZDS.

Selon le projet du CSSD,

l'Union tchécoslovaque, sur le modèle mastrichtien, permettrait aux deux Républiques d'être dotées d'une souveraineté internationale. L'Union serait dirigée par un président, un conseil et un Parlement; elle aurait des institutions disposant de compétences dans les domaines économique, social et écologique, de la défense et de la diplomatie. Cette Union serait créée par une loi constitutionnelle, qui devrait être ratifiée par référendum populaire et s'inscrirait le jour de l'adoption des Républiques tchèque et slovaque à l'Union européenne.

«Une prolongation de l'agonie»

Cette idée d'union, comparable au projet de confédération tchécoslovaque avancé par le HZDS dans son programme électoral et lors des premiers entretiens au sommet avec l'ODS, a été une nouvelle fois rejetée par M. Klaus: «Nous ne voulons pas de caricature d'Union communiste», a-t-il déclaré. À la télévision, le premier ministre tchécoslovaque a aussi violemment pris à partie les députés de l'opposition, estimant leur comportement «indigne», «irresponsable» et «étrange». Le premier ministre fédéral, M. Jan Strasky (ODS), a, pour sa part, regretté ces deux votes: ils constituent un «sérieux avertissement à l'adresse de la

CEE, de tous les gouvernements, des investisseurs et des banques internationales, indiquant que la séparation ne sera pas aussi paisible que nous avons essayé de le leur présenter».

M. Klaus a, de même, estimé que ces votes signifiaient une «prolongation de l'agonie de la Tchécoslovaquie» et a accusé l'opposition de «vouloir seulement provoquer le chaos», la création de cette commission étant un «facteur de désintégration» dans le processus de séparation.

Du côté du HZDS, au sein duquel cohabitent confédéralistes et indépendantistes, le président du Parlement, M. Michal Kovac, s'est défendu d'avoir trahi les accords avec l'ODS et a minimisé l'importance du second vote. «Il s'agit d'un geste de bonne volonté en faveur des partis d'opposition», a-t-il affirmé, soulignant que ce «groupe de travail» pourrait contribuer à la définition des « futures étroites relations » entre les deux Républiques. Le sort de ce projet d'union réside néanmoins dans les mains du premier ministre slovaque, M. Vladimir Meciar, qui, à l'occasion, a déjà désavoué les représentants du HZDS au gouvernement ou au Parlement fédéral.

MARTIN PUCHTA

ALLEMAGNE: les dix années au pouvoir du chancelier

«Nous gagnerons les élections de 1994»

assure M. Helmut Kohl

BONN

de notre correspondant

Les anniversaires sont faits pour se donner du courage. La célébration des dix années au pouvoir du chancelier Kohl et de sa coalition n'y a pas manqué. Les 2 800 invités qui avaient pris place, jeudi 1^{er} octobre, dans l'auditorium d'un grand hôtel de Bonn n'étaient pas venus pour mesurer leur soutien. L'ancien ministre des affaires étrangères de la réunification, M. Hans-Dietrich Genscher, qui avait porté le chancelier au pouvoir en lui apportant le soutien du Parti libéral (FDP), tout comme le président de la CSU bavaroise, M. Theo Waigel, ministre des finances, ont assuré le chancelier de leur soutien à l'actuelle coalition, pourvu qu'elle se tienne.

Détendu, riant de bon cœur sous les compliments, M. Kohl s'est adressé sans notes à ses hôtes, pour parler de la guerre, de l'Europe, de sa foi en l'Allemagne démocratique. «L'Allemagne est chrétienne, catholique, européenne et allemande, et je n'ai pas l'intention de changer», a-t-il protesté. Il a évoqué sa poignée de main avec M. Mitterrand sur les tombes de Verdun, puis la foule venue l'accueillir à Dresde lors de sa première visite sur le sol est-allemand en 1989, et sa rencontre dans le Casque avec l'ex-président Gorbatchev pour sceller la réunification. «L'unité allemande et l'unité européenne, a réaffirmé le chancelier, sont les deux côtés de la même médaille. Celui qui croit pouvoir régler seul son destin ne comprend rien à l'histoire.» Il a appelé les Allemands à avoir confiance en la force de leur économie, de leur démocratie. Évoquant les violences d'extrême droite, il a assuré: «Nous assistons à des manifestations de xénophobie, d'antisémitisme. Ce n'est pas acceptable. Mais ce n'est pas l'Allemagne».

Le chancelier de la réunification saura-t-il mener à bien la lourde tâche qui lui est confiée pour intégrer les deux parties de l'Allemagne? «Nous gagnerons les élections de 1994», a-t-il proclamé. Mais d'ici là, il lui faudra offrir des perspectives plus claires qu'aujourd'hui aux électeurs. Les nombreux commentaires publiés, jeudi, dans la presse d'interrogent longuement sur ses chances. Les avis sont partagés sur sa capacité à sortir du moule de l'ancienne Allemagne de l'Ouest pour prendre la mesure des problèmes de la nouvelle Allemagne. Personne, pourtant, ne s'avise de le donner perdant d'avance. On a trop appris, au cours de ces dix années, à connaître sa ténacité, sa solidité dans l'épreuve, son don pour saisir les situations.

HENRI DE BRESSON

An cours de manœuvres de l'OTAN

Cinq marins turcs sont tués par deux missiles tirés par erreur d'un porte-avions américain

Cinq personnes, dont le commandant du *Muavenet*, un escadron d'escorte de la marine turque, ont été tués, jeudi 1^{er} octobre, par deux missiles américains Sea Sparrow tirés accidentellement du porte-avions *Saratoga* au cours de manœuvres de l'OTAN en mer Égée, à l'ouest du port turc d'İzmir, selon un bilan définitif de l'accident établi par l'OTAN. Au moins un des deux missiles a frappé la passerelle du bâtiment turc.

Un incendie s'est déclaré mais a été éteint avec l'aide d'autres bâtiments, turcs et alliés, dépechés sur les lieux. L'accident s'est produit en raison d'une «erreur» du bâtiment américain, selon les premières informations. Les autorités turques et américaines ont ouvert une enquête, a indiqué le porte-parole de l'état-major général des forces armées turques. (AFP)

Le Monde

RADIO TELEVISION

Le conflit dans l'ex-Yugoslavie

«Il faut que je sois optimiste»

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

Sur l'étroit balcon de Vojkan et Branka, des planches sont soigneusement empilées. «Nous espérons ne pas avoir à les brûler.» Pour le moment, ils en sont aux planches provenant d'une porte de cave qu'ils ont démontée. C'est que le balcon est devenu la cuisine depuis que le quartier Deleco-Maita de Sarajevo est privé d'électricité et d'eau, c'est-à-dire depuis plus de quinze jours. Branka y a installé un brasero de fortune (une gamelle sur laquelle est posée une grille) pour y faire cuire le seul repas de la journée, riz ou pâtes qu'elle prépare elle-même lorsqu'elle dispose de farine. «Il nous reste encore un fond de café, ce sera pour dimanche.» D'eau potable, entassée

dans des grands bidons de plastique, Vojkan, Branka et leur fils Marko n'en ont plus que pour deux jours. Plus d'électricité: c'est aussi, être au lit, à dix heures, ne plus avoir ni télévision ni radio; en un mot, être isolé du monde extérieur, mises à part la lecture du seul quotidien de Sarajevo, *Oslobodjenje* (Libération), et l'écoute des multiples rumeurs qui courent la ville assiégée.

Branka et Marko étant reclus pour cause de guerre, seul Vojkan, qui continue à travailler, est quotidiennement en contact avec sa ville. Cela veut dire: raser les façades des immeubles, transporter ou à moitié ravagés, ouvrir ses carrefours en priant que les sniper d'en face dorme ou soit distrait, emprunter des bus bondés fendant sur des axes exposés aux tirs, longer des emplacements de conteneurs plus ou

moins protégés, toujours penser à l'obus qui viendra toucher une file d'attente, faire la chasse au ravitaillement.

Branka est catholique (Croate), Vojkan est serbe. Il a eu la chance, explique-t-il, de n'avoir été l'objet d'une «dénonciation» à la police bosnienne que le mois dernier. En juin ou en juillet, l'interrogatoire aurait été plus «musclé», pense-t-il, car à l'époque les «procédures» étaient plus expéditives et plus brutales qu'aujourd'hui, où s'ordonne la police. Celle-ci est venue le chercher à son travail, l'a interrogé sur ses contacts (il avait été dénoncé comme entretenant des relations avec une certaine personne du village d'origine, en zone serbe), puis l'a relâché après qu'il eût expliqué aux policiers que cette personne n'était

autre que sa mère, restée seule et dont en réalité il n'a plus de nouvelles depuis début mai... Sinon, assure-t-il encore, il ne ressentirait aucune peur, aucune détermination, que ce soit à son travail ou dans son quartier.

Quant aux déjeuners-serjies qui ont lancé l'offensive contre le pouvoir bosnien (à majorité musulmane), ils cherchent à dépeindre le Bosnia-Herzégovine et veulent que Sarajevo meure. Il ne peut les comprendre et ne sent aucun point commun avec eux. A l'autre bout de la ville, un homme, dans la pénombre de l'un des rares cafés encore ouverts, assure: «La situation se dégrade; ils ne peuvent prendre Sarajevo, ce n'est pas possible.» Un silence, puis avec effort: «Il faut que je sois optimiste.»

Y. H.

Journal de siège à Sarajevo

Suite de la première page

A l'abri de la carcasse d'un immeuble à moitié détruit, ils tirent sur tout ce qui bouge dans leur champ de vision.

Vojkan, lui, continue à travailler. «En six mois de guerre, j'ai marqué que huit jours - les journées les plus terribles», explique fièrement Branka. Elle est aussi pêle que son fils. Elle a les traits tirés, de larges cernes sous les yeux. Vojkan, en revanche, est d'un calme olympien, souriant, les cheveux blancs soigneusement peignés. Son travail, c'est l'entretien du foyer, non seulement pour ses 22 000 dinars bosniaques (ces bons «Monopoly») émis par la Banque centrale de Sarajevo et dont la valeur est estimée à environ 100 000 francs pour 1 000 de ces dinars) de salaire mensuel, mais surtout parce qu'il est cadre technique dans la principale laverie de la capitale.

Or, si la laverie en question ne dispose plus de réserves de poudre de lait depuis dix jours et ne fonctionne donc plus, ses relations dans l'industrie alimentaire lui permettent de trouver de quoi nourrir sa famille. De plus, son entreprise fournit du pain aux cent vingt employés qui y travaillent, leur évitant l'énorme risque des longues queues devant les centres de distribution. Sans les relations, sans la débrouillardise de Vojkan, la famille mourrait littéra-

lement de faim. Elle n'a en effet reçu sa première aide alimentaire que le 1^{er} août.

Branka s'en souvient, de même que de la date exacte à laquelle elle a touché de l'aide à trois autres reprises seulement, avant que celle-ci ne se tarisse pour cause de suspension de pont aérien. Ces quatre aides - les seules en six mois de siège - elle en a soigneusement conservé les dates dans le «Journal de siège» qu'elle tient consciencieusement jour après jour dans un gros carnet noir.

Boîtes «sauvages»

La capitale bosniaque était déjà assiégée depuis quatre mois lorsque Branka, Vojkan et Marko ont enfin reçu... 1,5 kilo de sucre, le même quantité de farine, 3 litres d'huile (venue des Pays-Bas), une boîte de biscuits profondes et 6 conserves de bonif (légalment des Pays-Bas). La 11 août, la famille a bénéficié de 1 kilo de riz (espagnol), de 1,5 kilo de fromage en provenance d'Iran et 3 conserves néerlandaises (440 grammes de bonif chacune). Le dernier aide est venue le 7 septembre: 3 rations de combat de l'armée américaine, ainsi que 1,5 kilo de riz et la même quantité de sucre. Depuis, plus rien.

Sauf compte maintenant ce que

Vojkan peut découvrir à droite et à gauche. Il a ainsi pu acheter dernièrement 6 kilos de farine et 1,5 kilo de sucre pour une somme dérisoire: 250 dinars bosniaques. Rien à voir avec les prix du marché noir, insupportables pour la famille de Vojkan. Un marché noir dont on ne peut avoir s'il est florissant, étant donné la pénurie totale régnant dans la ville. Les magasins sont totalement vides, la demande est énorme: la situation est idéale pour les trafics en tous genres, mais les sources d'approvisionnement sont réduites en raison de l'état serbe. Et surtout: les prix sont insupportables, ici, pour le commun des mortels.

Ben sûr, certaines informations - invérifiables - circulent sur des détournements systématiques de l'aide internationale, notamment après que celle-ci ait atteint les centres de distribution installés dans chaque quartier. Reste que la plupart des boîtes «sauvages» expédiées au fur et à mesure des marchés de Sarajevo - prudemment installés sous un arbre routier, mais dont les états sont curieusement vides - proviennent de Croatie.

De l'huile (15 bouteilles de la bouteille) au paquet de biscuits (de 2 à 6 déchetes), en passant par les quelques feuilles de chou à 3 000 dinars, les prix sont prohibitifs comparés par exemple au salaire de Vojkan. Dans les allées, on vous parle de troc et l'on refuse de donner l'origine de ces petits trésors (pour qu'elle ne figure pas sur les emballages), mais le vrai marché noir est silencieux, discret, et quand on l'évoque, notamment autour

YVES HELLER

Un policier tué et quatre personnes blessées au Kosovo. - Un policier a été tué et un autre blessé, ainsi que deux autres personnes, jeudi 1^{er} octobre, à Glogovac, dans l'ouest du Kosovo, lors d'une attaque contre une patrouille. D'autre part, un lieutenant-colonel de l'armée ex-yougoslave a été blessé par des inconnus près de Podujevo, un des fiefs des indépendantistes albanais. Ces incidents coïncident avec la reprise du procès de 19 Albanais de souche accusés «d'insurrection armée» contre la Serbie. (AFP)

AFRIQUE

MOZAMBIQUE : les conséquences de la guerre et de la sécheresse

Le pays est menacé par une catastrophe pire qu'en Somalie

Le chef de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO), M. Afonso Dhlakama, était attendu à Rome vendredi 2 octobre, pour y signer, avec le président mozambicain, M. Joaquim Chissano, l'accord de paix mettant fin à seize ans de guerre civile. Aux termes du calendrier dressé par les négociateurs, en août dernier, l'accord aurait dû être paraphé le 1^{er} octobre. Mais des difficultés de dernière minute ont bousculé les échéances, la RENAMO demandant des garanties supplémentaires sur, notamment, la réorganisation des services de sécurité et la formation de la future armée commune.

GENÈVE

de notre correspondant

Alors que, sur le terrain, la guerre continue au Mozambique, l'armée vient d'accuser les rebelles de la RENAMO d'avoir lancé une offensive visant à conforter leur position avant la signature du cessez-le-feu. Les organisations humanitaires établies à Genève tirent la sonnette d'alarme. Si la communauté internationale demeure passive, affirmant-elles, les destructions dues à la guerre, ajoutées aux conséquences d'une sécheresse exceptionnelle, risquent de conduire à une situation pire que celle qui sévit en Somalie.

Selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui maintient sur place cinquante-neuf délégués, réparties entre Maputo, la capitale, et les villes de Beira, Nampula et Quelimane, la vie de trois millions de personnes est en jeu. Depuis février dernier, la famine, à elle seule, a tué 15 % de la population dans les régions de Limpopo et d'Alto. « Dans certaines zones rurales isolées, on est parvenu au stade critique où la population n'a absolument plus rien », a affirmé M. Jean-Daniel Taux, délégué général du CICR pour l'Afrique. Au moins 500 000 tonnes de

vivres seraient nécessaires pour passer le cap des sept prochains mois. Au sud du Zambèze, la sécheresse a détruit de 80 à 100 % des récoltes alors que les prochaines n'interviendront qu'en mars 1993.

Le CICR, outre son assistance alimentaire, entreprend le forage de nouveaux puits, s'efforce de remettre en état les stations de pompage et déploie une importante activité médicale par des campagnes de vaccination et des distributions de médicaments et d'équipements sanitaires. Ses délégués ont pu visiter, entre janvier et début septembre, 479 « détenus de sécurité » et transmettre 7 740 messages de Mozambicains séparés de leurs proches par les événements.

Hôpitaux submergés

Deux millions de Mozambicains errent sur les routes de leur pays, tandis qu'un million et demi d'autres ont fui vers les pays voisins, où, hormis en Afrique du Sud, ils sont pris en charge par le HCR. Au Malawi et au Zimbabwe, des hôpitaux manquant de médecins sont submergés par l'afflux croissant de réfugiés épuisés par la faim, le choléra, le scorbut ou diverses autres maladies contagieuses. Les camps de regroupement de ces deux pays manquent de nourriture et d'eau, et les vivres stockés seront totalement épuisés d'ici deux semaines, assure le HCR. Seule une solution politique permettrait de venir en aide aux Mozambicains et, peut-être, d'arrêter l'exode.

Cette situation pèse lourdement sur le climat social des pays d'accueil. Au Malawi, où 70 % de la population dépend de l'aide internationale, l'animosité à l'encontre des réfugiés, vendus responsables de tous les maux, se développe. Une xénophobie comparable se manifeste dans les autres pays d'Afrique australe qui ont ouvert leurs portes aux réfugiés du Mozambique.

ISABELLE VICHNIAC

GHANA : cinq candidats en lice pour l'élection présidentielle. - Les quatre candidats disputent le 3 novembre à l'actuel chef de l'Etat, le capitaine (à la retraite depuis le 18 septembre) Jerry Rawlings, le fauteur de quatrième président élu du Ghana. M. Rawlings, qui s'est assuré le soutien de trois des neuf partis légalisés, semble être le favori. Son principal concurrent devrait être M. Albert Adu-Boahen, soixante ans, porte-drapeau du Nouveau parti patriotique (NPP, centre-droit). - (AFP)

MAROC : le Front Polisario fait état de plusieurs morts lors de manifestations au Sahara. - Le bilan des affrontements qui auraient opposé, les 24 et 30 septembre, les forces de l'ordre à des manifestants sahraouis, à Assa, près de Goulmine, dans le sud du pays, s'élève à quinze morts et des dizaines de blessés parmi les civils, a affirmé le Front Polisario, dans un communiqué, publié, jeudi 1^{er} octobre, à Alger. Les sources officielles marocaines n'ont fait état que de quatre blessés, lors de la première manifestation. - (AFP)

NIGERIA : cent soixante morts dans l'accident de l'avion militaire. - La presse nigérienne, citant un porte-parole de l'armée, a indiqué, jeudi 1^{er} octobre, que, selon le plan de vol de l'appareil, cent soixante personnes étaient à bord du C-130 militaire nigérien qui s'est écrasé

samedi dernier près de Lagos (le Monde du 29 septembre). Il n'y a aucun survivant. Parmi les victimes figurent cent quatorze officiers, dont quatre-vingt-dix-huit étaient des élèves de l'école de guerre de Jaji (nord du pays). Des obsèques nationales doivent avoir lieu lundi à Abuja. - (AFP)

SOUDAN : Khartoum suspend son adhésion à la Conférence islamique. - Le Soudan a décidé de suspendre son adhésion à l'Organisation de la conférence islamique (OCI), qui a son siège en Arabie saoudite, pour protester contre l'annulation d'une réunion ministérielle de l'OCI, prévue à Khartoum au mois de décembre, a annoncé, jeudi 1^{er} octobre, le sous-secrétaire du ministère des affaires étrangères. Celui-ci a indiqué que le Soudan « boycottera toutes [les] réunions jusqu'à ce que le secrétariat général de l'Organisation change d'attitude ». - (AFP)

TOGO : la nouvelle Constitution approuvée à 98,11 %. - Selon les résultats officiels, publiés jeudi 1^{er} octobre, 98,11 % des électeurs togolais ont approuvé la nouvelle Constitution lors du référendum du 27 septembre. Mercredi, le gouvernement a décidé de reporter les élections locales prévues pour le 11 octobre et d'établir un « nouveau calendrier » pour les scrutins législatifs et présidentiels, initialement fixés au 31 octobre et au 6 décembre. Le communiqué du conseil des ministres n'a précisé ni les nouvelles dates, ni les raisons de ces modifications. - (AFP)

TUNISIE : rejet des pourvois en cassation des condamnés islamistes. - La Cour de cassation de Tunis a rejeté tous les pourvois introduits par les dirigeants et militants islamistes, qui avaient été condamnés, au mois d'août, à diverses peines de prison, a-t-on appris, jeudi 1^{er} octobre, de source judiciaire à Tunis. Deux tribunaux militaires de Tunis avaient condamné 46 des 269 membres du mouvement intégriste claudes Ennahdha, qui étaient appelés à comparaître devant eux, à des peines de prison à perpétuité, pour « atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat ». - (AFP)

ALGÉRIE : dans des « aveux » télévisés

Quatre islamistes ont reconnu être les instigateurs de l'attentat à l'aéroport d'Alger

ALGER

de notre correspondant

Les auteurs de l'attentat à l'explosif commis le 26 août dans l'aéroport d'Alger ont été arrêtés et présentés, jeudi 1^{er} octobre, à la télévision algérienne. Cet acte terroriste, qui avait officiellement coûté la vie à neuf personnes et fait plus d'une centaine de blessés, avait soulevé une émotion considérable dans le pays : c'était, en effet, la première fois que la population était directement visée.

Quatre militants de l'ex-Front islamique du salut (FIS) figurent parmi les terroristes, dont le nombre n'a pas été précisé. Il s'agit de MM. Hocine Abderrahim, ancien chef de cabinet de M. Abassi Madani, numéro un du parti intégriste, élu au premier tour des élections législatives avortées du 26 décembre 1991, Rouabhi Mohamed, directeur d'un collège à

Constantine, Chouchene Saïd, vice-président de l'Assemblée populaire communale (APC) du quartier de Bouzarrah à Alger, et Hachachi Rachid, commandant de bord à la compagnie Air Algérie.

La télévision a longuement diffusé les « aveux » de ces hommes, dont les interrogatoires ont été probablement filmés à leur insu. M. Abderrahim a reconnu être l'un des instigateurs de l'attentat, sans préciser s'il avait participé directement à l'opération, qui, a-t-il dit, ne visait pas à faire de victimes civiles, mais à créer un impact politique au sein de la population. Il a imputé le bilan sanglant de cette action à des « défaillances techniques ».

L'ex-FIS se trouve ainsi, pour la première fois, désigné clairement dans une action terroriste d'une gravité extrême. Il avait été dissous, au mois de mars dernier, sur plainte du ministre de l'Intérieur, qui l'accusait de vouloir prendre le pouvoir par « des moyens subversifs ». Les

attentats qui troublent l'Algérie depuis le début de l'année, et qui visent d'abord les forces de l'ordre ainsi que des biens publics, n'ont jamais été revendiqués ni même officiellement attribués au mouvement intégriste - pas même l'assassinat du président Boudiaf, l'ex-FIS niant sa responsabilité et n'y voyant que des règlements de comptes au sein du pouvoir. Le premier ministre, M. Belaid Abdesslam, avait affirmé, pour sa part, que l'attentat de l'aéroport d'Alger avait été commandité « par une main étrangère, même si les exécuteurs étaient algériens ».

La divulgation, jeudi matin, de l'arrestation des auteurs de l'attentat a valu au quotidien *Liberté* une suspension de quinze jours. Le ministre de l'Intérieur a, en effet, estimé que la publication de cette information était précipitée et portait « préjudice aux activités des services de sécurité dans leur lutte contre le terrorisme ». - (Interim)

AFRIQUE DU SUD

Un dirigeant communiste propose de nouvelles garanties pour les Blancs

M. Joe Slovo, président du Parti communiste sud-africain (SACP) et membre de la direction du Congrès national africain (ANC), suggère de garantir le partage du pouvoir entre Blancs et Noirs pendant un certain nombre d'années après l'adoption d'une Constitution exempte de discrimination raciale. Cette proposition, rapportée par le quotidien anglophone de Johannesburg *The Star*, figurerait dans un document que s'apprête à publier le journal du SACP. Un porte-parole du Parti communiste a cependant précisé qu'il s'agit d'une « contribution personnelle » de M. Slovo, et non de la « politique officielle » du parti.

La question des garanties à accorder aux « minorités » - en l'occurrence les Blancs - dans une Afrique du Sud régie par le suffrage universel figure en bonne place parmi les difficultés du dialogue entre l'ANC et le gouvernement sud-africain. Ce dernier explique souvent que, sur cette question, une aile « modérée » de l'ANC s'oppose à un « noyau dur » du Parti communiste, opposé, lui, à tout compromis. La contribution de M. Slovo, qui proposerait également d'accorder une amnistie générale pour les crimes commis pendant l'apartheid, serait susceptible d'accroître la reprise des négociations suspendues depuis plusieurs mois. - (AFP, Reuters)

ANGOLA : selon des résultats partiels

Le président Dos Santos est bien placé pour remporter les élections

LUANDA

de notre envoyé spécial

Trente-six heures après la clôture des scrutins législatifs et présidentiels, les Angolais ne savaient toujours pas officiellement, vendredi 2 octobre, dans la matinée, qui serait le premier président de la « deuxième République ». L'opération de dépouillement a pris plus de temps que prévu, en raison des coupures d'électricité, des problèmes de communication, et du manque d'habitude du personnel des bureaux de vote.

Le directeur du Conseil national des élections (CNE), M. Onofre Dos Santos, estimait qu'une tendance significative pourrait être dégagée dans le courant de la journée de vendredi. Toutefois, la télévision angolaise, qui diffuse des résultats très proches de ceux du CNE mais avec une plus grande célérité, donnait déjà, vendredi à 5 heures du matin, une large avance au président sortant, M. José Eduardo Dos Santos, le créditant de 800 381 voix tandis que son principal adversaire, M. Jonas Savimbi, n'en aurait recueilli que 320 153 et M. Holden Roberto 38 237 - résultats

portant sur près d'un tiers des suffrages. Ces données partielles et officieuses semblent indiquer que le président Dos Santos et son parti, le Mouvement pour la libération de l'Angola (MPLA), ont de bonnes chances de remporter les premières élections pluralistes de l'histoire du pays. Jeudi, la représentante des Nations unies, M^{me} Margaret Onstee, a félicité les Angolais pour leur civisme et leur détermination à voter. Le vice-président du Parlement européen, M. João Cravinho, présent à titre d'observateur, a fait de même, en précisant qu'il n'avait constaté aucune irrégularité là où il était passé.

L'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), de M. Jonas Savimbi, qui semble ne pas atteindre ses objectifs, affirme, pour sa part, avoir noté un nombre considérable de contrevenances au code électoral. Dans Luanda, la tension reste vive. Les forces de sécurité, déployées depuis la semaine dernière, protègent les bâtiments officiels, les banques et les hôtels.

FREDERIC FRITSCHER

ASIE

CAMBODGE

Le prince Sihanouk est « gravement malade »

Le prince Sihanouk vient d'informe le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, qu'il souffre d'une « grave maladie », requérant des « soins médicaux intensifs ». Le président du Conseil national suprême cambodgien (CNS) devra, en particulier, annuler un déplacement à Paris, où il devait rencontrer M. François Mitterrand, puis à New-York, où il devait présider à l'ONU une réunion des quatre factions cambodgiennes pour tenter de relancer le processus de paix, bloqué par l'intransigence des Khmers rouges.

M. Sihanouk était arrivé le 27 septembre à Pékin. Selon un membre de son cabinet, il séjournera deux ou trois semaines dans la capitale chinoise, où il doit subir une opération. Le prince, âgé de soixante-dix ans, souffrirait d'une inflammation à la gorge. - (AFP)

INDE : cinq villageois tués par des troupes pakistanaïses. - Cinq villageois ont été tués et dix autres blessés, mercredi 30 septembre, lorsque des troupes pakistanaïses ont tiré contre des positions indiennes, selon des informations publiées à New-Delhi. Trois personnes ont été touchées par les obus, et deux autres sont mortes dans la panique provoquée par cette attaque. Les Indiens ont riposté, et des combats se poursuivaient, en milieu de semaine, dans le secteur de Chamb, à 60 kilomètres à l'ouest de la ville de Jammu. Les adversaires avaient déjà échangé des tirs, les 27 et 28 septembre, sur la ligne de cessez-le-feu du Cachemire, sans faire de victimes. - (AFP)

JAPON : attentat au domicile du ministre de la défense. - Trois roquettes de fabrication artisanale ont été tirées, jeudi 1^{er} octobre, contre le domicile du ministre japonais de la défense, M. Sohei Miyashita. Un garde a été blessé. La police a attribué cet attentat à des extrémistes opposés à l'envoi de troupes japonaises au Cambodge dans le cadre de l'opération de maintien de la paix de l'ONU. - (AFP, Reuters)

SRI-LANKA : attaque d'un village par des Tamouls. - Vingt personnes, dont cinq soldats, ont été tuées, jeudi 1^{er} octobre, lors de l'attaque d'un détachement militaire chargé de protéger la localité de Konweva, dans le nord-est du Sri-Lanka, a déclaré un porte-parole militaire à Colombo. Treize femmes et deux enfants figuraient parmi les victimes. L'action a été attribuée aux Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), qui luttent depuis 1983 pour la création d'un Etat indépendant. - (AFP, Reuters)

LA PLUS BELLE COLLECTION DE KILIMS ET DE TAPIS D'ORIENT

Encore une bonne raison de mettre les pieds sur la Rive Gauche.



-20%
SUR TOUS LES TAPIS D'ORIENT
JUSQU'AU 28 NOVEMBRE.

Le Bon Marché Rive Gauche, spécialiste du tapis d'Orient depuis 120 ans

Achats dans les pays d'origine par son Expert

Présentation à domicile gratuite dans toute la France

Certificat d'origine

Crédit 3 mois sans frais à partir de 6000 frs d'achat

Nettoyage, garde, restauration, expertise de tous vos tapis.

Metro Savres-Babylone • Tél. : 44 39 80 00

PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX-ARTS
RÉGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens

Catalogue bimestriel

Envoi sur simple demande

DIPLOMATIE

GRANDE-BRETAGNE : prochain débat parlementaire sur la ratification du traité de Maastricht

M. John Major choisit d'affronter les « eurosceptiques »

En annonçant, jeudi 1^{er} octobre, que le projet de ratification du traité de Maastricht sera de nouveau examiné par le Parlement avant qu'après Noël, le premier ministre britannique choisit l'affrontement direct avec les « eurosceptiques » du Parti conservateur.

LONDRES

de notre correspondant

M. John Major a pris soin de préciser, jeudi 1^{er} octobre, que la réintroduction prochaine du projet de loi de ratification du traité de Maastricht devant la chambre des Communes était « probable », ce qui pourrait, le moment venu, lui laisser une échappatoire si les choses se déroulent mal lors du sommet européen du 16 octobre. Mais le premier ministre britannique, qui s'est exprimé au cours d'un entretien à la télévision, semble maintenant déterminé à aller de l'avant : en principe donc, les parlementaires auront à se prononcer « soit à la fin de l'année, soit au début de l'année prochaine » sur un texte qu'ils ont adopté une première fois (en seconde lecture) en mai dernier. Cette procédure aura été précédée par un débat aux Communes peu après l'ouverture de la session parlementaire (le 19 octobre), donc dans la foulée du sommet de Birmingham.

En précisant ce calendrier, M. Major fait preuve d'optimisme et adopte une stratégie à haut risque. C'est un acte de foi délibéré et un rien provocant. C'est aussi une invitation adressée aux partenaires de la Grande-Bretagne, qui sont ainsi appelés à faire le maximum

de concessions : il leur est demandé à la fois d'aider M. Major à prendre l'avantage sur ses opposants du Parti conservateur et, par voie de conséquence, de sauvegarder l'avenir de la Communauté européenne, lequel serait gravement menacé si la Grande-Bretagne ne ratifiait pas le traité de Maastricht.

Choisir une telle stratégie revient, pour M. Major, à engager une confrontation directe avec les « eurosceptiques » de son parti et à réaffirmer sa propre autorité, singulièrement remise en question depuis quelque temps.

Deux sortes de raisons l'ont poussé à avancer dans cette direction : ses récentes conversations avec le président François Mitterrand, le chancelier Helmut Kohl et le premier ministre danois, M. Poul Schlüter, l'ont convaincu que Français et Allemands ne souhaitent pas être sortis d'envisager une « Europe à deux vitesses », et qu'ils feront leur possible pour ramener la Grande-Bretagne dans le bercail de l'Europe de Maastricht.

Préserver une « crédibilité internationale »

D'autre part, les exigences danoises pourraient ne pas être insurmontables, compte tenu de la bonne volonté que Bonn et Paris semblent prêts à manifester. Sur le plan intérieur, M. Major a engagé cette stratégie après avoir sondé « les mémoires » de tous les membres du « cabinet » (gouvernement restreint), en sein duquel figurent des « eurosceptiques » notoirement. Mis au pied du mur, chacun a approuvé les choix du premier ministre. Mais tout cela ne va pas décourager la campagne anti-

Maastricht lancée par les « eurosceptiques », au premier rang desquels figure M^{re} Thatcher.

Un premier affrontement aura lieu la semaine prochaine, lors du congrès conservateur à Brighton. M. Major soulignera à cette occasion que c'est le respect de la parole donnée par la Grande-Bretagne à ses partenaires, c'est-à-dire sa « crédibilité internationale », qui est en cause avec la ratification d'un traité qu'il a lui-même signé à Maastricht. Ce langage, celui du « réflexe patriotique », peut faire pencher le balance en sa faveur, d'autant que le premier ministre prend soin de donner des gages aux « eurosceptiques », en soulignant qu'il n'est pas question, avant longtemps, d'envisager un retour de la livre sterling dans le mécanisme de change du système monétaire européen (SME).

Au-delà de ces concessions, M. Major a besoin d'un succès lors du sommet européen de Birmingham. On espère, à Londres, qu'une déclaration des Douze entérinera le principe d'une limitation des pouvoirs exercés par les institutions européennes dans tous les domaines où les États pourraient exercer leurs prérogatives. Bref, il s'agit d'étendre et de clarifier la notion de « subsidiarité ».

Une telle démarche reste aléatoire : d'abord, parce qu'il ne va pas de soi qu'une telle « déclaration interprétative » du traité ait force de loi, ensuite parce que ces garanties seront peut-être jugées insuffisantes pour satisfaire à la fois l'opinion danoise et les « eurosceptiques » du Parti conservateur. Mais M. Major n'avait d'autre choix que celui de la fuite en avant. Le rebondissement de la querelle anglo-allemande (le Monde du 2 octobre) est certes lié à la crise monétaire, mais il est surtout une manifestation parmi d'autres d'un fossé qui s'élargit entre la Grande-Bretagne et ses partenaires : ceux-ci sont de plus en plus agacés par la sempiternelle mise en avant de la « spécificité » britannique, tout comme ils l'étaient à l'époque de M^{re} Thatcher.

Les « indiscretions », aussitôt démenties, sur une stratégie franco-allemande d'« Europe à deux vitesses » ont constitué un signal pour M. Major. Le premier ministre sait fort bien que le présent et l'avenir, notamment commercial et économique, de la Grande-Bretagne se situent en Europe, y compris dans une « grande intégration ». Le premier ministre a ainsi doublement manifesté sa bonne volonté : en affirmant qu'il ne voulait pas prolonger cette « guerre de mots » avec le gouvernement du chancelier Kohl, via la Bundesbank, puis en annonçant que la Grande-Bretagne ratifiera le traité européen avant ou après Noël. En principe...

LAURENT ZECCHINI

Rectificatif. — Dans l'article consacré à la visite du premier ministre britannique, M. John Major, à Paris (le Monde du 2 octobre), un propos du porte-parole du Quai d'Orsay a été attribué par erreur à M. Major. C'est le ministre des affaires étrangères français qui a affirmé que la France est « prête à donner une main secourable aux Britanniques pour que les procédures de ratification parviennent à leur terme dans les meilleurs délais » en Grande-Bretagne.

ESPAGNE : le traité de Maastricht sur les rails de la ratification. — Le débat parlementaire sur les amendements au traité de Maastricht s'est terminé, jeudi 1^{er} octobre, au Congrès des députés espagnols après l'intervention du gouvernement et des représentants des formations politiques. Les amendements, présentés surtout par la coalition Izquierda Unida (IU, communiste), qui réclame un référendum, ont été rejetés. Le traité de Maastricht devrait être ratifié prochainement. (AFP)

Béglad accordé des visas pour les « gardes bleus » de l'ONU. — Pour la première fois depuis plusieurs mois, l'Irak a accepté d'accorder des visas à trente-six « gardes bleus » de l'ONU stationnés sur place et dont les rotations avaient été suspendues. Béglad s'est en effet refusé, jusqu'ici, à renouveler le protocole d'accord passé avec les Nations unies pour réguler les opérations humanitaires. (AFP)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : la campagne pour l'élection présidentielle

M. Ross Perot est de retour...

WASHINGTON

de notre correspondant

« Le renouveau » C'est les professionnels de la politique ont, tout à l'heure, appelé « le monstre », « le petit dictateur », « l'empoisonneur », le « trouble-fête », est de retour. Au-delà de cette constatation, les mêmes professionnels, chez les démocrates comme chez les républicains, s'interrogeaient sur les conséquences de la réapparition de Ross Perot dans la course présidentielle à un mois, presque jour pour jour, du scrutin du 3 novembre. Même si la candidature de l'indépendant ne doit avoir qu'un faible impact, elle risque d'influer sur la lutte serrée que se livrent M. George Bush, le président et candidat républicain, et M. Bill Clinton, son adversaire démocrate.

Les éditeurs de la presse écrite ne donnent au milliardaire texan aucune chance de gagner. En quelques mois, le soutien dont il disposait dans l'opinion a diminué de moitié. Le dernier sondage Gallup pour la chaîne CNN le crédite de seulement 7 % des intentions de vote. Pourtant, personne ne prend à la légère un homme capable de dépenser des millions de dollars pour l'achat d'espaces publicitaires, suffisamment riche pour se passer de subsides fédéraux et donc libre de consacrer ce qu'il veut à sa campagne.

Personne ne sous-estime un homme qui fascine les télévisions qui lui accordent, gratuitement, de larges plages d'antenne. Goguenard, démagogue, populiste, factieux, parfois même « clownesque », Ross Perot fait toujours un bon spectacle — même s'il n'occupe l'écran que pour y débaucher une série de lieux communs.

S'il fallait résumer les sentiments dans les États-majors des grands partis, on dirait que les républicains paraissent un peu moins redouter le retour du Texan que les

démocrates. Certes, M. Perot peut mettre en difficulté le président dans des États comme le Texas et la Floride, bastions républicains essentiels à M. Bush. Certes, il a toujours eu la dent beaucoup plus dure pour M. Bush que pour M. Clinton. Mais les républicains comptent sur son entrée en lice pour briser la dynamique d'une campagne jusqu'ici unilatéralement favorable à M. Clinton.

Jeudi matin, ce dernier était pessimiste (ce qui ne lui ressemble guère). L'indépendant « pourrait donner la victoire à Bush », disait le candidat démocrate à la télévision, si les partisans du changement se répartissent également (entre M. Perot et M. Clinton). Dans quelques-uns des États-clés de ce scrutin, Illinois, Michigan, Ohio, M. Perot peut séduire les conservateurs démocrates qui votent républicain depuis 1980 et sur lesquels M. Clinton voudrait pouvoir compter.

« Les vrais problèmes du pays »

Si aucun analyste ne se risque encore à évaluer avec précision l'impact de la candidature Perot, tous s'accordent à dire qu'elle intervient à un moment crucial de la campagne : c'est en octobre, et seulement en octobre, que les électeurs se décident vraiment. Les démocrates y voient un danger, celui de l'élément inconnu qui peut perturber le parcours, jusqu'ici pratiquement sans faute, effectué par M. Clinton. Les républicains, systématiquement donnés perdants, veulent croire que l'improvvisé du Texas viendra brouiller les cartes en leur faveur.

Pour annoncer son retour, Ross Perot fut, jeudi à Dallas, fidèle à lui-même. Il revient, a-t-il dit, parce que ses « volontaires », les comités périphériques, lui demandent, à l'unanimité, dans les cin-

quante États de l'Union. Les grands quotidiens, le Wall Street Journal notamment, ont établi que nombre de ces fameux « volontaires » étaient bien souvent payés par M. Perot et que ces coups de téléphone de « volontaires » complétaient par d'autres « volontaires » étaient des plus suspects. Il revient, a-t-il poursuivi, parce que les deux grands partis ne s'occupent pas des vrais problèmes du pays, à commencer par le déficit budgétaire. Il revient pour proposer un programme d'austérité budgétaire draconienne et de réindustrialisation du pays.

Il a déclaré avoir « commis une erreur » en se retirant à la mi-juillet dernier, après un début de campagne brillant, qui avait soulevé l'enthousiasme de millions d'Américains, mécontents des candidats Bush et Clinton. Il avait pris sa décision dès les premiers sondages médiatiques et alors que la presse commençait à s'intéresser de trop près à sa personnalité — autoritaire, colérique, soupçonné — et à sa manie de faire capotner par des détectives privés ses proches, ses relations de travail, ses contacts commerciaux et, même, certains de ses proches « volontaires ». Ross Perot a mal supporté ce coup de projecteur sur lui-même, et nombre de commentateurs estiment que l'homme d'affaires de Dallas, créateur d'un empire informatique, retourne dans la bataille pour « redorer une image flétrie », « soigner un ego blessé ».

Pour colistier et candidat à la vice-présidence à ses côtés, M. Perot a choisi M. James Stockdale (soixante-neuf ans), militaire de carrière, vice-amiral en retraite, ancien pilote de chasse de l'aviation, prisonnier de guerre au Vietnam, torturé par ses geôliers. M. Stockdale s'aventure pour la première fois en politique.

ALAIN FRACHON

Les dangers d'une triangulaire

M. Ross Perot est le dernier en date des géheux qui ont, au fil des ans, perturbé le jeu du bipartisme aux États-Unis et parfois contribué à faire élire celui dont la majorité des Américains ne voulaient pas. Le démocrate Harry Truman a probablement ramené la présidence en 1948 parce que Strom Thurmond, un audacieux ultra-conservateur, toujours vivant, s'était présenté. C'est le républicain Dewey qui, dans les sondages, alors balbutiants, dominait vainqueur, qui en fit les frais, comme un Truman hilare le signale, le lendemain du scrutin, sur une photo montée célèbre, en arborant le mancheton d'un quodén qui avait cru pouvoir devancer l'événement...

M. Richard Nixon n'a pas eu à se plaindre non plus de la tentative de George Wallace en 1968. Ce dernier a pris des voix à l'éternel candidat des syndicats et de la gauche démocrate, Hubert Hiram Humphrey, mort depuis d'un cancer. Strom Thurmond n'avait obtenu qu'un peu plus de 1 million de voix. George Wallace a fait nettement mieux avec plus de 9 millions.

Le problème s'est de nouveau posé en 1980 lorsque M. John Anderson a « glissé » 5,5 millions de voix sur sa candidature indépendante. A-t-il contribué à faire passer M. Ronald Reagan ? C'est un point d'histoire sans grande

importance dans la mesure où le grand communicateur, ex-cow-boy d'Hollywood, avait de toute façon pour lui une étonnante majorité de ses concitoyens, alors que M. Jimmy Carter essayait un désaveu cinglant pour un président sortant, payant ainsi le prix de ses hésitations, de son idéalisme et de son refus de faire couler le sang.

Désaturer la démocratie américaine

Le système électoral américain ne fonctionne bien que lorsqu'il n'y a que deux candidats le mardi qui suit le premier lundi de novembre. Peu importe à la limite que l'un soit démocrate et l'autre républicain. L'essentiel est qu'ils ne soient que deux pour permettre un choix relativement clair et facile pour les électeurs. De toute façon ceux-ci ne se déplacent pas en masse ce jour-là, et rien n'indique qu'il en ira différemment le 3 novembre.

La loi d'airain du scrutin majoritaire à un tour — même si les choses sont compliquées par l'existence des grands électeurs pour chaque État — joue pleinement, et à la satisfaction générale, lorsque la campagne s'engage de fait dès l'hiver précédent à permis de faire un tri entre les ambitions, rancœurs et projets réels des candidats déclarés, potentiels, virtuels

voire cachés. Les primaires, organisées pour une grande part avec l'argent du contribuable, y jouent. Elles sont conçues pour qu'il ne reste que deux combattants en lice.

M. Perot, après avoir jeté l'éponge, revient à la charge. Il affirme n'être préoccupé que par la réduction du déficit budgétaire et propose en conséquence une considérable augmentation des impôts. Mais ses motivations réelles sont beaucoup plus ambiguës : vengeance, autoritarisme, châtiment par l'électorat, il voudrait gérer la démocratie américaine comme une entreprise. C'est-à-dire la déformer. Il n'est pas étonnant que beaucoup de ses « fans » l'aient déjà abandonné.

Il n'en pertube pas moins le jeu dans plusieurs États-clés où il risque de priver M. Clinton du vote de bon nombre de dévots de M. George Bush. Ce dernier s'étant depuis des mois à être sévèrement battu. Il reprend un peu espoir. M. Clinton avait la victoire à portée de la main. Elle n'est plus aussi assurée.

Un candidat indépendant bouleverse toutes les règles du jeu brutal et subtil qui se joue tous les quatre ans. M. Perot ne sera pas élu, mais il peut empêcher quel qu'un d'être l'élu.

DOMINIQUE D'OMBRES

Le Monde des DEBATS
Le Monde



LE NOUVEAU MENSUEL DU MONDE
EN KIOSQUE LE 10 OCTOBRE/30 F

(Publicité)

EXPOSITION UNIVERSELLE à Séville
les 10 et 11 octobre 1992
PRIX PROMOTIONNEL : 2 940 F
(Avion A.R. - Hôtel Flottant - 2 Entrées - Transferts)
AGENCE TABAGH
Tél. : 47-42-27-22

POLITIQUE

L'élection à la présidence du Sénat

Le duel entre M. René Monory (UDF) et M. Charles Pasqua (RPR)

Réunis jeudi 1^{er} octobre au Palais du Luxembourg, les sénateurs appartenant aux trois groupes de l'UDF ont désigné M. René Monory (Union centriste) comme candidat unique à la présidence du Sénat. A l'occasion de cette primaire, M. Monory l'a emporté au second tour par 66 voix contre 60 à M. Pierre-Christian Taittinger (Républicains et Indépendants). Compte tenu de la composition du Sénat, la succession de M. Alain Poirer, qui ne se représente pas, devait se jouer, vendredi 2 octobre à l'ouverture de la session, entre les deux candidats de la droite, MM. Monory, sénateur de la Vienne, sénateur-neuf ans, et Charles Pasqua, sénateur (RPR) des Hauts-de-Seine, soixante-cinq ans.

Ils n'en sont pas revenus. Deux petits tours de scrutin, deux petites heures de débat, ont suffi à régler une affaire de famille vieille de trois ans : la succession Poirer. Il y avait urgence. La veille, M. Charles Pasqua, président du groupe RPR, avait menacé les trois branches sénatoriales de l'UDF - Républicains et Indépendants (RI), Union centriste (UC) et Rassemblement démocratique et européen (RDE) - de faire main basse sur la maison de famille. Contre toute attente, il avait décidé de se porter lui-même candidat.

Il avait fallu cette menace directe sur ses intérêts pour que l'UDF consente enfin à se rassem-

bler et à se donner un candidat unique, en dépit des réserves de certains Républicains et Indépendants que la perspective d'une contre-alliance n'effrayait pas. Jeudi matin, plusieurs ayant droit s'étaient déclarés au sein de chacun de leur groupe : deux à l'Union centriste, dont son président, M. Daniel Hoefel, et M. René Monory ; trois chez les Républicains et Indépendants, MM. Jean-Pierre Fourcade, Jacques Larché et Pierre-Christian Taittinger. Cela faisait beaucoup, trop même aux yeux de M. Marcel Lucotte. Mais en dépit de ses efforts pour éviter un trop grand éparpillement de ses voix, le président du groupe RI ne parvenait pas à convaincre M. Fourcade de l'inopportunité de sa candidature.

«Le désarroi de la France»

A 17 heures, toute la parenté rejoint la salle Clemenceau. M. Lucotte rétorque : faut-il vraiment décider ce soir ? Faut-il suspendre la séance après chaque tour de scrutin ? Faut-il autoriser les concertations au sein des groupes ? Exaspéré, M. Jean-Claude Gaudin coupe court avec emphase aux arguments de son président de groupe : « Les journalistes sont à notre porte. Le peuple nous regarde. Il attend de nous que nous fassions preuve de notre esprit de décision. » Lequel se traduit immédiatement par l'élaboration intrépide d'un règlement : chaque candidat a droit à cinq minutes de temps de parole pour se présenter et doit patienter dans le couloir pendant les prestations de ses concurrents.

Premier à plancher, M. Taittinger promet de ne pas s'accrocher

plus de six ans à son fauteuil de président : « Il faut réparer la présidence par rotation, y compris avec le RPR. » M. Fourcade lui succède et insiste pour sa part sur le « souvenir humiliant » que constitue pour l'UDF la réélection de M. Alain Poirer il y a trois ans, alors que M. Hoefel, plus défiant, choisit de rendre hommage au président sortant. Le président de la commission des lois, M. Larché, essaie de convaincre ses collègues qu'il a bien mérité de ses derniers et de l'Europe. M. Monory ferme le ban en insistant sur « le désarroi de la France » et l'importance du Sénat dans cette période critique.

Le discours de l'ancien ministre de l'Éducation nationale séduit. Dès le premier tour, il devance largement les autres candidats : 47 voix sur 128, contre 27 à M. Hoefel, 22 à M. Taittinger, 16 à M. Larché, 9 à M. Fourcade et trois bulletins nuls. Quatre voix se portent également sur le nom de M. Lucotte. Le second tour s'ouvre aussitôt. Trois candidats annoncent leur retrait, MM. Hoefel, Larché et Fourcade.

En dépit de son score qui le place en deuxième position, le président de l'Union centriste a en effet pris acte du succès de son collègue de groupe et choisi loyalement de s'effacer, au profit de M. Monory, dans son bureau. M. Monory ne doute alors plus de sa victoire. Elle sera bien plus laborieuse que prévu.

« En général », constate M. Xavier de Villepin (UC), « premier tour tire le second. Cette fois il l'a plutôt freiné ». Six voix seulement - soixante-six contre soixante - séparent M. Monory de M. Taittinger, qui triple le nombre de ses suffrages. Pour le

sénateur centriste, c'est tout de même une revanche sur l'élection de 1989, qui avait vu l'UDF lui préférer de neuf voix au deuxième tour l'élu de Paris. « Les deux candidats représentaient deux vraies sensibilités : l'une plus spécifiquement urbaine, l'autre plus rurale », explique un sénateur RDE. Il a sans doute été plus facile pour les parlementaires UDF de s'identifier à l'élu poitevin qu'au maire du seizième arrondissement.

«Ce n'est qu'une étape»

Les Républicains et Indépendants s'acquiescent sans autre commentaire, en entourant leur candidat défait. « Pas un mot, pas une virgule ce soir », lâche, visiblement tendu, M. Roger Chénou. Les sénateurs centristes, eux, se félicitent bruyamment du succès de la réunion. « Le climat était excellent », commente M. Jean Cizeau. « On ne pouvait pas rêver meilleure atmosphère, c'était vraiment exceptionnel ! », s'exclame M. Pierre Laffitte (RDE), qui avait présidé les opérations de vote. Quant au score serré obtenu par M. Monory, il leur agite tout à fait, puisqu'au Sénat, note l'un d'entre eux, « il ne faut pas que les victoires soient des triomphes ». Le candidat officiel de l'UDF s'en accommode d'ailleurs fort bien. « Mes quatre autres adversaires étaient d'ailleurs bons valeurs que moi. J'ai peut-être eu un peu de chance », concède-t-il, non prince, avant d'ajouter : « J'en suis ravi, mais ce n'est qu'une étape ».

Seul rival malheureux, M. Hoefel a rejoint ses collègues et tiré à son tour les enseignements de cette primaire inédite : « Il était de mon devoir de me présenter, déclare-t-il. Il était de mon devoir de me retirer. Il faut maintenant que nous veillions tous à ce que la décision prise dans la cohésion se traduise dans les faits. »

Un «contrat moral»

A la buvette du Sénat, M. Charles Pasqua commande un whisky allongé d'eau. Il vient de prendre connaissance des résultats du vote UDF : « Il y a au moins une bonne chose, c'est que les socialistes sont hors course. » Rappelant qu'il en est « l'inventeur », le sénateur des Hauts-de-Seine se félicite de l'adhésion de l'UDF au système des primaires à la française : « Je suis ravi que l'UDF ait mis la main dans les primaires. Giscard, lui, y a même mis le bras. »

Mais, dans l'immédiat, c'est à l'analyse minutieuse, et secrète, du vote des sénateurs UDF que M. Pasqua va consacrer sa soirée pour mesurer ses propres chances.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'EUROPE DE L'AUDIOVISUEL

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé au 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

de l'emporter sur le candidat UDF. « Plus le score est serré, plus il nous sert », estime M. Yves Guéna (RPR). M. Monory fait et refait lui aussi les comptes : « Le rapport de force est en notre faveur mais ce n'est pas terminé. » « Il y a maintenant une sorte de contrat moral qu'il est difficile de rompre », souligne M. Claude Harlet (UC). « Aucun sénateur UDF digne de ce nom ne peut voter pour quelqu'un d'autre que Monory », affirme M. Etienne Dailly, pourtant suspect parmi les

siens de sympathie envers le RPR. Aucune voix ne devra en effet manquer à l'UDF si elle veut s'assurer l'héritage de M. Poirer. Face à M. Pasqua, qui peut compter sur un groupe plus homogène de quatre-vingt-onze membres, M. Monory doit à tout prix bénéficier du report intégral des soixante voix qui se sont portées jeudi sur M. Taittinger.

Or, le faible écart qui lui a permis de l'emporter pourrait nourrir une amertume et un esprit de revanche. La journée de jeudi était « exceptionnelle », il ne faudrait pas qu'elle le fût trop.

GILLES PARIS et PASCALE ROBERT-DIARD

Une lettre du candidat du RPR

«Une compétition franche et loyale»

M. Charles Pasqua a adressé, jeudi 1^{er} octobre, la lettre suivante aux élus de la majorité sénatoriale : « La décision du président Poirer de ne pas se représenter à la présidence de la Haute Assemblée et de terminer son mandat à son banc de simple sénateur nous a touchés par sa dignité. Comme nous a touchés son appel à l'unité de la majorité sénatoriale RPR-UDF. Nous nous souvenons des grandes choses que nous avons accomplies ensemble sous sa direction pour la défense de nos libertés et pour l'unité de la République. Nous avons vu incarner ce que doit être l'alternance de demain : l'union dans le respect des convictions et de l'identité de chacun. Nous nous devons de rester fidèles à cette image. »

« Dans cet esprit, j'avais proposé qu'un système de « primaires » ouvert à tous les membres de la majorité sénatoriale permette de choisir avant le premier tour le candidat d'union de toute la majorité. Cette proposition n'a pas été retenue. Nous avons au contraire vu fleurir les candidatures et entendu les socialistes prétendre arbitrairement nous en appropriant leurs suffrages à tel ou tel. C'est pour provoquer un choc salutaire et obtenir que le choix s'effectue aux yeux de tous et sans « magouille » que j'ai décidé d'être candidat. Les choses se sont déroulées depuis, et l'UDF a décidé d'organiser en son sein des primaires pour choisir son candidat du premier tour. Je ne doute donc pas que nous aurons une compétition franche et loyale. Pour ma part, je m'y engage. »

« Un nouveau président pour le Sénat, pour faire quelle politique ? Notre Assemblée, dont la compétence législative est reconnue, doit

imposer un plus grand respect du bicamérisme, réclamer plus de dialogue entre les Assemblées et donc moins de procédures d'urgence. Le Sénat doit, même et surtout si le gouvernement est de notre sensibilité, continuer à exercer son pouvoir de contrôle sur l'exécutif et sur les administrations. Le bon fonctionnement de la démocratie est à ce prix. Notre Assemblée, qui représente les territoires de la République, doit aussi prendre l'initiative de définir une nouvelle politique d'aménagement du territoire qui permettra de réunifier notre pays. Enfin, le Sénat doit être davantage à l'écoute de ceux que la société laisse, de plus en plus nombreux, sur le bord du chemin, notamment dans les régions ou les zones en voie de désertification. »

« Dans le même temps, le Sénat doit renforcer le contrôle des institutions de l'Europe des Douze et développer ses liens avec les Chambres hautes des autres pays européens. L'Europe ne se fera, en effet, ni sans associer les hommes ni sans rapprocher les territoires. »

« Voici, brossé à grands traits, ce que pourrait nous permettre une volonté commune. Si vous me soutenez, c'est l'action que j'ai la volonté d'engager avec vous. Voici ce que je vous propose, dans la clarté et la loyauté. Par-delà les groupes ou les partis auxquels nous appartenons et confiants dans la continuité de l'action que nous menons ensemble, depuis plus de quinze ans, c'est à chacun, en son âme et conscience, et de choisir et de décider. »

« Quel que soit ce choix, je souhaite qu'il soit, pour le Sénat et pour les Français, porteur d'espérance. »

La droite et l'élection présidentielle

L'ancien ministre de l'intérieur se défend de vouloir favoriser la démarche de M. Giscard d'Estaing

Interrogé sur la compétition à droite pour la présidence de la République, M. Charles Pasqua déclare, dans un entretien publié par le Figaro-Magazine du 3 octobre : « Je ne favorise jamais l'élection de M. Valéry Giscard d'Estaing. (...) Si M. Giscard d'Estaing pense se servir de moi comme un élément déstabilisateur de M. Jacques Chirac à son profit, il se trompe. Le problème n'est pas là. Il est de savoir qui, le moment venu, sera aux yeux des Français porteur de tel ou tel projet », poursuit le président du groupe RPR du Sénat.

M. Pasqua assure qu'il « ne souhaite pas et n'envisage pas » d'être lui-même contraint à défendre les idées gaullistes. « Je souhaite, dit-il, que M. Jacques Chirac soit porteur des idées auxquelles je crois et que le RPR revienne à l'inspiration

gaulliste. » Il n'exclut pas sa participation dans le cas où « les idées auxquelles (il croit) ne seraient pas représentées dans cette élection ». « Or à l'heure actuelle, cette hypothèse me paraît hautement improbable », précise M. Pasqua. « Nous ne gagnerons l'élection présidentielle que si nous sommes porteurs d'un grand dessein et d'ambitions pour la France, conclut-il. Je crois que M. Jacques Chirac est assez intelligent pour le comprendre. »

o Rectificatif. - Le service de presse de la mairie de Rennes nous prie de préciser que le chef-lieu de l'Ille-et-Vilaine a voté « oui » au référendum sur Maastricht à 69,7 %, et non pas à 62,7 % comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 1^{er} octobre.

Vingt-quatre ans de présidence Poirer

Du dialogue à la contestation

M. Alain Poirer, qui va quitter, à plus de quatre-vingt-trois ans, la présidence du Sénat, à laquelle il a été élu pour la première fois en 1968, restera avant tout dans l'Histoire comme celui qui aura, par deux fois, exercé l'intérim de la présidence de la République, en vertu de l'article 7 de la Constitution. La première fois, ce fut du 28 avril au 19 juin 1969, après la démission du général de Gaulle ; la seconde, du 2 avril au 27 mai 1974, après la mort de Georges Pompidou. Dans ces deux circonstances, il assura la continuité des institutions de la République, mais il le fit de deux façons différentes : en 1969, il se porta candidat à l'Élysée, perdant au second tour face à Georges Pompidou, qui obtint 57,5 % des voix contre 42,4 % au président de la République par intérim ; en 1974, il se contenta de veiller au bon déroulement du scrutin, sans apporter son soutien à aucun candidat.

Toutefois, ces deux épisodes de quelques semaines, s'ils l'ont fait connaître des Français, n'occupent qu'un bref moment de sa vie politique, commencée en 1948 lorsqu'il devient chef de cabinet du ministre des finances, Robert Schuman, avant d'être élu, la même année, sous l'étiquette MRP, membre du Conseil de la République, et qui s'achève, en principe, en 1995, quand prendra fin son mandat de sénateur du Val-de-Marne.

«Une chambre de réflexion et de dialogue»

Entre-temps, M. Poirer aura été secrétaire d'Etat au budget, en 1948, dans le deuxième cabinet Schuman puis dans le premier cabinet Queuille, commissaire général aux affaires allemandes et autrichiennes de 1948 à 1950, délégué à l'Autorité internationale de la Ruhr de 1950 à 1952, président de la commission des transports de l'Assemblée du pool charbon-acier, président de la commission préparatoire du Marché commun : une carrière largement vouée à l'Europe, qui le conduira à l'Assemblée européenne - dont il exercera la présidence de 1968 à 1969 - et qui ne sera pas étrangère à son élec-

tion à la présidence du Sénat en octobre 1988. « Homme d'union et de conciliation », ainsi qu'il se définit lui-même aussitôt après sa désignation, il était apparu comme le seul capable de réunir, sur ses convictions européennes, les voix des socialistes, de la Gauche démocratique et du Centre démocrate, auquel il appartenait.

Dès lors, pendant vingt-quatre ans, il va se faire le champion résolu de l'institution sénatoriale, d'abord en combattant avec vigueur la réforme que le général de Gaulle tentait, en vain, de faire voter par référendum, ensuite, sous les présidences successives de Georges Pompidou et de M. Giscard d'Estaing, en défendant avec constance l'existence d'une « chambre de réflexion et de dialogue » dans le système parlementaire français, enfin, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, en acceptant que le Sénat devienne un centre d'opposition déterminée, voire de contestation systématique, notamment sous l'influence de M. Charles Pasqua, président du groupe RPR.

Paradoxe de l'Histoire, M. Poirer, élu en 1968 pour mettre fin au conflit entre le Sénat et l'exécutif que son prédécesseur, Gaston Monnerville, avait nourri par son hostilité déclarée à la réforme institutionnelle de 1962, termine sa présidence alors que les relations se sont de nouveau tendues avec le pouvoir, comme l'a montré il y a quelques semaines le débat sur la révision de la Constitution préalable à la ratification du traité de Maastricht. Le président du Sénat, qui avait tenté en 1981 de calmer les ardeurs de ses amis en les appelant à la « tolérance » et en condamnant les « polémiques stériles », n'a pu résister, en effet, à la pression de ceux qui ont voulu faire de la Haute Assemblée un instrument de leur combat politique.

Le durcissement s'est manifesté tout particulièrement en 1984, à l'occasion de la rude controverse sur l'enseignement privé et du projet d'extension du champ du référendum. Il s'est exprimé vivement en janvier 1988 lorsque M. André Labar-

rière, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement, a traité les sénateurs de « regards » et que M. Poirer a invité ses collègues à ne pas répondre à ces « provocations ». Il s'est une fois de plus confirmé à la fin de l'année dernière quand le gouvernement a voulu modifier le mode de scrutin sénatorial et que la majorité de la Haute Assemblée s'est opposée à ce « mauvais coup contre la France ».

Fin de règne

En ces diverses circonstances, M. Poirer est intervenu personnellement, avec la prudence qui sied à sa fonction, mais aussi le fermeté qu'il correspondait à l'état d'esprit de ses amis, pour apporter son soutien à ceux qui recouraient plus volontiers à la tactique du harcèlement répété qu'à la pratique de la discussion sereine. En dépit de quelques trêves, cet antagonisme méthodique ne s'est pas dément.

On saura gré à M. Poirer d'avoir joué un rôle-clé dans la défense des libertés publiques lorsqu'en 1971 il a saisi le Conseil constitutionnel de la loi sur les associations, ouvrant ainsi la voie à un contrôle plus strict de la conformité des textes législatifs à la Constitution. On ne contestera pas non plus les efforts qu'il a menés pour améliorer le travail du Sénat, multipliant, session après session, les mises en garde et les protestations contre les conditions imposées à la Haute Assemblée par le gouvernement. Mais, l'âge venu, et l'usage du pouvoir aidant, celui qui avait souhaité des mesures de rénovation était devenu un obstacle à leur mise en œuvre.

Sa réélection en 1989, grâce à l'appui du RPR et contre l'avis de ses propres amis, n'avait fait que retarder encore la nécessaire modernisation du Sénat. Depuis trois ans et plus régnait au palais du Luxembourg une atmosphère de fin de règne. Ce règne s'achève : M. Poirer n'assurera pas un troisième intérim présidentiel.

THOMAS FERENCZI

Ils répondent aux questions qu'ils n'ont pas toujours envie d'entendre.

Chœur de vérité

2 France

A 12 h, François-Henri de VIRIEU reçoit le nouveau Président du Sénat

POLITIQUE

Président à la naissance du club Témoin

M. Delors veut entretenir le débat à gauche en dehors du PS

M. Jacques Delors participe, samedi 3 et dimanche 4 octobre, à Lorient, à la réunion annuelle des «transcourants» du PS, qui doit déboucher sur la création d'un nouveau club, baptisé Témoin. Il s'agit, pour le président de la Commission européenne, d'entretenir le débat sur l'avenir de la gauche sans l'enfermer dans le cadre du PS.

Le satellite Jacques Delors, placé sur orbite européenne depuis 1985, amorce sa rentrée dans la sphère politique française. Le président de la Commission de Bruxelles se baignait, jusqu'à maintenant, à envoyer des signaux qui étaient plus ou moins bien reçus au sol — son intervention au congrès extraordinaire du PS à Bordeaux, en juillet dernier, avait été un échec, de même que sa tentative, fin août, pour convaincre les Verts de voter «oui» au référendum sur le traité de Maastricht — et à jouer de la «prime d'éloignement» qui lui assurait une position flatteuse dans les sondages d'opinion. Il juge le moment venu, à présent, de s'engager directement dans les débats qui agitent le PS, après neuf ans de gouvernement, et d'apporter sa contribution à la recherche de ce que pourrait être l'identité de la gauche dans la décennie qui vient.

Telle est, en effet, l'ambition affichée par les associés du nouveau club, à la naissance duquel M. Delors doit présider, samedi 3 et dimanche 4 septembre, à Lorient. Cette ville du

Morbihan, dont le maire est M. Jean-Yves Le Drian, accueille depuis six ans les réunions annuelles de Démocratie 2000, la structure de ceux qu'on avait appelés les «transcourants» du PS. Lancée en 1985, à la veille du congrès socialiste de Toulouse, cette entreprise visait à dépasser les courants pour rénover le PS. Comme le dit l'un d'entre eux, M. François Hollande, député de la Corrèze, les «trans» estiment que leur démarche a été «couronnée de succès par l'absence», la stérilité des courants étant aujourd'hui patente. Aussi les mêmes jugent-ils que la réflexion sur l'avenir de la gauche doit être menée, désormais, «indépendamment de la vie du PS».

Double risque

Démocratie 2000 va donc s'effacer au profit de Témoin, dont M. Hollande sera le président et qui portera ce nom pour signifier qu'il s'agit de ce club, les anciens entendent passer le relais aux plus jeunes. Le 21 juin dernier, sur TF1, M. Delors avait annoncé son intention de «rouler pour les quadras» du PS, afin d'établir avec eux, «pour les quinze années qui viennent, la doctrine du socialisme démocratique». Le terme de «quadras» paraît aujourd'hui un peu daté aux proches de M. Delors, qui entendent se situer dans une autre perspective que celle d'une opération «générationnelle» au sein du PS. Pour le président de la Commission, il s'agit de redonner des idées à une gauche qui en manque, non seulement en France, mais en Europe. Estimant que la social-démocratie, qui a largement inspiré le

modèle de société européen, est «à bout de souffle» et que le débat sur la ratification du traité de Maastricht «a révélé une déviation de la démocratie», M. Delors entend participer à la recherche de nouvelles pistes pour revivifier l'une et l'autre.

Le président de la Commission est conscient de deux risques : celui de paraître s'engager dans une entreprise dirigée, au sein du PS, contre M. Laurent Fabius — qui serait ainsi contesté en tant que «renouvateur du parti» — et celui d'être perçu, à l'extérieur, comme mettant en place une «écurie présidentielle» potentielle contre M. Michel Rocard, le candidat présomptif du PS à la succession de M. François Mitterrand. La composition du futur conseil d'administration du club Témoin atteste de son éclectisme, puisqu'il y sont présents aussi bien des fabusiens — M^{me} Frédérique Bredin, M. Bertrand Gallet — que des rocardiens — M. Jean-Pierre Mignard en sera le secrétaire général — aux côtés de jospinistes comme M. Hollande et M. Pierre Moscovici.

M. Delors a tenu à ce que M. Lionel Jospin, auprès duquel il s'était rangé lors du congrès de Rennes, en mars 1990, prononce un discours à la réunion de Lorient, tandis que M. Michel Rocard n'a pas été invité. Le président de la Commission s'était rendu, en août, à Quimper, où il avait été convié par l'ancien premier ministre et ses amis. La réunion de Lorient n'est pas de même nature, et rendra la politesse, à cette occasion à M. Rocard, aurait pu être comprise comme confirmant l'existence d'une concurrence — amicale — entre les deux hommes.

PATRICK JARREAU

Par solidarité avec l'ancien trésorier du parti

Quarante-six dirigeants socialistes demandent à être inculpés au même titre que M. Emmanuelli

Le bureau exécutif du Parti socialiste, réuni jeudi 1^{er} octobre, a adopté le texte d'une lettre adressée à M. Renaud Van Ruymbeke, le magistrat de Rennes qui instruit plusieurs affaires liées au financement de ce parti, pour demander l'inculpation de quarante-six dirigeants du PS. Ceux-ci déclarent qu'ils «se considèrent comme solidaires de M. Henri Emmanuelli» et ajoutent, à l'adresse du juge : «En conséquence, nous vous demandons de nous inculper solidement avec lui.»

Le principe de cette démarche avait été arrêté le 23 septembre dernier par le comité directeur à la demande du courant de M. Lionel Jospin, dont fait partie le président de l'Assemblée nationale, M. Emmanuelli, inculpé par M. Van Ruymbeke, le 14 septembre, en tant qu'ancien trésorier du PS, a été entendu jeudi après-midi par le magistrat (lire ci-dessous). M. Laurent Fabius et ses deux prédécesseurs au poste de premier secrétaire du PS, MM. Lionel Jospin et Pierre Mauroy, figurent parmi les signataires de la lettre, qui a été adoptée à l'unanimité du bureau exécutif.

Alors qu'il avait été envisagé initialement que seuls les membres titulaires du bureau exécutif s'associent à cette démarche (le 14 septembre), il a été décidé, finalement, d'y faire participer les

suppléants, ainsi que certains responsables du parti qui n'appartiennent pas à cette instance. C'est le cas de M. Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat, et de M. Jean Le Garrec, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale et rapporteur de la commission d'enquête sur le financement de partis politiques, qui ont souhaité manifester leur solidarité avec M. Emmanuelli, bien qu'ils ne soient pas membres du bureau exécutif.

Au cours de cette réunion du bureau, marquée par la démonstration de cohésion donnée par les dirigeants socialistes autour de l'ancien trésorier, M. Fabius a regretté que le même état d'esprit ne prévaille pas vis-à-vis de l'actuelle direction du parti. Il a protesté contre les propos, très critiques à son endroit, qu'avait tenus M. Jean Glavany, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, lors

d'une réunion du courant de M. Jospin, et qui avaient été communiqués à la presse (Le Monde du 25 septembre). Plusieurs intervenants, dont MM. Jospin et Emmanuelli, ont invité le premier secrétaire à ne pas donner une importance exagérée à des déclarations faites au cours d'une réunion interne.

M. Gérard Lindeberg, rocardien, numéro deux du PS, est allé dans le même sens, après avoir affirmé : «Je comprends le premier secrétaire.» «On est tous passés par là», a observé M. Emmanuelli, tandis que d'autres ont fait remarquer que M. Mauroy, lorsqu'il était premier secrétaire, avait dû subir, lui aussi, des échos de presse venimeux. Ils prouvaient, alors, des amis de... M. Fabius.

P. J.

Nouvelle comparution du président de l'Assemblée chez le juge Van Ruymbeke

La défense estime que le dossier est vide

RENNES

de notre correspondant

M. Henri Emmanuelli, inculpé depuis le 14 septembre de recel et de complicité de trafic d'influence en son ancienne qualité de trésorier du Parti socialiste, n'a été entendu jeudi 1^{er} octobre pendant quatre heures par le conseiller Renaud Van Ruymbeke, en charge du dossier Urba.

A la sortie de cette audience, les avocats du président de l'Assemblée nationale, M^{me} Philippe Lemaire, Gérard Weber et Patrick Malinowski, ont estimé que la procédure en cours était irrégulière. «M. Van Ruymbeke a été désigné le 14 novembre 1991 par la cham-

bre d'accusation de la cour d'appel de Rennes pour remplacer, dans l'instruction de l'affaire Urba, M. Cornu, qui avait en charge ce dossier par une décision de la même chambre d'accusation, en date du 17 octobre 1991. Or, cette dernière décision n'existe pas», ont-ils déclaré à la presse.

Cette absence de pièce au dossier pourrait conduire à la présentation d'une requête en annulation de l'ensemble de la procédure. Pour le reste, M. Emmanuelli aurait «vivement demandé de quoi il était accusé». Selon ses avocats, «il n'y aura plus d'instruction tellement le dossier est vide».

C. T.

Le CSM révoque la démarche des avocats. — Le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), organe de discipline des magistrats, a estimé qu'il n'était pas compétent pour juger du comportement du conseiller Van Ruymbeke à l'égard de M. Emmanuelli. Cet avis, rendu public jeudi 1^{er} octobre, fait suite à la transmission au CSM, «pour information», d'une lettre adressée par M. Van Ruymbeke à M. Emmanuelli le 24 août. Dans ce courrier, dont France 2 avait révélé la teneur, le magistrat renvoyait à la barre le président de la cour d'appel de Rennes pour avoir «abusé de sa position pour reporter votre audi-

tion après le 20 septembre», date du référendum sur la ratification du traité de Maastricht. Il ajoutait : «Dans un souci de confidentialité, le procureur général de la cour d'appel de Rennes ne sera pas informé.» Estimant que le magistrat aurait dû tenir le procureur général informé, les avocats de M. Emmanuelli avaient saisi le CSM. Dans sa réponse, ce dernier estime que le recours des avocats «a été accompagné d'une publicité dans la presse qui ne laisse pas d'accroître le caractère ambigu de cette démarche en la présentant comme une saisine du Conseil».

Evocation des «échances» électorales

M. Fabius appelle les militants à ne pas se «résigner»

M. Laurent Fabius a adressé une lettre aux militants socialistes, qui la recevront avec le numéro de cette semaine de l'hebdomadaire du PS, Vendredi, lettre dans laquelle il les exhorte «à penser avec énergie aux échances» à venir. «Les législatives seront difficiles, nous le savons, pas question de se résigner par avance!» écrit le premier secrétaire. Il estime nécessaire de «préparer vite les échances qui viennent» et appelle à la «mobilisation» face à «une droite divisée et souvent démontée». «Nous devons être prêts aussi, le moment venu, pour l'échance présidentielle : nos chances y sont très réelles», écrit-il. M. Fabius rappelle que les socialistes «se battent sur un bilan présenté sous forme d'un contrat». «Protéger et promouvoir : nous nous battons sur ces deux terrains», écrit-il, nous affronterons les droites sans concession dans le domaine de l'emploi, de l'éducation, de la santé...» Soulignant que le PS doit mener à bien les évolutions internes — «renouvellement, ouverture, européanisation, transparence» — qu'il a entreprises, le premier secrétaire ajoute, cependant, que «la réforme et la rénovation du Parti prendront du temps, plusieurs années».

Selon le porte-parole du gouvernement

M. Mitterrand ira «bien sûr» au terme de son mandat

M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement, a affirmé, jeudi 1^{er} octobre, au cours de l'émission «O'FM-la Crotte», que M. Mitterrand «bien sûr ira au terme de son mandat». Il a reproché à M. Jacques Chirac de vouloir «changer de système institutionnel» en demandant le départ du président de la République en cas de large victoire de l'opposition aux élections législatives. Selon lui, le président du RPR «évoque le renforcement des pouvoirs du Parlement et un retour à la République défunte», c'est-à-dire le «contrôle» de la V^e République fondée par le général de Gaulle.

M. Malvy a estimé d'autre part qu'une censure du gouvernement sur le budget est une hypothèse qui «ne doit pas être écartée». Interrogé sur le sort qui sera réservé aux amendements communistes au projet de budget, M. Malvy a déclaré «qu'il n'y a aucune raison pour que le gouvernement ne prenne pas en considération des propositions venues de tel ou tel partenaire du débat parlementaire» si elles «ne vont pas à l'encontre du projet de budget, si elles sont compatibles avec les moyens de l'Etat».

DU 24 SEPTEMBRE AU 5 OCTOBRE 1992

CHEZ CITROËN

C'EST LA PREMIERE FÊTE DES AUTOMOBILISTES!



1. 10 VOYAGES A RIO A GAGNER

2. CONTRAT PLUS ET CONTRAT VOLBACK

3. DES REPRISES ET DES FINANCEMENTS FEERIQUES

DES MILLIERS DE CADEAUX SURPRISES



CITROËN

1. 10 voyages à RIO à gagner
Jeu gratuit et sans obligation d'achat dont le règlement complet est déposé chez Maître Lelu, huissier de justice, 16, rue du Pont-Neuf à Paris et affiché dans les points de vente annonçant l'opération.

2. Contrat Volback et Contrat Plus
Bénéficiez sur votre nouvelle CITROËN du système de détection contre le vol "Volback" (installation et un an d'abonnement) et du Contrat Plus (au-delà de l'année de garantie constructeur, il donne droit, jusqu'à concurrence de 100 000 km à 2 ans de prise en charge par CITROËN pour la remise en état de votre véhicule en cas de défectuosité, sauf tôle, peinture, sellerie et pièces d'usure), à un tarif exceptionnel. Tarif spécial valable du 24.09.92 au 05.10.92.

3. Des reprises et des financements feériques
Offres valables chez les membres du réseau CITROËN affichant l'opération pour toute commande d'un véhicule neuf particulier CITROËN passée entre le 24 septembre et le 5 octobre 1992.

*Exemple de financement pour l'achat d'une CITROËN AX 1.1i 1300 cc. L'acheteur verse 10% du prix (110 000 F TTC) et emprunte 90% (990 000 F TTC) auprès de CITROËN CREDIT. Après versement d'un dépôt de garantie de 13 515 F TTC et un premier versement (mensuel) de 10 000 F TTC, le client paie 12 mensualités de 2 525 F TTC, puis 12 mensualités de 454,50 F TTC et 48 mensualités de 1 161,50 F TTC. L'option d'achat finale est de 10 000 F TTC couverte en partie par le dépôt de garantie. C'est tout ce que vous payez en plus. Prix en euros au 1^{er} juillet 1992 : 50 500 F TTC sans remise d'acceptation du dossier par CREDITAX.

CITROËN présente TOTAL

**La défense estime
que le dossier est vi-**



Le Monde des Débats invite, chaque mois, des écrivains, des spécialistes, des chercheurs venant d'horizons très divers à s'exprimer de la façon la plus libre sur quelques-unes des grandes questions du moment. Pariant sur les vertus de l'écrit, le Monde des Débats souhaite ainsi aider à comprendre, avec le recul qui s'impose, les grandes évolutions d'une époque surinformée mais souvent désorientée.

OFFRE SPÉCIALE DE LANCEMENT : 1 AN (11 NUMÉROS) : 216 F AU LIEU DE 330 F

Où, je m'abonne au Monde des Débats, au tarif exceptionnel de lancement, 1 an (11 numéros) : 216 F au lieu de 330 F, prix d'achat au numéro, soit près de 4 mois de lecture gratuite (Offre valable jusqu'au 31/12/92)

Nom Prénom

Adresse Code postal

--	--	--	--	--

 Ville

Vous trouverez ci-joint mon règlement :

☐ Chèque joint

□ Carte bleue n°

□ Carte Amex n°

Expire

Expire

Date et signature obligatoires :

Bon à renvoyer impérativement avant le 31 décembre à :

Le Monde des Débats, service abonnements, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex / SUR MINTEL 3615, LEMONDE code ABO

EN KIOSQUE LE 10 OCTOBRE / 30 F

POLITIQUE

La Corse à la dérive

II. - L'ombre d'une mafia insulaire

Après un premier volet consacré à l'élan brisé du statut Joxe en Corse (le Monde du 2 octobre), nous publions aujourd'hui le dernier volet de notre enquête sur l'île de beauté.

AJACCIO

de notre envoyé spécial

« Le banditisme promettait le scripte sanglant de sa souveraineté depuis le cap Corse jusqu'au détroit de Bonifacio. Malgré les mesures rigoureuses dont il fut toujours l'objet, nulle puissance n'aurait pu l'exterminer, et il était devenu un pouvoir et presque une institution. » D'après un certain Sorbier, avocat général en Corse de 1830 à 1840, ce constat d'échec semble d'une sanglante actualité. Comme en écho à cette période qui fut l'une des plus troubles de l'histoire insulaire, la Corse est aujourd'hui plonge dans la confusion et, parfois, dans la peur. « Personne ne comprend plus ce qui est en train de se passer, insiste un haut magistrat en poste à Ajaccio, sans évoquer ce qu'on appelle ici la dérive mafieuse. Objectivement, tous les ingrédients sont réunis pour l'implantation d'un système mafieux en Corse. »

Dans son histoire mouvementée, l'île de Beauté n'a certes jamais manqué de ces « ingrédients » qui, pris isolément, évoquaient les procédés mafieux les plus éprouvés. Mais la chronique insulaire récente en regorge, brassant règlements de comptes, clientélisme et corruption, spéculation immobilière et détournement de fonds, au point de dessiner un système en passe de s'implanter. Aussi le thème de la « dérive mafieuse », lancé à l'été 1991 par les nationalistes de l'Accolta Nazionale Corsica (ANC), a-t-il gagné en crédibilité au fur et à mesure que la Corse semblait perdre ses repères. Comme si la part de l'inconnu, l'importation sur la part de l'ancien dans une île où, pourtant, les relations complexes nouées entre violence, politique et banditisme ne sont pas une nouveauté (1).

« Ingrédients » le plus spectaculaire, l'effacement des homicides a frappé les esprits. La « mafia » fine et les touristes partent, quelques assassins restent encore de poncher un été déjà très meurtrier. A chaque fois, il faut tenter de dénouer les fils des mobiles possibles. Quand, dimanche 27 septembre, un rescapé de la « French Connection » et son associé sont tués dans leur bar de Girolata, Le Répertoire des crimes, on essaie de savoir qui se cache derrière le commandement non identifié : d'autres bandits ou des nationalistes de A droga basta (Stop à la drogue) ? Quand le lendemain, à Ajaccio, un autre patron de bar tombe à son tour criblé de plomb, on peut seulement remarquer que les deux meurtres manœuvraient comme des professionnels exécutant un « contrat ». « La plus grosse part des morts violentes sont liées à des règlements de comptes entre voyous, commente un haut responsable policier qui, c'est la norme ici, exige l'anonymat. Avec quelques dizaines de milliers de francs, on s'achète un statut prêt à exécuter n'importe quel contrat. »

« Meurtres à répétition »

« Ces meurtres à répétition, poursuit-il, illustrent à la fois les haines de territoire entre bandes locales et le retour au pays de vieux cheikhs du banditisme. D'où un morcellement des milieux locaux qui, sans doute, n'est pas propice à l'apparition d'une organisation pyramidale aussi structurée que la « cougole » italienne. En sens inverse, puisque le commissaire, tout système mafieux trouvant en Corse l'abondance main-d'œuvre criminelle dont il a besoin. » Inaugurée le 4 janvier avec l'assassinat d'un voyou surnommé « 30-50 » (il tenait autant la police que les truands), la liste des règlements de comptes devrait donc continuer de s'allonger. Elle bat déjà les records funéraires des années passées : trente-trois homicides ont été recensés depuis janvier (contre vingt-quatre pour toute l'année 1991). Rapporté à la population insulaire, le taux des assassinats est cinq fois plus fort en Corse que sur le continent.

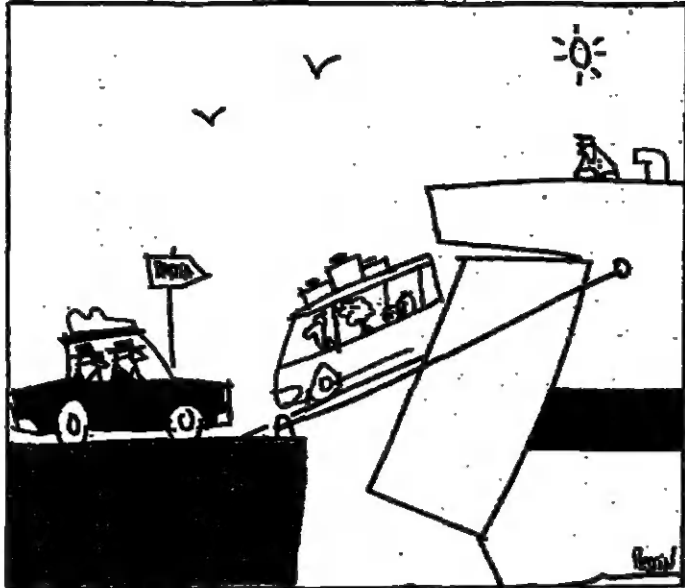
Plus « politiques » est visiblement le meurtre, survenu le 20 septembre, d'un gendarme placé en faction nocturne devant la mairie de Zonza. Cette affaire-là serait directement liée à la spéculation immobilière dans une commune de Corse-du-Sud qui, pour être située à l'intérieur des terres, n'en possède pas moins des fenêtres sur le littoral. Les preuves manquent encore, mais le meurtre a d'ailleurs été l'objet de plusieurs intimidations : en mars, un incendie criminel touchait les locaux municipaux ; en juin, la fille de l'édile échappait de peu à un attentat meurtrier à l'explosif.

A-t-on voulu faire plier M. Sébastien Rocca Serra, le maire (UDF) de Zonza ? Sa réticence à délivrer des permis de construire est en effet connue. A l'image de Lucien Tirroli, le président de la chambre régionale d'agriculture assassiné en décembre 1990, qui regimbait lui aussi à transformer des terrains inconstructibles en surfaces à bâtir. Non éliminé à ce jour, le meurtre de cet homme intègre est-il le premier des « cadavres exquies », ces personnalités immolées en victimes symboliques par tout système mafieux ? Il a en tout cas levé le tabou de l'assassinat des hommes politiques en fonction sur l'île.

« Vivre et braquer au pays »

Le renouveau du banditisme, qui a depuis longtemps relégué l'« honneur » au musée des traditions insulaires, offre tout autant un terrain propice à la « dérive mafieuse ». Enrichie par le tourisme, la Corse offre un pastiche à des voyous qui, jadis expatriés pour « travailler » sur le continent, sont maintenant détournés à « vivre et braquer au pays ». D'où cette envolée des vols à main armée — une augmentation de 29 % durant l'été 1992 par rapport à celui de 1991 — en haut comme en bas de l'île. Tandis qu'un petit buraliste bastiais était victime de deux braquages successifs pour quelques centaines de francs, un hold-up hélicoptère réussissait en août contre un avion de ligne, toujours à Bastia, mais avec un butin de 7 millions de francs.

Souvent très jeunes, ces truands-là vivent en familles de la bande de La Brise de mer, qui alimente la chronique délinquante du Bastia des années 80 en multipliant les vols à main armée. Cette nouvelle vague brille les étages, selon les policiers, passant sans état d'âme d'un vol de voiture un jour à un meurtre le lendemain, mêlant les genres et brouillant les frontières. Ses protagonistes semblent



prêts à toutes les aventures de l'argent facile, affaires politico-criminelles comprises, qui se sont d'autant plus développées que le système classique acclimaté une corruption ordinaire et générale.

Comme pour ajouter à la confusion, plusieurs enquêtes financières en cours impliquent aussi bien des membres éminents du clanisme traditionnel que des militants nationalistes. Président du conseil général de Haute-Corse, M. Paul Natali (div. d.) se trouve ainsi mis en cause dans un dossier concernant un chantier immobilier réalisé à Santa-Lucia-Moriani, près de Bastia. L'instruction judiciaire a déjà été émise de quel-ques incriminations — pour abus de confiance, abus de biens sociaux, faux et usage — dont celle d'un entrepreneur local, M. Gérard Andreani. Or, d'éventuelles malversations financières impliquant l'une des entreprises de M. Natali — la société Natali-Antonioti, dans laquelle l'homme fort de la Haute-Corse était le seul, au moment des faits, à posséder la délégation de signature bancaire — ont été mises à jour. L'enquête a

montré que la société Natali-Antonioti a payé plusieurs chèques correspondant à des fausses factures (pour un total de près de 1,5 million de francs) à une entreprise locale du bâtiment.

Si M. Natali n'a pas encore été entendu dans cette affaire, cet homme à l'influence renforcée par son mandat de président de la chambre de commerce de Bastia a déjà été auditionné à propos d'un différend qui l'oppose au fisc. Une plainte portant sur près de 10 millions de francs, en effet, est déposée à son encontre, en décembre 1991, par la direction générale des impôts. L'homme fort de la Haute-Corse a contesté les faits reprochés. Après moult tentatives et recours, l'ampleur du différend a été revue à la baisse et porte à présent sur plus de 2 millions de francs.

En raison de l'élection de M. Natali à la tête du conseil général — et bien qu'un président de conseil général ne soit pas, en droit, une « personne protégée », la « démission » de « dépayser » son dossier a été prise par la Cour de cassation. L'enquête

est aux mains d'un juge d'instruction parisien, M^{me} Marie-Pierre Peyron. Nous avons essayé de joindre M. Natali à plusieurs reprises et laissé des messages auprès de ses secrétaires. Il ne nous a pas répondu. Certains nationalistes sont, eux aussi, dans le collimateur de la justice pour une grosse affaire d'escroquerie. En mai 1991, la société Ricard a vu disparaître 10 millions de francs de son compte à la BNP du Prado (Marseille). Trois faux ordres de virement ont été émis, à son nom, par des escrocs : un chèque de 2 millions de francs a servi à financer un transporteur bastiais, M. Pierre Nicol, escroqué ; un chèque de 3,5 millions de francs a été versé au nom d'un nationaliste du Mouvement pour l'autodétermination (MPA), M. Quilès Mariotti ; enfin, 4,4 millions de francs ont rejoint la comptabilité d'une société associée M. Mariotti et M. Etienne Lovisi, escroqués puis tués en liberté. Aux enquêteurs qui l'ont interrogé, M. Nicol a expliqué qu'il avait versé plus de 1 million de francs à un avocat, M. Jean Grimaldi, afin de régler des dettes. Le 6 novembre 1991, sans que l'on puisse savoir si les deux événements sont liés, l'avocat est tombé sous des balles fascistes, devant son domicile bastiais.

L'Etat et les Saint-Just

Le coup est en tout cas rude à encaisser pour le MPA, dont M. Quilès Mariotti et M. Etienne Lovisi sont les porteurs de parole. Leurs noms figurent, aux côtés de dirigeants de ce mouvement, parmi les administrateurs de la holding financière COFIDE. L'objet social de cette société anonyme au capital de 2 millions de francs prévoit la « prise de participations, en Corse, dans des sociétés de capitaux relevant d'un des secteurs d'activité suivants : la production, la transformation de tous produits agricoles, l'investissement au marché corse et éventuellement susceptibles d'être exportés, [ainsi que] l'hotellerie et le tourisme ». De nombreux porteurs de parts, la COFIDE compte des représentants d'importantes sociétés de transports, de tourisme et de distribution implantées dans l'île ; la rumeur insulaire prétend que les entreprises y gagnent en pair social et en placements évités. Du côté des petits porteurs, on retrouve bon nombre de figures connues du MPA : de M. Antoine Verdi à son secrétaire général, M. Dominique Bianchi.

Dans le même temps, le putaceli, cette rumeur insulaire qui fuit leur opinion publique, reproche à des dirigeants du MPA de s'être « enrichis sur le dos du mouvement ». C'est, mezzo voce, l'ambition politique d'investissement du Mouvement qui est reprochée à son président M. Alain Orsini. Fant-il y voir un nouvel épisode de cette « lutte des castes » qui a toujours animé l'île ? Questionné à ce sujet, M. Dominique Bianchi souligne, à juste titre, que rien n'interdit à quatre nationalistes d'acquiescer à Ajaccio, en 1990 et au prix d'« énormes » devis, au restaurant du port de l'Amirauté qui, avec ses vingt-deux salariés, est une des plus belles affaires de l'île. Quant au récent rachat, avec l'aide de sponsors, de l'Athlétique Club ajaccien — un club de football classé en promotion d'honneur A, dans lequel débute Marius Trécor, — il s'agit, explique M. Bianchi, « de rentrer dans un petit club au titre de la vie associative et de la formation des jeunes ». L'organisation, fin août, d'une rencontre entre une « sélection nationale corse » et la Juventus de Turin a ainsi permis de « remettre un chèque de 24 millions de centimes » aux victimes de la catastrophe de Furiani.

Dans le même temps, M. Alain Orsini est poursuivi, au titre de son appartenance à l'ex-FLNC, par des gendarmes qui lui reprochent d'avoir « organisé » son inévitabilité pour ne pas leur payer de dommages et intérêts suite aux blessures qu'ils ont subies en 1980, lors du mitraillage, par un commando du FLNC, d'un car de la gendarmerie nationale en station devant l'ambassade d'Iran à Paris. Le train de vie du chef nationaliste fait actuellement l'objet d'une enquête fiscale, policiers et magistrats semblant notamment intrigues par l'achat, en compagnie de trois associés, d'un superbe bateau de pêche au gros.

L'ensemble retranscrit assez bien le climat d'une île où — c'est le dernier volet de la « dérive mafieuse » — les combines en tous genres font partie du décor et où les services locaux de l'Etat ne semblent pas à la hauteur de la tâche quand il s'agit de faire respecter les plus élémentaires règles de droit. « La Corse est la République de l'impunité », de l'influence du copinage et du coustige, notait juse-

ment, dans son édition de juillet 1992, le magazine culturel corse *U Ghjornale di a Masedda*. « Depuis longtemps, le pays [la Corse] est gouverné par l'état d'urgence ses pouvoirs aux instances locales qui administrent au plus près de leurs intérêts partisans (...). Or ce pays a aujourd'hui un besoin urgent d'être administré. » Et de placer l'état face à ses responsabilités : « Ou il [l'Etat] installe en préfecture des Saint-Just qui feront subir les rigueurs de la loi à d'autres qu'aux nationalistes, ou il s'en va. »

La lecture du dernier rapport de la Cour des comptes donnerait plutôt raison à ces impatiences. Il épingle en effet la calamiteuse gestion de « ports des expositions et des loisirs du Nebio » par un syndicat intercommunal regroupant dix-huit municipalités. Un dossier qui précéderait à titre d'exemple les comptes publics et s'il ne montrait l'absence des dépenses effectuées au profit de certaines des communes concernées. Placé dans l'arrière-pensée bastiais, au « corréleur européen entre l'Italie et la France » (d'après la brochure éditée par un syndicat intercommunal), ce « projet aventureux » (selon la Cour des comptes) s'est soldé par un déficit comptable de 17 millions de francs en 1991. Tout en engageant de multiples interventions, garanties notamment par le département de Haute-Corse, ses promoteurs ont présenté des projets à géométrie variable — foire commerciale, patrimoine, complexe nautique, centre international de télécommunications et d'information, etc. — et encore tables de jeux de « chemin de fer » selon les partenaires sollicités. La Cour n'a pas manqué de déplorer les « dépenses lancées du compte de liquidité » observées, à ces diverses occasions, du côté des administrations de l'Etat.

Au total, l'ensemble des observations du monde policier ou judiciaire rencontrés sur l'île s'accroissent sur une même hypothèse de travail : nul besoin d'une exportation mafieuse en provenance d'Italie ; les « ingrédients » insulaires suffisent. A ce jour, aucune enquête de police judiciaire n'a été lancée par le parquet d'Ajaccio pour enquêter sur l'implantation de la « cougole » italienne en Corse. Pas même à Cavallio, une des îles de l'archipel livornais, où des capitaux transalpins se sont engouffrés dans la CODIL (Compagnie des îles des Lavezzi) à partir du milieu des années 80. Dans un premier temps, les services policiers italiens y avaient vu une opération de blanchiment de l'argent « sales » de la mafia de Calabre ; puis ils ont fait machine arrière et le mouvement juridico-financier de la CODIL, où apparaissent pourtant des hommes d'affaires panaméens et palermitains, leur paraît à présent au-dessus de tout soupçon.

ÉRICH INCIVAN

(1) Lire La Corse entre la liberté et la terreur. Etude sur la dynamique des systèmes politiques corse, de José Gil, La Différence, 1991.

FIN

L'«impôt révolutionnaire»

Deux cagouliards escroqués, le kachichnikov pointé vers le ciel du FLNC, « revendiquons action contre » ville Caruti à Macinaghlu (08/08/92), informe ce communiqué, dans la presse nationaliste, entre les résultats d'une tombola et l'annonce d'un match de football. A peine s'étonne-t-on de découvrir que l'hebdomadaire reproduisant la revendication de l'attentat — U libonbu (FLNC-canal historique) — est aussi un journal de publications judiciaires et d'annonces légales dûment agréé par le ministère de la justice. Seule une phrase, en fin de communiqué, intrigue le lecteur non averti : « Confrontons 450, 488, 1341, 1933. »

Les policiers travaillant sur l'île de Beauté ont fini par décrypter ces messages codés. A chaque nombre correspond une extension de fonds adressée à une entreprise ou à un particulier. Le premier contact passe généralement par une convocation des intéressés au fin fond du maquis. Les incrédules y sont mis en condition par des percepteurs en armes et en cagoule. Pour être sûr de financer, même contraint et forcé, un mouvement politique, le rackett est invité à justifier l'apparition de son numéro de dossier, pour authentification, dans la presse nationaliste.

A l'abri de la « cause » nationaliste, l'extorsion de fonds s'est ainsi développée jusqu'à devenir une nouvelle spécialité corse, pratiquée par d'authentiques nationalistes connus par d'authentiques truands. Au point qu'un « pirate » (un continental) ayant reçu, à l'été 1991, une demande de rackett, se présente ingénument dans une brigade de gendarmerie pour s'enquérir des tarifs communément en vigueur. Au fil du temps, les commerçants et les clubs de vacances ont pris l'habitude des réajustements de tarif qui, en mai ou en juin, précèdent la « saison ». Plus personne ne s'étonne des plastiques « répétant d'un restaurant, d'une pharmacie ou d'un libre-service. »

Puis, comme par magie, les explosions cessent, et chacun

comprend que le rackett a payé. Le silence et pour plus prudence se mettent pour empêcher les victimes de parler. Seulement cinq enquêtes judiciaires, traitées dans la plus grande discrétion, ont pu être ouvertes cette année pour extorsion de fonds, faute de témoins acceptant que leur nom figure sur un procès-verbal.

Apparu au début des années 80, l'«impôt révolutionnaire» n'a cessé d'élargir son assiette fiscale. Au début, seuls des entreprises et des commerçants venus du continent étaient mis à l'amenue. Aujourd'hui, la frontière ne passe plus entre les continentaux et les Corses : c'est plutôt le chiffre d'affaires qui importe et qui permet d'imposer un versement de 20 000 à 50 000 francs pour être « assurés » à l'année. Pour ajouter à la confusion, les plastiques de distribution insulaires ont dernièrement vu leurs canons explosés. Elles verseraient, estime-t-on, soit possible de vérifier l'information, des hommes de l'ordre de 500 000 francs par an en échange de leur « protection ».

« On ne sait plus qui fait quoi »

Tant et si bien que l'est souvent difficile de distinguer l'«impôt révolutionnaire» du rackett de droit commun prélevé par des bandes de truands ou des voyous à la pelle semaine. Plusieurs sociétés de distribution insulaires ont dernièrement vu leurs canons explosés. Elles verseraient, estime-t-on, soit possible de vérifier l'information, des hommes de l'ordre de 500 000 francs par an en échange de leur « protection ». Il n'est guère douteux que la cause nationaliste a servi de couverture à des actions directement crapuleuses. Après l'assassinat d'André Schoch, un coiffeur sexagénaire d'Ajaccio, tué parce qu'il refusait de payer l'«impôt», en 1983, le FLNC avait affirmé être initié « par certains représentants de la justice pour donner à certaines opérations de rackett une coloration politique ». René Tomasi, le meurtrier du coiffeur, fut condamné en septembre 1990 à vingt ans de réclusion criminelle et explique

qu'il avait mené d'éducation et de formation politiques. Plus récemment Joseph Cavignoli, un propriétaire de bar, fut condamné à deux ans de prison, en juin 1992, pour avoir tenté de racketter un enseignant continental jouant des batailles à Sagone, pendant ses vacances d'été.

Dans cette confusion généralisée, l'effacement du mouvement nationaliste et l'émergence des deux branches concurrentes du FLNC (le canal historique) et « canal habituel » ont encore brouillé les cartes. « On ne sait plus qui fait quoi. Ni à quoi sert l'argent. Qui décide des cibles politiques, qui contrôle, où va l'argent ? », interroge Pierre Poggiali, dirigeant de l'ANC, le premier nationaliste à avoir publiquement dénoncé, en juillet 1992, l'«impôt révolutionnaire». « Des grosses sociétés, à Cavallio ou ailleurs, peuvent s'acheter une tranquillité à condition d'y mettre le prix. Cela ne correspond pas à des impératifs politiques, mais à des préoccupations financières. Des Corses, des petits, sont rackettés. »

Deux mois après que le débat public ait été lancé, le FLNC « canal habituel » déclare, dans le quotidien *« La Corse »*, renoncer à prélever l'«impôt révolutionnaire» en invoquant ses « aspects pervers » et en se promettant de compenser le manque à gagner par « un effort accru » de ses militants et de ses sympathisants. Le FLNC « canal historique » paraît, en revanche, très attaché à cette source de financement. En juillet, dans les colonnes de *U libonbu*, sa vitrine légale, Jean-Michel Rossi, écrivain de sa cellule parisienne de la maison d'arrêt de la Santé, ne qualifiait-il pas l'«impôt révolutionnaire d'acte hautement politique » ? Mais rien n'est simple : purgeant une peine de trois ans pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste, Jean-Michel Rossi avait poursuivi, à l'audience, accusé les militants du FLNC « canal habituel » d'être victimes de la « dérive mafieuse ».

E. In.

Le Monde

Édité par le SAIL, Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaud, gérant
directeur de la publication
Bruno Pappet
directeur de la rédaction
Jean-Pierre Gode
directeur de la gestion
Manuel Luciani
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Yves Agnès
Jacques Amic
Thomas Bernier
Philippe Maréchal
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Bonin-Méry (1964-1968)
Jacques Faure (1968-1970)
André Laurens (1970-1975)
André Fontaine (1975-1981)

RÉDACTION ET SÈGE SOCIAL :
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-55-52-53
Télégrammes : 40-55-52-53
ADMINISTRATION :
1, PLACE MURDET - BELLEVILLE-MARBY
75002 PARIS CEDEX 10
Tél. : (1) 40-55-52-53
Télégrammes : 40-55-52-53

SOCIÉTÉ

La fièvre du béton cosmoplanétaire

M. Jean-Louis Bianco se prononce contre le projet de construction par une secte, dans les Alpes-de-Haute-Provence, d'un temple-pyramide

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Fondé par un « gourou » d'origine martiniquaise, qui s'est attribué le nom de Salmah Hamash Manarrah — pour l'état-civil, Gilbert Bourdin, né en 1923 au Lamentin, — l'ordre initiatique des Chevaliers du lotus d'or s'est implanté, en 1971, à Castellane, dans les Alpes-de-Haute-Provence.

L'arrivée de cette secte dans la petite sous-préfecture de mille cinq cents habitants, située à la porte des gorges du Verdon, est d'abord passée inaperçue. Mais, au fil des ans, Gilbert Bourdin, théoricien d'une « religion universelle de l'âge d'or », à prétention syncrétique, a dirigé le cercle de ses disciples. Son « monastère », construit à l'extérieur d'un village de dix-neuf maisons de l'agglomération de Castellane, s'est ouvert au public. Les curieux ont afflué, même depuis le Canada.

Parallèlement, une véritable « ville cosmopolite » s'est développée de Gilbert Bourdin. À divers bâtiments d'accueil, se sont ajoutés plusieurs « temples » et statues monumentales, vivement colorées, dont celle d'un Christ cosmique, d'un Bouddha et, en dernier lieu, d'un Messie cosmoplanétaire, à l'effigie du « gourou », de 33 mètres de hauteur. Le tout forme la « cité sainte » de Martigny Shamsharrah, sorte de parc d'attractions incongru sur le thème des religions, avec visites guidées et vente d'objets de piété.

Les écologistes contre le lotus d'or

Ultime projet jellé de l'imagination fertile de Gilbert Bourdin : l'édification d'un temple-pyramide de l'union des visages de Dieu, susceptible de recevoir huit cents personnes, et présenté comme « la synthèse architecturale de tous les temples de la Terre ». Un bâtiment massif de près de 8 000 mètres carrés de plancher et de 33 mètres de hauteur, coiffé d'une pyramide de verre et flanqué de quatre tours d'angle d'une vingtaine de mètres figurant l'ancrage du temple dans les quatre directions de l'espace, les mensurations, les obliques, les clochers et les minarets.

Le projet aurait suivi son cours si les écologistes du département ne s'étaient pas émus de son caractère « non-écologique ».

entamé une campagne pour lui faire échouer. Leur démarche auprès des pouvoirs publics n'a pas été vaine. Mercredi 30 septembre, à Digne, ils ont annoncé que le ministre de l'équipement, M. Jean-Louis Bianco, élu du département, avait décidé de s'opposer au projet monumental.

Dans une note en date du 10 septembre, le directeur de l'architecture et de l'urbanisme, en chef, communiqué au préfet des Alpes-de-Haute-Provence, M. Louis Morchoy, les résultats d'une expertise juridique concluant à l'illégalité du permis de construire délivré le 16 août dernier — dans une zone de classement de terrain et de « caractère » — par le maire (UDF) de Castellane, M. Michel Carle. Celui-ci ayant refusé de revenir sur sa décision, le préfet a déposé, le 17 septembre, un recours en annulation du permis devant le tribunal administratif de Marseille (1).

Le maire et les Chevaliers

« Il faut arrêter ce cirque », s'indigne M. Robert Ferrato, président de l'Association de protection des lacs et sites du Verdon, qui s'étonne de « l'absence passagère » de l'administration depuis deux décennies. Les associations n'hésitent pas non plus à dénoncer la complexité des démarches à l'égard de la secte. Celle-ci est devenue, il est vrai, à la fois une force électorale non négligeable — elle représenterait 10 % du corps électoral de la commune — et un client pour les entreprises locales de matériaux et de travaux publics.

Selon des chiffres circulant à Castellane, sans être vérifiés, 50 millions de francs dans la construction du temple-pyramide. « Nous allons aussi », promettent les associations, « demander une enquête administrative sur son financement ». Un détail fâcheux pour le ministre de l'intérieur peut avoir son intérêt : si l'association des Chevaliers du lotus d'or, ni celle, ad hoc, du temple-pyramide, n'ont le statut de congrégation et ne sauraient donc être autorisées à recevoir des dons ou legs onéreux des droits de mutation.

Quoi qu'il en soit, les élus locaux paraissent entretenir des relations de compréhension avec les Chevaliers. Dans sa note du 10 septembre, le directeur de l'architecture et de l'urbanisme ne manque pas de relever, par exemple, que trois « maisons » sont

ont séparé la modification du POS de la commune et la demande de permis de construction du temple-pyramide. Il y aurait même eu entre les deux actes un « lien indissociable ». Le maire de Castellane est accusé, dans cette note, d'avoir commis un « détournement de pouvoir » et une « erreur d'appréciation manifeste ».

M. Carle, qui se fait fort, pour protéger Castellane, de fixer la secte sur son site actuel, est un homme conciliant. Le 27 février dernier, un responsable du Mende-rom, irrité par des articles de presse, lui demandait par lettre de donner « son sentiment sur le caractère culturel et touristique de [notre] monastère ». Par retour du courrier, le maire de Castellane assurait son correspondant qu'il « était toujours dérivé contre cette méditation, à [son] avis excessive pour un lieu de culte ». Tout en se félicitant, fort civilement, que « le monastère a effectivement contribué à faire connaître la ville, non seulement en France mais aussi dans le monde entier ».

Autre coïncidence soulignée par les associations : quinze jours avant les dernières élections cantonales, le président du conseil général alors en place, M. Maurice Bonifait, ancien maire (UDF) de Castellane, promettait, par écrit, aux responsables de la secte le concours du département pour financer, à 50 %, l'aménagement de la route d'accès conduisant au monastère. Un coup de pouce on ne peut mieux venu. Lors de l'instruction du permis, de nombreuses réserves avaient précédemment été émises au sujet de l'érosion et de la sinuosité de cette route.

Comme le montre la présence, derrière la secte, de sociétés immobilières propriétaires de la majeure partie des terrains du « monastère », l'expansionnisme des Chevaliers du lotus d'or est à prendre au sérieux. Les écologistes, eux, ont donné le signal : « Haute vallée cosmoplanétaire ! ». Gilbert Bourdin, qui voit des démons partout, s'en est trouvé de nouveaux.

GUY PORTE

(1) Les associations ont engagé une action similaire. Les services de l'équipement ont relevé trois causes d'illégalité concernant le permis de construire : le fondement de la délivrance du permis et le non-respect de certaines dispositions du règlement national d'urbanisme (RNU).

JUSTICE

Aux assises de l'Isère

La musique de la 205 rouge

Malgré le tumulte, les cris, les multiples incidents de procédure, et même le geste théâtral d'un accusé qui s'est volontairement blessé au cou en pleine audience, la cour d'assises de l'Isère poursuit imperturbablement depuis le 28 septembre le procès dit « de la 205 rouge ».

Celui de trois hommes soupçonnés d'avoir composé le trio qui circulait au mois d'août 1988, dans la vallée du Rhône, à bord d'une 205 GTI rouge, pour commettre de nombreuses agressions, dont une meurtre et un vol collectif.

GRENOBLE

de notre envoyé spécial

S'il est toujours difficile, il arrive qu'il soit impossible de juger. C'est la menace qui pèse sur ce procès, déjà renvoyé en mars dernier, les accusés ayant refusé leurs avocats, alors que l'audience allait s'achever. Bien qu'un calme relatif ait régné cette fois au début des débats, il était bien difficile de parler de sérénité. Didier Rossi, Michel Schmitt et Jean Winterstein clamaient violemment leur innocence, de temps à autre, et Kheira, l'épouse de Schmitt, accusée libre du délit de complicité de vol, a passé une partie des débats à attendre que le président veuille bien la laisser entrer dans la salle, d'où elle était à nouveau expulsée presque aussitôt pour avoir « une injure ».

Cependant, l'avocat avançait avec un mariage de témoignages souvent évasifs, mais comportant quelques détails dont l'importance était allée de croissant. Jeudi 1^{er} octobre, l'audience a semblé se dérouler sans incident. Premier obstacle, il fallait « la chambre d'accusation » prononcer sur une ancienne demande de mise en liberté provisoire par l'un des accusés. Celui-ci, Michel Schmitt, a affirmé que l'un des accusés était absent et que ses confrères n'entendaient pas le remplacer, malgré l'usage de la profession. Toutes choses bien difficiles à expliquer aux parents de Patrick Sigman, tué à Salève-sur-Sanne, le 17 août 1988, qui ne comprennent pas pourquoi il faut attendre si longtemps.

Enfin, vers 14 heures, la séance a été relancée par un arrêt sur un incident d'audience de la veille. C'est à cet instant que l'un des accusés, très agité, et très ému, a déclaré qu'il avait des choses à dire. Il a alors déclaré qu'il était innocent. Si vous ne faites pas ça, vous aurez du sang sur les mains ! et aussitôt, il s'empare d'une lame dissimulée dans ses cheveux pour se faire une entaille sur le côté gauche du cou. Bousculades, cris, injures, se succèdent pendant quelques minutes.

L'audience est suspendue. Les pompiers viennent soigner Rossi qui est emmené à l'hôpital. Et dans la brochette des couloirs, des voix s'élèvent pour se demander par quelles négligences Rossi a pu se procurer et cacher à la fouille une lame qui pourrait être celle d'un rasoir jetable ou d'un couteau à moquette.

Ce qu'une blessure superficielle et, en fin d'après-midi, sur le cou, un pansement qui cache, dit-on, quelques points de suture. Quant à l'accusé, il est en garde à vue pour outrage à magistrat.

Les experts déposent. L'analyse du sang et des cheveux découverts sur les piques à conviction n'est pas significative et la recherche d'empreintes génétiques a été effectuée trop tard. L'expertise médicale légale du corps de Patrick Sigman n'apporte rien de plus. Mais, dans la salle, s'élève un contre l'autre, ses parents en larmes dolent subir les froides descriptions du spécialiste.

Il reste un témoin qui, pour l'occasion, est celui qui va porter l'estocade. Laurent Carreau est disc-jockey. Sur sa table de mixage, il enregistre des cassettes à partir de bandes venues de l'étranger. Et il a donné à la femme de son père une cassette ainsi préparée. Cette femme avait mis cette cassette dans sa 205 GTI rouge qui lui a été volée le 4 août 1988 à Beaune (Côte-d'Or). Il est établi que c'est cette cassette qui a servi à la meurtre, à la violence, à l'agression. Or, la cassette a été découverte dans sa voiture personnelle.

M. Carreau est catégorique : « Chez le juge d'instruction, j'ai énuméré successivement tous les titres « moraux » enregistrés », martèle le disc-jockey, en précisant qu'il a répété à des clients de la chambre d'accusation de la cour d'assises de l'Isère, détournée par un audio. Un témoin constant par le magistrat instructeur. Certes, il a cru que ces cassettes portaient le même message qu'il appartenait, si les avocats de la défense s'emparent de cette erreur pour tenter de réduire l'impact créé par le seul élément matériel de ce dossier. Dans leurs propos se dessinent les arguments de leur plaidoirie. Sur ces questions, il est possible que les hommes aient pu quitter le camping « Talin-Hermitage » à 14 heures et se trouver à 15 heures à la cour.

« Les trois hommes ont été arrêtés le 28 septembre 1988, à la suite de la découverte de la 205 rouge. C'est notre vie qui est en jeu. Et M. Verge a ajouté : « Mais qui a peur de la vérité ? Si ce contrôle établit que tout cela est possible, tant pis pour nous... »

MAURICE PEYROT

SPORTS

FOOTBALL

La Yougoslavie exclue de la Coupe du monde 94

La Fédération internationale de football (FIFA) a annoncé, jeudi 1^{er} octobre, qu'elle exclut la Yougoslavie (Serbie et Monténégro) des groupes de qualification pour la Coupe du monde 1994. Cette décision, qui avait été repoussée d'un mois à la demande de M. Milorad Pavic, premier ministre yougoslave, dans l'attente du résultat des négociations de paix, a été prise en application des sanctions dictées en mai par l'ONU. Pour les mêmes raisons, la Yougoslavie avait été écartée du championnat d'Europe des nations organisé en juin en Suède. Aux Jeux olympiques de Barcelone, les sportifs yougoslaves avaient pu participer à titre individuel, mais n'avaient pu défilier ou prendre part aux épreuves par équipes. La Yougoslavie ne sera pas remplacée dans le groupe de qualification où elle devait rencontrer la Russie, la Hongrie, la Grèce, l'Islande et la Luxembourg.

Les Coupes d'Europe — Cas, battu 2-0 et éliminé par les Espagnols de Saragossa en Coupe de l'UEFA, jeudi 1^{er} octobre, devrait être le seul club français à ne pas disputer le deuxième tour d'une coupe européenne. Le Paris-SG devrait, en revanche, être qualifié par une décision de l'UEFA. Vainqueur 2-0 au match aller, l'équipe parisiennaise menait 2-0 contre les Grecs du PAOK Salonique lorsque le match a été interrompu définitivement à la mi-temps, à la suite de l'envahissement du terrain par des supporters.

ILE-DE-FRANCE

Face aux rumeurs d'implantation à Nanterre

Des élus socialistes d'Ile-de-France défendent le projet de Grand Stade à Sénart

Les élus socialistes des différentes communes de la ville nouvelle de Sénart, appuyés par le groupe socialiste du conseil régional d'Ile-de-France, ont lancé, jeudi 1^{er} octobre au cours d'une conférence de presse, une vigoureuse contre-attaque pour s'opposer aux rumeurs (le Monde du 1^{er} octobre) qui laissent entendre que le gouvernement pourrait revenir sur le choix de leur ville pour l'implantation du futur Grand Stade.

Par la voix de M. Jean-Jacques Fournier, président du SAN (syndicat d'agglomération nouvelle) de Sénart, ils ont en effet indiqué que « toute rumeur en cause de la décision du gouvernement sur l'implantation du Grand Stade de Sénart est une comparaison objective entre les projets concurrents ». M. Fournier a vivement critiqué le dossier soutenu par les élus des Hauts-de-Seine, dont M. Michel Sapin, le ministre de l'économie et des finances. Il estime

que ce projet provoquerait un accroissement de 1 à 3 milliards de francs et qu'il poserait des problèmes de transport : « C'est le rôle du maire de Sénart d'être clair dans le dossier de Nanterre. On peut entendre la spéculation immobilière... »

M. Yannick Bodin, président du groupe socialiste du conseil régional d'Ile-de-France, a exprimé son soutien à la réalisation du projet de Sénart : « Tout autre choix traiterait l'encontre des différents documents qui ont préparé le nouveau SDAU (schéma directeur de l'Ile-de-France). Chaque commune a la responsabilité de la réhabilitation à l'est de la région. Nous n'avons accepté les projets de développement à l'ouest de la Défense qu'en vue des programmes de logements. Ceux-ci disparaîtraient avec la construction du Grand Stade. Les élus socialistes ne pourraient défendre le projet de SDAU si l'argent et la terre en étaient traités avant même qu'il soit adopté... »

C. de C.

Entre la Défense et Roissy

La rocade A 86 est reliée à l'autoroute du Nord

SEINE-SAINT-DENIS

de notre correspondant

Après quatre ans et demi de travaux, l'autoroute de rocade A 86 vient d'être raccordée à l'autoroute du Nord, grâce à l'ouverture d'une nouvelle section de 3,5 kilomètres en Seine-Saint-Denis, et la construction d'une interconnexion entre La Courneuve et Le Bourget. La mise en service, le 1^{er} octobre, de ce nouveau tronçon de l'A 86 au nord-est de Paris, et de sa liaison avec l'A 1 permet désormais de relier directement, sans feux de signalisation, Nanterre et le centre d'affaires de la Défense au pôle de Roissy en évitant le boulevard périphérique parisien. Les 3,5 kilomètres de voies nouvelles, construits dans les délais prévus pour un coût de 2,1 mil-

liards de francs, ont été financés à plus de 60 % par le conseil régional d'Ile-de-France. Le bouclage en Seine-Saint-Denis de l'A 86, appelée parfois le « périphérique de l'Ile-de-France », reste programmé pour 1996, en dépit de la suspension provisoire du chantier du dernier tronçon de 3,5 kilomètres qui doit relier La Courneuve à Bobigny (le Monde du 3 septembre). Pour que « le périphérique d'Ile-de-France ne demeure pas sous la forme d'un anneau brisé », le président du conseil régional d'Ile-de-France, M. Michel Girard, a précisé que « le conseil régional doit être à l'effort financier qu'il faut, dans la limite du raisonnable, pour améliorer la qualité et le cadre de vie des riverains » en Seine-Saint-Denis.

M. G. M.

LE PORTUGAL A PARTIR DE 1570F* A-R

Quand les prix atterrissent, les clients décollent.



*Délivré valable au départ de Bordeaux et Toulouse, à partir de 1900 FR au départ de Paris, Lyon, Marseille et Nice, soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Réservez-vous auprès de Top Air Portugal ou de votre agent de voyages.

TOP AIR PORTUGAL

chaque jour d'avantage

SOCIÉTÉ

SCIENCES

Après cent trente ans d'absence

La comète Swift-Tuttle est de retour

On ne l'espérait plus, la revola : la comète Swift-Tuttle, responsable de la moisson d'étoiles filantes en provenance des Perséides visible chaque mois d'août, a été observée dimanche 27 septembre, pour la première fois depuis 1862, par un astronome amateur d'Usuda (Japon), M. Tsuruhiko Kuchi. Annoncée mardi 29 septembre par l'Union astronomique internationale, cette réapparition survient avec plus de dix ans de retard sur les prévisions des spécialistes. Preuve que Swift-Tuttle - du nom des deux astronomes qui la découvrirent il y a cent trente ans - n'est pas une comète ordinaire, mais un objet du système solaire, il y a eu une 4,8 année d'absence. Trois jours après la réapparition de Swift-Tuttle, les astronomes ont pu observer pour la première fois la comète elle-même.

Ce retour imprévu est une aubaine pour les astronomes, toujours à l'affût de nouvelles données sur ces vestiges résiduels de la formation du système solaire, il y a 4,8 milliards d'années. Trois jours après la réapparition de Swift-Tuttle, les astronomes ont pu observer pour la première fois la comète elle-même.

CATHERINE VINCENT

Échange de comètes entre la Russie et les États-Unis. - Défini par les présidents George Bush et Boris Eltsine lors du sommet américano-russe de Washington, en juin dernier (le Monde du 19 juin), le transfert des comètes américaines à bord des vaisseaux spatiaux de ces deux pays sera effectué par le vaisseau Koptev, directeur général de l'Agence spatiale russe. Le premier vol d'un vaisseau russe à bord de la navette spatiale américaine aura lieu en octobre 1993, et celui d'un vaisseau américain à bord de la navette Mir, d'une durée de

trois mois, est prévu pour la fin décembre 1994. Le grand rendez-vous de la navette américaine avec la comète russe, quant à lui, est fixé à avril 1995. - (AFP)

Un vaisseau d'ouvriers gravement irradiés en Biélorussie. - Une vingtaine d'ouvriers d'une fondrière de lithium, située à Vitsebsk (Biélorussie), ont été gravement irradiés, jeudi 1^{er} octobre, par du césium 137. Le niveau de radiation important reçu par les ouvriers a atteint de 0,4 rad à 1,8 rad. - (Tass, AFP)

RELIGIONS

Dans un document sur la situation des réfugiés

Le Vatican dénonce les restrictions au droit d'asile

Deux organismes du Vatican, le Conseil pontifical pour les migrants et le Conseil Cor Unum présidé par le cardinal français Roger Etchegaray, ont publié, vendredi 2 octobre, un document appelant la communauté internationale à une plus grande solidarité envers les réfugiés. Il dénonce notamment les restrictions apportées au droit d'asile.

Dix-sept millions de réfugiés dans le monde, c'est une plaie honnête de notre époque, avait dit en 1982 le pape dans une lettre au Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Depuis cette date, la situation n'a fait que s'aggraver. Dans son document, le Vatican ne cesse de rappeler que la définition de la notion de réfugié s'étend à toutes les victimes de conflits armés, de guerres civiles, de « politiques économiques erronées » ou de « catastrophes naturelles ».

Parallèlement, il dénonce la convergence précoce de choix politiques tendant à réduire le statut de réfugié à un simple statut d'immigré et à décourager les demandes d'asile. Ajoutant : « Si l'on considère la situation économique précaire des réfugiés, l'imposition de limites strictes ne peut jamais être le résultat d'un droit fondamental à l'asile des personnes dont la vie dans leur pays est devenue intolérable ».

Les auteurs de ce texte souhaitent le statut à une application stricte des conventions internationales.

Enfin, le document dénonce les restrictions au droit d'asile imposées par les conventions européennes de Schengen (1985) et de Dublin (1990) : « L'exercice du droit d'asile ne devrait pas être entravé par des mesures dissuasives ou pénalisantes », écrivent-ils dans une allusion à la « politique d'attente » instituée dans les aéroports, et aux barrières placées par la législation européenne aux demandes d'asile multiples. « Un demandeur d'asile ne devrait pas être interné, dit-on, à moins que l'on puisse prouver qu'il constitue un danger réel ou qu'il y ait des motifs fondés pour estimer qu'il ne se présente pas à l'autorité compétente ».

Les États renvoyés à leur responsabilité

Les signataires du document s'efforcent de rappeler que le statut de réfugié est une notion juridique, et non une notion politique. « Personne ne doit être renvoyé dans un pays où il y a des actions discriminatoires ou de graves atteintes à son intégrité physique », et ils renouvellent leur appel à la responsabilité des États à leur égard. « Il est inacceptable que des milliers de réfugiés vivent dans des conditions inhumaines. Les citoyens et les institutions des États démocratiques et humanitaires développés ne peuvent rester indifférents face à une situation aussi dramatique ».

Les Églises et communautés chrétiennes locales ont en particulier invité à aider la population à surmonter ses réticences de suspicion et à offrir asile à tous les réfugiés « sans distinction de religion et de race » et à développer « une culture de solidarité et d'accueil ».

QUELLE HISTOIRE !

PAR CLAUDE SARRAUTE

La Courneuve, avenue du Général-Leclerc. Tout le monde descend. Le 143 fera demi-tour dans huit minutes direction Rosny via Le Bourget, Drancy et Noisy-le-Sec. Huit minutes, pas neuf, pas dix, pour se ruer sur les talons de la machiniste, dans une minuscule cabine métallique dotée d'une sanisette et d'un distributeur de boissons.

Il n'y a pas d'autre sur toute la ligne et faut compter deux heures de trajet aller-retour, alors il y a des jours où, n'y tenant plus, je pète devant un troquet, mes voyagères je les plains, bien obligées, et je force la gauche au fond de la salle. C'est ça ou c'est le paquet couchés quatrième âge fourni par la RATP.

Je la regarde et je rigole. Longue, mince, jolis à croquer dans son uniforme vert bronze assorti à la couleur de son regard enjoué, malicieuse, elle n'en est pas encore à Catherine Lavigne, trente-trois ans, célibataire. Une de ces belles, il y en a de plus en plus, qui conduisent par le bout du nez un bus-chenille, on appelle ça un articulé, énorme bête de huit mètres de long, avec la précision, la ponctualité d'un TGV.



Elle me raconte, en vidant son gobelet de café, une enfance bousculée par la mort de son père laissant une veuve et quatre gamins en bas âge appelés à se débrouiller en l'absence de leur mère.

Ces deux états-majors n'ont sous leurs ordres aucune force affectée en permanence. En cas de besoin, ils sont censés pouvoir prélever les unités nécessaires au sein de groupements de troupes militaires réunies dans le corps d'armée nationale ou dans l'Eurocorps (l'ancienne 1^{re} armée), des divisions légères de la Force d'action rapide (FAR), de la Force d'action navale (l'ancienne escadre de la Méditerranée), du groupe anti-sous-marin (l'ancienne escadre de l'Atlantique) et de la Force de guerre des mines, de la Force aérienne tactique (FATAC) et de la Force aérienne de transport (l'ancien Transport militaire).

Et si vous avez deux minutes de retard à cause des embouteillages ou d'une camionnette en double file, à la station, ils écumant de rage : Ça fait un quart d'heure qu'on attend, vous vous foutez de nous ou quoi ?

Sans parler de leurs questions ! De nos questions. Eux, c'est vous, c'est moi et c'est : Vous allez au terminus ? Laquelle ? C'est à vous de le savoir, non ? La 146, j'en ai eu assez. Mais de tous ces jeunes des cités qui montent sans payer et sans qu'on puisse leur ordonner de gradés, les obligés. Mais de dire : Votre poussette, faut la fermer. Et de s'entendre répondre : Et toi, si tu faisais ta queue ! Mais qu'on me prenne pour un camion de déménagement en lissant des vélos, des landaus, des frigos et même des sommiers dans mon bocal. Mais des plaquettes de tickets volés sur mon empoche, une somme d'argent que la RATP nous confie à demeure. Mais des sacs bourrés qui essayaient de me mettre des giffes malgré ma vitre de protection qui ne me protégeait que des crachats. Là, sur la 143, c'est plus pénard. Bon, il est 15 h 08, faut y aller. Debout derrière elle, je suis

qu'on me prenne pour un camion de déménagement en lissant des vélos, des landaus, des frigos et même des sommiers dans mon bocal. Mais des plaquettes de tickets volés sur mon empoche, une somme d'argent que la RATP nous confie à demeure. Mais des sacs bourrés qui essayaient de me mettre des giffes malgré ma vitre de protection qui ne me protégeait que des crachats. Là, sur la 143, c'est plus pénard. Bon, il est 15 h 08, faut y aller. Debout derrière elle, je suis

Elle me raconte, en vidant son gobelet de café, une enfance bousculée par la mort de son père laissant une veuve et quatre gamins en bas âge appelés à se débrouiller en l'absence de leur mère.

Ces deux états-majors n'ont sous leurs ordres aucune force affectée en permanence. En cas de besoin, ils sont censés pouvoir prélever les unités nécessaires au sein de groupements de troupes militaires réunies dans le corps d'armée nationale ou dans l'Eurocorps (l'ancienne 1^{re} armée), des divisions légères de la Force d'action rapide (FAR), de la Force d'action navale (l'ancienne escadre de la Méditerranée), du groupe anti-sous-marin (l'ancienne escadre de l'Atlantique) et de la Force de guerre des mines, de la Force aérienne tactique (FATAC) et de la Force aérienne de transport (l'ancien Transport militaire).

Elle me raconte, en vidant son gobelet de café, une enfance bousculée par la mort de son père laissant une veuve et quatre gamins en bas âge appelés à se débrouiller en l'absence de leur mère.

Elle me raconte, en vidant son gobelet de café, une enfance bousculée par la mort de son père laissant une veuve et quatre gamins en bas âge appelés à se débrouiller en l'absence de leur mère.

MÉDECINE

La recherche sur le génome humain

L'équipe du professeur Daniel Cohen publie la première carte physique du chromosome 21

Une équipe de chercheurs dirigée par le professeur Daniel Cohen (directeur du Centre d'étude du polymorphisme humain, Paris) publie dans le prochain numéro de l'hebdomadaire scientifique britannique Nature la première carte physique complète d'un chromosome humain, le chromosome 21.

Malade avec le syndrome de Down (Evry) et à une dizaine de grands instituts de recherche français, américains, japonais, espagnols, parmi lesquels l'Institut Pasteur, le Centre d'Énergie Atomique, le Laboratoire de génétique moléculaire du Centre de l'INSERM (Strasbourg) et le Wistar Institute de Philadelphie, se sont associés pour identifier et positionner dans leur ordre original 100 fragments d'ADN représentant l'ensemble du chromosome 21.

Connu pour être le plus petit des chromosomes humains - il représente 1,7 % du génome humain - le chromosome 21 est impliqué dans la trisomie 21, certaines formes de la maladie d'Alzheimer, la leucémie myéloblastique et l'épilepsie myoclonique.

La mise à jour de cette carte est importante car elle devrait permettre, à relative brève échéance, à la com-

munité scientifique internationale de dresser une carte implémentée dans la survenue de ces maladies génétiques. En outre, comme le souligne le professeur Little (Imperial College, Londres) dans un éditorial accompagnant la publication de ce travail, la preuve est faite que la cartographie de l'ensemble du génome humain n'est plus aujourd'hui qu'une question de temps et d'argent.

Il y a quelques jours, l'équipe du professeur Cohen avait publié, dans la revue Cell, d'autres résultats très importants en matière de cartographie génomique. L'équipe a publié aujourd'hui une nouvelle avancée considérable prise dans ce domaine essentiel par l'équipe française.

F. N.

DÉFENSE

L'état-major interarmées « Europe » sera installé à Metz

L'état-major interarmées, chargé à compter de juillet 1993 de planifier les actions militaires que la France est susceptible de mener en Europe en cas de crise, sera basé à Metz, où il succédera à l'état-major de l'actuelle 1^{re} armée.

Dans une lettre adressée à M. Denis Jacquet, député UDF de la Moselle, le directeur du cabinet du ministre de la Défense vient de donner cette assurance sur Metz, qui se désignent inquiets par la perspective d'un autre choix d'implantation. Des rumeurs avaient, en effet, circulé en faveur de la ville de Creil (Oise), où se passe de l'entraînement la direction du renseignement militaire et le commandement des missions spéciales.

L'état-major de Metz confié à un officier général organisera, sous l'autorité du chef d'état-major des armées, la planification des actions de la France en Europe et en Méditerranée, en coopération avec des états-majors alliés. Un second

état-major interarmées devrait être installé, lui, à Maisons-Laffitte (Yvelines), et il sera spécialisé dans les interventions de la France extérieures à l'Europe. Il travaillera sous l'autorité du chef d'état-major des armées.

Ces deux états-majors n'ont sous leurs ordres aucune force affectée en permanence. En cas de besoin, ils sont censés pouvoir prélever les unités nécessaires au sein de groupements de troupes militaires réunies dans le corps d'armée nationale ou dans l'Eurocorps (l'ancienne 1^{re} armée), des divisions légères de la Force d'action rapide (FAR), de la Force d'action navale (l'ancienne escadre de la Méditerranée), du groupe anti-sous-marin (l'ancienne escadre de l'Atlantique) et de la Force de guerre des mines, de la Force aérienne tactique (FATAC) et de la Force aérienne de transport (l'ancien Transport militaire).

REPÈRES

les clandestins, des cafés servant de tripots où on les tient par le biais de dettes de jeu, ont aussi été mis à jour.

Selon les enquêteurs, les sous-traitants turcs louaient les ouvriers sur des chantiers à Bordeaux et à Menton en passant par Bayonne et en remontant la vallée du Rhône. Au total, cinquante-neuf entreprises auraient bénéficié de ce trafic, qui représente un million de francs par jour. Les sous-traitants qui vont frapper la France cette année ont été identifiés en Asie au printemps dernier grâce aux différents centres d'observation de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Elles sont sensiblement identiques à celles qui furent à l'origine de l'épidémie de l'hiver 1991-1992, qualifiée de « sévère » par le docteur Claude Hannouin, de l'unité d'écologie virale de l'Institut Pasteur.

travailleurs sociaux (CNAMTS), jeudi 2 octobre, à Chambéry (Savoie), lors des rencontres européennes consacrées à cette maladie et à sa prévention.

Les souches virales qui vont frapper la France cette année ont été identifiées en Asie au printemps dernier grâce aux différents centres d'observation de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Elles sont sensiblement identiques à celles qui furent à l'origine de l'épidémie de l'hiver 1991-1992, qualifiée de « sévère » par le docteur Claude Hannouin, de l'unité d'écologie virale de l'Institut Pasteur.

En vente cette semaine en pharmacie, le vaccin coûte entre 50 et 60 F. La vaccination est gratuite, comme l'an dernier, pour les personnes de tous âges atteintes d'une maladie grave (diabète, insuffisance respiratoire, sida, maladies souffrant de mucoviscidose, de cardiopathie, de néphropathie ou victime d'un accident vasculaire cérébral).

SANTÉ

Lancement de la campagne de vaccination antigrippale

Le coup d'envoi de la campagne de vaccination antigrippale a officiellement été donné par la Caisse nationale d'assurance maladie des

IMMIGRATION Démantèlement d'une filière de travail clandestin

Une filière turque de travail clandestin à grande dimension a été démantelée au sud de la France. Une enquête de dix-sept mois, diligentée à Narbonne, a permis d'identifier quarante-six entrepreneurs qui louent leurs compétences à bas prix. Des passeurs, des docteurs ou s'entassent

24 HEURES DU LIVRE DU MANS



10, rue de la République
72000 Le Mans
Tél. 02 43 21 21 21
Fax 02 43 21 21 21

prenez de

CULTURE

THÉÂTRE

Haut les cœurs pour « les Bas-Fonds »

Robert Hossein reprend la pièce de Maxime Gorki | Mogador

Ce serait le genre à dire, sans rire : « Tu sais, je suis modeste, mais franchement, sur ce point, Dieu et moi sommes assez d'accord. » On l'aime comme ça, généreux, exultant, éblouissant, d'un catholisme plaudier, toujours un spectacle plaudier en train de mijoter. Ces jours-ci, alors que *Jésus* était son nom, show qui a rassemblé sept cent mille spectateurs, s'apprête à partir pour une vaste tournée aux États-Unis, Robert Hossein remonte les *Bas-Fonds* de Maxime Gorki, pour cent représentations à Mogador.

« Pourquoi les *Bas-Fonds* maintenant ? Ça va vous sembler bizarre, mais ça a quelque chose à voir avec les Évangiles. Gorki, copain de Romain Rolland, qui a connu Gide, a été un de meilleurs amis de Tolstoï. Il avait donné les *Peurs* à Remont, en 1901, ça avait été un bide retentissant. Le tar se méfiait de lui, il était surveillé, on dit que, lorsqu'on jouait ses pièces, toutes les ouvrières étaient des flics. Il avait été assigné à résidence, mais tout de même, *Peurs* un *bas-fond*. Tant et si bien que, lorsque, l'année suivante, il écrit les *Bas-Fonds*, en trois semaines, parait-il, les autorités ont pensé : « Laissez jouer, si ça n'a pas marché avec des petits bourgeois, pourquoi voulez-vous que ça marche avec des clochards ? » Et ça a été un *bas-fond* de *bas-fonds* !

« Gorki est considéré comme l'inventeur du réalisme socialiste, mais pour moi c'est un humaniste mystique, prophétique et visionnaire, rêvant éternellement de la terre des justes. Une terre qui n'est inscrite sur aucune carte mais qui sera un jour. Ce message, il le fait passer à travers lui-même, à travers les souvenirs de son enfance, de son adolescence, et dans le personnage de Louka, le vagabond qui instille dans cet asile où croûtaient toutes les épreuves du monde l'espérance et même l'utopie. Et moi, je me suis dit, merde, j'ai monté l'itinéraire d'un homme nommé Jésus et aujourd'hui je monte les *Bas-Fonds*, et les deux se rejoignent ! Ce sont deux hymnes à l'homme. Dans les

Bas-Fonds, il y a cette réplique sublime : « Est-ce que Dieu existe ? Si tu y crois, oui. Si tu n'y crois pas, il n'existe pas. » L'abbé Pierre est venu, pendant une répétition. Quand il a vu les clochards, le décor, la maquette, tout ça, il a dit : « Ou c'est moi, ou c'est vous, ou c'est Gorki, mais ce qui se passe dans ce théâtre perpétue ce que j'essaie de faire depuis toujours. » C'est vrai, là-dessus, il n'y a que des prostituées, des chômeurs, des voleurs, des nobles déchu, des acteurs ivrognes sans engagements. Mais en même temps, tous ces gens blessés, malades, ont des sens pleins de vitalité, de folie et d'amour.

La réplique

« Je rêvais depuis longtemps de remonter les *Bas-Fonds*. Ce n'est évidemment plus la même pièce que celle que nous avons jouée à Reims en 1972, le mur de papier est tombé, le *bas-fond* est *bas-fond*, et les chômeurs *bas-fonds* multipliés. A l'époque, je montais romantiquement la misère, aujourd'hui, je la montre pathétiquement : l'enfer est *bas-fond* prémonitoire, la vérité toute nue.

« J'ai vu, bien entendu, le *Bas-Fonds*, le film de Jean Renoir. Admirable, mais complètement *bas-fond* au service des deux stars, Jouvet et Gabin. Je n'ai pas eu non plus besoin de me référer à la trilogie de Mark Donnell (*l'Enfance de Gorki*, *En gagnant mon pain*, *Mes universités*), il m'a suffi de prendre la pièce, et de la poser aujourd'hui, sans en changer une ligne, montrant, par exemple, des bandes de hooligans en train de régler leurs comptes.

« Il a fallu choisir des acteurs qui n'étaient pas seulement des comédiens, bons ou mauvais, qui étaient des personnages. Leur folie personnelle dans la vie, je leur ai demandé de me l'apporter sur scène. Vous voyez, vingt-cinq figures extraordinaires, Michel Robin, dans le rôle de Louka, Jacqueline Danno, Clément Harari, les autres, comme une

masse orchestrale où chacun a le droit de jouer sa solo. Après les *Bas-Fonds*, changement de décor. Je retourne au Palais des sports... avec la *Marquise des Anges* !

Un grand silence suit, Robert Hossein finit l'habêtement, la confusion, le honte. Il finit l'assureur que c'est une idée épatante, que la série des *Marquises* (1964-1967) est l'objet d'un véritable culte, que lui-même en sonne chevalier de Peyrac a séduit des générations de jeunes filles, qu'une de ses répliques à Michèle Mercier : « Madame, je ne force jamais une biche aux abois », est devenue le sésame des adeptes du clan, pour qu'il consente à admettre qu'il est *bas-fond*.

« Jusqu'à présent, j'avais toujours refusé, mais bon, maintenant que je suis un vieux con... Le personnage après tout a plus l'âge que j'ai maintenant que celui que j'avais quand j'ai joué, il est torse nu, il est épuisé, il est *bas-fond*. Avec Daniel Booleanger, Claude Brulé, auteurs « de fondation », j'ai donc choisi un biau pour remonter l'histoire - celle du premier film, *Angélique, marquise des Anges*, le plus beau - Peyrac, centenaire, fait le récit de ses aventures : « Je parais presque trop jeune ! Après tout, Peyrac est un sorcier, un alchimiste, il fabrique de l'or, il est *bas-fond* !

« Angélique, en revanche, il va falloir le trouver. Nous allons lancer un grand concours, « le Scarlette », passer des auditions dans toute la France, à travers les villes, les régions, les douze candidatures retenues seront départagées par le public. Et puis Aznavour va écrire la chanson du spectacle, ce sera un hommage à Michel Morge dont on reprendra la musique. Il y aura cinquante décors, les costumes mêmes du film... Je dédie le tout à Michèle Mercier. »

Propos recueillis par DANIEL HEYMANN

Théâtre Mogador, 25, rue Mogador, 75008 PARIS. Tél. : 48-78-84-04. Soirées à 20 h 30. Samedi, dimanche à 18 heures.

Les dessous de l'affaire Oldfield

Edward Bond raconte comment on rate le meurtre de son père

LA COMPAGNIE DES HOMMES au Théâtre de la Ville

Edward Bond, Leonard - Benoît Régent - a été recueilli par un riche marchand d'armes à moralité de businessman, appelé Oldfield - Jean-Marc Bory, - pour qui la tendresse est un sentiment inutile, donc inconnu. D'une certaine façon, les pères ne manquent pas à ce fils sans famille, *bas-fond* et *bas-fond* rival de son père adoptif - Robert Rindhead - vieux renard du même acabit, en passant par un jeune alcoolique - Bernard Ballet - que Leonard va tenter de plumer avec *bas-fond* un employé - Vladimir Yordzenoff - jeune cadre sans scrupules. Scrupule, loyauté, sincérité, n'appartiennent pas au vocabulaire de ces hommes.

Les femmes sont absentes de la *Compagnie des hommes*, d'Edward Bond (le Monde du 24 septembre) et Malika Francon présente au Théâtre de la Ville. Il n'y a pas de place pour elles, pour quelque chose qui pourrait ressembler à un peu de douceur, dans ce monde homogène radicalement macho, dans cette parabole sur les abominations qui, comme au théâtre de Shakespeare, accompagnent le goût du pouvoir. Le pouvoir plus que l'argent.

Le pouvoir, pense Leonard, donne forcément l'autonomie, et aussi la liberté, une identité. Mais, bien que le roi-père traverse une période difficile, il ne veut rien abdiquer, rien entendre, et refuse de laisser le prince héritier entrer au conseil d'administration. Ce faisant, il enclenche le mécanisme d'une machination hautement absurde qui va le détruire, lui, le fils et quelques pères. Seulement, personne ne tue comme il l'a prévu. Leonard ne parvient à abattre ni Oldfield ni son rival, et se suicide sans que l'on sache s'il veut tout à fait mourir.

Dans cette pièce dense et puissante, *bas-fond* ironique - adaptée par Malika B. Durr (aux éditions de l'Arche) - Edward Bond joue sur deux tableaux : d'abord, le tableau de mort, façon Wall Street,

ou « les dessous de l'affaire Oldfield », intrigue romanesque, personnages fortement typés. Mais ces gens ne parlent pas comme dans les films. D'où le second plan de la pièce. Au-delà de quelques dialogues percutants, les hommes se confinent, s'adressent au public, à quelque chose à la fois complexe et jugé. Ils lui montrent, se montrent, et par là dévoilent leurs réelles angoisses, leurs peurs épouvantables. Parfois, ils ressemblent à des enfants terrifiés, parfois à des rats rusés. Les personnages de la *Compagnie des hommes* sont des égarés, des sortes de visionnaires dérivés secoués de pulsions sauvages, des barbares prisonniers des lois de la civilisation.

Edward Bond manipule, se jette dans les tourbillons d'une rhétorique *bas-fond* s'appuie la mise en scène. Alain Francon traduit la violence par la froideur hautaine, une tension sur le point d'exploser. Il place les comédiens dans une boîte où on les aurait mis pour les observer, depuis longtemps et pour longtemps : le glacié des murs sajon, les majestueux et vieillots, - le décor, *bas-fond*.

« *bas-fond* », Jacques Gabel. L'absence *bas-fond* le cadre de *bas-fond* par des parois qui montent et descendent à la façon *bas-fond* guillotine, tout semble intemporel, *bas-fond*, c'est-à-dire anglais.

Le spectacle repose *bas-fond* comédiens, en particulier sur *bas-fond* central : Benoît Régent, *bas-fond* lymphatique et velléitaire, un *bas-fond* de naissance, *bas-fond* qui, finalement, ne cherche que l'humiliation. Jean-Marc Bory donne une humanité trépidante au stéréotype du roi jaloux de son pouvoir, du père abusif, du tyran paternaliste. Et puis le domestique alcoolique au passé douteux, l'exploité, le traître. Mais finalement le seul qui comprend, et témoigne quand même d'une générosité désintéressée. Un Falstaff maigre, tourmenté *bas-fond* jolien, un rôle *bas-fond* pour Carlo Brandt superbe.

COLETTE GODARD

Du mercredi au samedi 20 h 30. Dimanche 15 heures. Jusqu'au 24 octobre. Tél. : 42-74-22-77.

Marcel Bozonnet, directeur du Conservatoire national supérieur d'art dramatique

Marcel Bozonnet, directeur du Conservatoire national supérieur d'art dramatique, a été élu directeur du Conservatoire national supérieur d'art dramatique, à partir du 1^{er} janvier 1993 pour une durée de trois ans. Il succède au directeur en exercice et comédien Jean-Pierre Miquel (le Monde du 30 septembre) dont le mandat arrivait à expiration le 1^{er} octobre après neuf ans d'exercice. Cependant, à cause du retard pris par la nomination officielle de Marcel Bozonnet, M. Jack Lang, ministre de la culture et de l'éducation nationale, a prolongé le mandat de Jean-Pierre Miquel « dans le souci d'assurer la continuité la rentrée des

élèves ». Le ministre juge « extrêmement positif » le bilan de Jean-Pierre Miquel, qui, « au sein d'un établissement respectant ses traditions et l'innovation », a développé son établissement aux pratiques audiovisuelles, aux contacts internationaux et à des contacts en matière de grande valeur.

La nomination de Marcel Bozonnet, qui pendant cinq ans a été professeur à l'école nationale supérieure des arts et techniques du spectacle, s'inscrit dans le cadre d'un plan national pour la formation théâtrale, en cours d'élaboration, qui sera présenté au mois de novembre. - (AFP)



BARCLAYS

Gagnez de l'argent avec le compte chèque rémunéré Barclays.

Un vrai compte chèque, avec toutes les souplesses et les facilités de votre compte *bas-fond*, habituel, plus la rémunération au jour le jour de votre solde créditeur (jusqu'à 10 000) sans que vous ayez à vous occuper, voilà ce que la Banque Barclays vous propose. C'est clair, c'est ce que tous les Français attendaient. Le compte chèque rémunéré *bas-fond* existe depuis le 30 septembre. Transférez-vous.

3614 BARCLAYS N° VERT 05.31.03.93

AGENDA

THÉÂTRE

[illegible]

des mains offertes : 18 h 15. **Piel**, **dim.**
Adieu monseigneur Tchikoué : **dim.**, **jeu.**,
mar., **mer.**, **jeu.** (démarré) 20 h 15. **Le Baccalarié** :
ven., **sam.** (démarré) 21 h 15.

MADELINE (42-85-07-09). **Long Voyage**
de l'océan : **dim.**, **jeu.**, **mar.**, **mer.**, **jeu.**
15 h. **Rel.** **dim.** **soir.** **kun.**

MARAIS (42-78 03-58). **L'Eclaire** **des**
hommes : 21 h. **Rel.** **dim.**

MARTIN (42-85-06-17). **STUART** (45-06-17-00). **Van**
Gogh : **Vincent**, **dim.**, **jeu.**, **mar.**, **mer.**, **jeu.**
(démarré) 19 h 15. **Sevage** **Love** : **ven.**, **sam.**,
dim., **kun.**, **mar.**, **mer.**, **jeu.** (démarré) 21 h 15.
Les Amants : **dim.**, **jeu.**, **mar.**, **mer.** (en anglais) :
dim., **kun.**, **mar.**, **mer.**, **jeu.** 17 h.

MARIGNY (42-85-04-41). **Saute royale** :
ven., **sam.**, **dim.**, **jeu.**, **mar.**, **mer.**, **jeu.** 21 h ; **sam.**
dim. 18 h.

MATHURINS (42-85-90-00). **Les Palmes** **de**
M. Schütz : 20 h 30 ; **dim.** 15 h. **Rel.** **dim.** **soir.**
kun.

MATHURINS (PETITS) (42-85-90-00).
Neocume à Nohant : **mar.**, **mer.**, **jeu.**
18 h 30.

METAMORPHOSIS (42-81-32-70). **Mari-**
ette : **dim.**, **jeu.**, **sam.**, **mar.**, **mer.**, **jeu.**
21 h ; **dim.** 15 h.

MICHEL (42-65-16-35). **Les Aviateurs** :
21 h. **Rel.** **dim.**

MICHODÈRE (47-42-86-22). **La Puce à**
l'œil : **dim.**, **jeu.**, **mar.**, **mer.** 17 h ; **dim.** 16 h.
Rel. **dim.** **soir.** **kun.**

MOGADOR (49-78-04-04). **Les Bar-fonds** :
ven., **sam.**, **mar.**, **mer.**, **jeu.** 20 h 30 ; **sam.**,
dim. 18 h.

MONTMARNASSE (43-22-77-74). **Mireille**
et la Belle Escarapante : **ven.**, **mar.**, **mer.**,
jeu. 18 h 30 ; **dim.** 15 h 30 ; **dim.** 15 h 30.

MONTMARNASSE (PETIT) (42-22-77-74).
La Traversée : **mar.**, **mer.**, **jeu.** 21 h ;
dim. 18 h 30.

MONTMARNASSE (PETIT) (22-77-74)
Les Enfants du silence :
20 h 30 ; **dim.** 15 h 30. **Rel.** **dim.** **soir.** **kun.**

NOUVEAUTES (47-70-52-76). **Les**
Amants : **dim.**, **jeu.**, **mar.**, **mer.**, **jeu.**
15 h. **Rel.** **dim.** 18 h 30 ; **dim.** 15 h.

SPECTACLES NOUVEAUX

AME ET MOI, OU LA FEMME QUI ATTIRE LA PLUIE. Théâtre de la Pluie. (42-08-43-33) ; jeu., sam., lun. 22 h et 21 h 30 (1).

LES BAS-FONDS. (45-78-04-04) (dim. soir, lun., j. h 30 ; mer., ven. 20 h 15).

LE MAÎN-D'OR. ALPHRED. Théâtre de la Main-d'Or/Belle-de-mai (49-05-67-98) (dim. soir, lun., j. h ; dim. 17 h).

DÉRIVÉS. Théâtre de (48-34-61-04) (dim. j. lun., j. h 1).

LE DIABLE. (Théâtre) (45-78-04-04) (dim. soir, lun., j. h 30 ; mer., ven. 20 h et dim. 15 h 1).

L'EMBARCADERE. Trampoline-Théâtre des (42-54-61-00) (dim. j. lun., j. h 30 ; mer., ven. 20 h et dim. 15 h 1).

FRANÇOIS AUBREVILLERS. Théâtre de la Comédie (42-08-47-87) (dim. soir, lun., j. h 30 ; dim. 18 h).

IL PARLAIT À SON BALAI. Espace Héralut (43-29-28-01) (dim., j. h 20).

L'ILLUSION COMIQUE. (42-08-47-87) (dim. soir, lun., j. h 30 ; mer., ven. 20 h et dim. 15 h 1).

JOURNAL D'UNE FEMME INSONNIAQUE. Théâtre de la Main-d'Or/Belle-de-mai (48-05-67-99) (dim. soir, lun., j. h 30 ; dim. 17 h).

KNOCK. Porte (42-08-47-87) (dim. soir, lun., j. h 30 ; mer., ven. 20 h et dim. 15 h).

LA MACABETE. (42-48-48-42) (dim. soir, lun., j. h 30 ; mer., ven. 20 h et dim. 15 h).

LA MÈRE APPRIVOISÉE. (Théâtre) (dim. soir, lun., j. h 30 ; mer., ven. 20 h et dim. 15 h).

MONSIEUR AMÉDÉE. (42-48-47-87) (dim., j. h 30 ; mer., ven. 20 h et dim. 15 h).

NOCTURNE A NOHANT. (Petits) (42-65-90-00) (dim., lun., j. h 0).

RENDEZ-VOUS RUE WATT. Monnaie (43-27-96-61) (dim., j. h 0).

REQUIEM FOR A HEAVYWEIGHT.

[illegible]

Nous publions le vendredi
spectacles présentés à Paris
sélection commentée figure de
Spectacles » du mercredi (date
dimanche)

Moi, La Belle Alphaïde : mar., mer., jeu.
21 h 30

THÉÂTRE DE LA MAINATE
(42-08-93-33) Anne Musumeci ou La femme
qui aime la pluie : jeu., ven., sam., lun. 22 h ;
dim. 20 h 30

THÉÂTRE DE LA PILE, 47-74-22-77. La
Compagnie des hommes : 20 h 30

THÉÂTRE DE L'ÉGLÉ (45-34-61-04). Ehl Y
« men à l'h. » : h. Rel. dim. Dérives : ven.,
sam., mar., mer., jeu. 19 h

THÉÂTRE DU ROND-POINT RENAUD-
BARRIS (42-58-50-40) Les Femmes
« Variés » (invariant) : mar., mer., jeu. 20 h 30 ;
dim. 17 h. Pissomani, pissomani (en
français) : 20 h 30

THÉÂTRE ROYAL
(46-06-72-34). Orchestre Sinf. : h. 30. Rel.
dim.

THÉÂTRE GRÉVIN (42-46-34-47). Chantal
Laud : 20 h 30. Rel. dim., lun.

THÉÂTRE MAUBEL-MICHEL GALABRU
(42-23-15-89). Tropique du Cancer : h. 30 ;
dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. Gelsona :
mar., mer., jeu. 20 h 30, dim. 15 h 30. Mappesant : dim. 15 h 30

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON
(42-25-70-32). Les Femmes en Amérique
(d'après M. de La Fayette) : mar., mer., jeu. 20 h 30 ;
dim. 15 h

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON
(PETITE SALLÉ) (43-25-70-32). L'enfant
et le diable : mar., mer., jeu. 20 h 30 ;
dim. 15 h

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE
(43-58-43-89). Oh, les beaux jours ! 21 h ;
sam., dim. 19 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE
(GRANDE SALLÉ) (43-58-43-81). Les
Femmes en Amérique : mar., mer., jeu. 20 h 30 ;
dim. 15 h

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

VENEDIGHE
 Bravo Bracco : Les deux de Venise (1980, v.o. a.t.t.), di Warner Schuster, 18 h 30 ; Doc : Kingdom (1987, v.o. a.t.t.), di Robert Kramer, 21 h.

PALAZIO DI TOKYO
 (47-04-24-24)

VENEDIGHE
 Salle Jean Grémieu : Retrospective Mario Camerini : Gli eroi della domenica (1953, v.o.), di Mario Camerini, 18 h 30 ; La Scala Jean Epstein : Programme Aigres 85 : La Scatole di couture de fond (1952, v.o. a.t.t.), di Jean Richardson, 18 h ; Performance (1984, v.o. a.t.t.), di Nicolas Rong, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU
 SALLE GALERIE (42-78-37-28)

Le Grand Palais (42-78-37-28)
 1972 h 30 : Les deux de Venise (1980, v.o. a.t.t.), di Warner Schuster, 18 h 30 ; Les deux de Venise (1980, v.o. a.t.t.), di Warner Schuster, 18 h 30 ; Sous la protection (1933, a.t.t.), d'Edward Puchner, 17 h 30 ; De la mort à la mort (1980, v.o. a.t.t.), di André Munk, 20 h 30.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 1^{er} OCTOBRE

« Les tableaux de la Révolution » Saint-Ouen, les plus importants du monde : « La brocante d'antiquaires », Conférence déposée, 10 h 30, Musée des Arts et Métiers.

« Le grand marché salin l'honneur du confédération », 10 h 30, Palais de la Ville.

« L'histoire de la République », 14 h 45, place principale, boulevard Diderot.

Muséum National (N. Langlois) : Exposition permanente sur la Révolution.

11 heures, 10, avenue Pierre-I-deuxième, M. Hager).

« La place à la Concordance », histoire de la monarchie, place de la Révolution. La guillotine, l'Orangerie, impressions, symphonies, 14 h 30, Grand Théâtre (M. Brumfeld).

« La plaine Saint-Denis », Chateaux, 14 h 30, rue de la République.

« Les places pittoresques », Place gauche, 14 h 30, fontaine de la place Saint-Sulpice, mairie (A. non).

Le dix-huitième siècle au Musée de Comodore, 14 h 30, 93, rue de la République (C. Roman).

« Le village Montmartre », 14 h 30, rue de la République.

Lamarch-Causinecourt (Arts et cetera).

« La région des Champs-Élysées, historique », 14 h 45, rue de la République.

Concordance, grille du jardin des Regards.

« Les salons du ministère », Marine, l'appartement de Marie-Antoinette.

Protocole (Carte d'identité), 14 h 45, 2, Royale (L. Haullier).

« Du Collège aux Quatre-Nations aux cinq académies », Institut de France, Centre national de la Culture (Monuments historiques).

« La université : un musée d'architecture en plein air », 15 heures, sortie du GREK universitaire.

« The Art & Craft, naissance du Paris », 16 heures, rue de la République.

« Le village Ratignolles et le château des Fleurs », 15 heures, rue de la Légende et rue de la République (D. Bouchard).

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. Grande-Galerie,
ports Saint-Eustache,
Forum des Halles
(40-76-62-00)

VENDREDI

■ Rue : Place de la trêve : Grèves d'oc-
cupation (1936), Grand Soirs et Petit
Mars (1978) de William Klein, 14 h 30
■ Impasse danger : Bande annonce : Mousseux
Klein (1976) de Guy Debord, 14 h 30
du Louvre (1974) de Jean-Michel Atlan
16 h 30 ; Rue de la grande traversée : Nègre
de J. Berio et H. J. Roger (1981) de Fernand
Mozzagh, Nègre (1981) de Juliet Berio et
Jean-Henri Roger, 18 h 30 ; Impasse mot
pleaser : ■ Dragueurs (1966) de Guy Job
de Eric Rohmer, Bing Bang
(1987) de Worch, Les Massives fr
quentations (1966) de Saint-Eustache
20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

[illegible]

Pasquier, ■ (43-87-35-43); UGC Biarritz, 8
45-62-20-40 36-65-70-81); ■ Fran-
cais, 9 (47-70-33-88); Les Nation, 12;
43-43-04-67); UGC Lyon ■ 12;
43-43-01-59 36-65-70-84); ■
13; 45-61-94-95 36-65-70-49); ■
Pamasse, 14 (43-35-30-40); Mistral, 14-
38-65-70-79); ■ Juliet Beaugrenelle, 15-
45-75-79-79); UGC Mailliot, 17-
40-68-00-16 36-65-70-81); Pathé Wepler
■ (45-22-47-94).
■ LES SANS HISTOIRES (Fr.): Rellet
Étoiles II, 5; (43-54-42-34).

LES GRANDES REPRISES

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) :
Espace Saint-Michel, ■ (44-07-20-49)
■■■■■ (A., v.f.) : Cinoches, 8-
(46-33-10-82).
GILDA (A., v.o.) : ■■■■ Trois Luxembourg, ■
(46-33-97-77 36-85-70-43).
HUSBANDS (A., v.o.) : Épée de ■■■■, 5-

(43-37-57-47) ■ **MR. BÉBÉ (A., v.o.) :**
 Action Ecoles, 5^e (43-25-72-07
 36-85-70-64).
INDIA SONG (Fr., v.o.) : Épée de Bois, ■
 (43-37-57-47).
MINNIE AND THE MONKEYS (A., v.o.) :
 Utopia, 5 (43-26-84-65).
ORANGE MÉCANIQUE ("") (Brit., v.o.) :
 Cinoches, 6 (46-33-10-82).
PANDORA (Brit.-A., v.o.) : Action Ecoles, ■
 (43-25-72-07 36-85-70-64).
PETER PAN (A., v.f.) : Cinoches, ■
 (46-33-10-82).

PLEINS [Fr.] .
L'opéra de la ville de Paris.

QU'EST-IL ARRIVÉ À BABY JACET (A. v.o.): Accueil Christine, ■ (43-28-11-38-85-70-62).

THEY COME (jamaïcain, v.o.): Le Champo - Espace Jacques Tab, 5- (43-54-51-60).

THEMROC (Fr.): Passage ■ Nord-Ouest,

LES SÉANCES SPÉCIALES

AKIRA (Jap., v.o.) : Pavlov, 15-
(45-54-48-85) 20 h.
ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : Dantier,
14- (43-21-41-01) 17 h.
AMAZON (Fin., v.o.) : Images d'ailleurs, 5-
(45-87-18-09) 18 h 15.
L'AVVENTURA (It., v.o.) : Saint-Lambert,

██████████ (45-32-91-68) ████ h 15.
██████████ MARLEY ; TIME WILL TELL (A.,

v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-06)
 ■ BRAZIL (Br., v.o.) : Studio Galende, ■
 (45-54-72-71) 16 h.
 ■ LE DÉCAMÉRON (Fr., v.o.) : ■■■■■■
 (45-38-86-86) 20 h.
 ■ LA DERNIÈRE TENTATION DU CHRIST
 (A., v.o.) : Accatone, 5
 17 h 10.
 ■ DIVA (Fr.) : Studio ■■■■■■ 5*
 (45-54-72-71) 20 h.
 ■ DOCTEURS EN COLÈRE (A., v.o.) :
 15 (45-52-91-91) 17 h.
 ■ LES GORILLES DE MONTAGNE (A.) : La
 Géode, 10 (45-54-51-51) 21 h.
 ■ L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.)
 (R.-Al.) : ■■■■■■ 15 (46-32-91-68)
 17 h.
 ■ LES MILLE ET UNE NUITS (It., v.o.) :
 Accatone, 5 (46-33-88-88)
 17 h.
 ■ LE SUSPENDU DE LA CHIGOGNE (Fr.-
 Gr.-Suis. It., v.o.) : L'Entrepi, 14-
 15 (45-52-91-91) 17 h.
 ■ PINK FLOYD THE WALL (Br., A., v.o.) :
 Saint-Lambert, ■ (45-32-91-88) 17 h.
 ■ LA PLANÈTE BLEUE (Can.) : La Géode, ■
 (45-54-80-80) 20 h.
 ■ REGGAE (Fr.-Suis. (Al., v.o.) : The Berry
 Zbire, 11 (45-57-51-55) 22 h.
 ■ LE ROI ABASI (Esp.-Fr.) : Studio
 20, 15 (46-06-38-07) 19 h, 21 h.
 ■ LES SEPT JOURS DE LA CRIÉE (Fr.-Su., v.o.) : Danari, 14
 (45-21-47-01) 17 h.
 ■ TAXI DRIVER (It., A., v.o.) : Grand Pavé,
 15 (45-54-46-85) 18 h.
 ■ THE ROCKY HORROR PICTURE
 SHOW (A., v.o.) : Studio Galende,
 (45-54-72-72) 21 h, 9 h.

19 heures, Conférence déposée », 15 heures, « Porte de Clignancourt, au faubourg des autochtones », « L'Institut de France, le couple, les cinq Académies », 11 heures, 23, rue des Contis (Paris livre d'histoire), « L'hôtel de Monaco, actuelle ambassade de Pologne », 11 heures, 1, rue Talleyrand (Rogers Berni, « Mythes et symboles », 1987), Dame de Paris, Les secrets des premiers rois, La langue des secrets révélés, 15 heures, sortie métro Châteaufort, « Le place des Victoires, son vieux quartier », 11 heures, 11, rue du Louvre-Rivoli (Résurrection du passé), « L'hôtel de la République (Carte d'identité), 11 heures, 110, rue de la République (Paris, son histoire), « La République, 12 heures, 12, rue Dantone (Tourisme culturel),

CONFERENCES

11 OCTOBRE
 « L'architecture du dix-neuvième
 arrondissement », 11 heures, M.
 La Villette, angle avenue
 Carrou et la La Villette).
 « La Découverte, e.
 Franklin-Roosevelt, 15 heures :
 « Louis de Broglie, la physique fondamentale
 et la technologie », par
 G. Lochak

DIMANCHE ■ OCTOBRE

Maison ■ Mines, 270, rue Saint-Jacques, 14 heures : « Giovanni Bellini ou le »
par C. Richard : 16 heures : « Le »
et l'art », par O. ■
(Clot).

1, rue des Prouvaires, 15 heures :
« Explications du surnaturel », par J. Morriani; « Prophéties ■ mystiques que les temps à venir », par N. ■ (Conférence Nayral).

11 bis, rue Koppley, 17 h 30 :
« L'homme n'est-il qu'un animal intelligent ? » ■ livre (Loge unie ■

BILLET

Grand frais sur la pêche

Dans les moindres recoins du littoral, on connaît le dicton : « C'est dans le grain qu'on voit le marin... » Il va falloir que les marins pêcheurs français gardent tout leur sang-froid les prochains mois, car ce n'est pas une mer agitée qui les menace, mais, franchement, un avis de tempête.

La pêche au thon — un secteur largement internationalisé dans lequel la France, avec trente-cinq grands navires qui travaillent dans le golfe de Guinée ou l'océan indien, occupe une place importante — est une grave crise, plongeant les équipages de Concarneau, Nantes, dans l'angoisse. Le marché américain s'est fermé pour des raisons essentiellement écologiques et « sentimentales » (à cause des prises accidentelles de dauphins) et les productions des États sud-américains défilent sur un marché européen engorgé et déstabilisé.

La chute du dollar rend l'Europe encore plus déstabilisée. Du coup, les charges des pêcheurs occidentaux à côté de la France, l'Espagne (à cinquante-eux navires congelés) deviennent insupportables, d'autant que les équipages sont parvenus à obtenir des garanties substantielles. Le conservateur Sautouy menace de transférer ses sept navires sous pavillon étranger, ce qui a plongé M. Charles Josselin, secrétaire d'État à la mer et à la pêche, dans une colère noire.

Du côté des grands froids, la même inquiétude prévaut. Les négociations franco-canadiennes, déterminantes pour l'entreprise de Saint-Malo Compadèche et surtout pour l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon, vont de blocage en blocage. La position d'Ottawa est jugée « inacceptable » et Paris n'admet pas que « ses droits de pêche inscrits dans l'accord de 1972 et confirmés par la sentence arbitrale du 10 juin soient méconus », a déclaré l'autre ministre breton du gouvernement, M. Louis Le Goff, chargé des DOM-TOM.

Quand on se dit qu'il ne passe pas de mois, voire de semaines, sans qu'un incident oppose pêcheurs français et espagnols ou bretons et gallois en quête de ressources devenues de plus en plus rares à cause d'une surexploitation aussi excessive qu'irréversible, on aura mesuré l'ampleur du défi pour les prochains mois.

Chateaubriand disait déjà : « Partout où il y a du poisson, il y a du danger ». On peut remplacer « il y a » par « il y a du danger ».

Le Douze, qui depuis longtemps est commun à leurs mers, feraient bien de réagir. Un conseil européen des pêches est prévu le 19 octobre. Face à l'étendue des désordres, des pénuries actuelles et du lardage passé, il faudra bien, enfin, faire preuve de responsabilité.

FRANÇOIS GROSCHARD

« Le budget de l'agriculture » en trompe-l'œil » estime la FNSEA. La FNSEA estime que le budget de l'agriculture pour 1993 est en baisse de 10,4 % par rapport à 1992. Les augmentations apparentes sont dues pour l'essentiel au budget annexe des prestations agricoles (BAPSA) et l'action de l'État qui a permis un plan d'adaptation fin juillet explique le « La prévision », indique-t-elle.

L'Assemblée des chambres d'agriculture a voté, soulignant la « hausse significative » des dépenses, mais elle trouve le budget « insuffisant ». La Confédération paysanne, de son côté, « des mesures contradictoires » de « la prévision », indique-t-elle.

Dans l'espoir d'en tirer un bénéfice électoral

Washington presse les Douze d'accepter des concessions agricoles

La Communauté devra-t-elle réduire sa production d'oléagineux et ses exportations de céréales ? Les pressions américaines sont de nouveau très vives, avant l'arrivée présidentielle du 11 novembre. Jeudi 1^{er} octobre, lors du conseil du JATT (l'organisation qui régit le commerce international) à Bruxelles, les Américains ont accepté de poursuivre les négociations avec les Européens. Des ministres américains viendront à Bruxelles les 10 et 11 octobre pour tenter une percée sur le volet agricole des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round.

BRUXELLES (Communauté européenne)

de notre correspondant

Les négociations américano-européennes portent à la fois sur le volet agricole de l'Uruguay Round et sur le volet des services. Les Américains ont accepté de poursuivre les négociations avec les Européens. Des ministres américains viendront à Bruxelles les 10 et 11 octobre pour tenter une percée sur le volet agricole des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round.

de notre correspondant

La France se montre sceptique alors que les États-Unis ont augmenté massivement pendant l'été leurs subventions à l'exportation de céréales. Et la fronde des agriculteurs contre la PAC n'incite pas le gouvernement à s'indigner devant les revendications américaines. Bref, l'annonce d'un accord agricole transatlantique le 12 octobre constituerait une surprise.

modifie, la production des Douze étant alors ramenée de 13 millions à environ 7 millions de tonnes. La font valoir que les primes dont bénéficient les exploitants communautaires les incitent à développer leur production et affectent la concession accordée par la CEE aux exportateurs de soja américains (aucune taxe à l'importation dans la Communauté) au début de la politique agricole commune (PAC).

Menaces et impasse

Les instances du JATT leur ont fait raison. Les instances de Washington ont alors annoncé des mesures de réduction commerciales contre la CEE si elles n'obtiennent pas satisfaction. Les menaces visent notamment les exportations françaises de vins, de fromages et de cognac. Le Communauté, conformément aux procédures du JATT, a accepté de négocier avec ses fournisseurs d'oléagineux (États-Unis, mais aussi Brésil, Argentine, Pologne) afin de compenser le préjudice qu'ils sont supposés avoir subi. Ces pourparlers n'ont rien donné.

Que faire pour sortir de l'impasse ? Les Américains ont suggéré un nouvel arbitrage, étant entendu que les deux parties accepteraient par avance de se soumettre à sa conclusion. La Communauté a refusé en se disant qu'elle poursuivait les négociations, ce que les Américains ont accepté lors de la réunion du JATT du

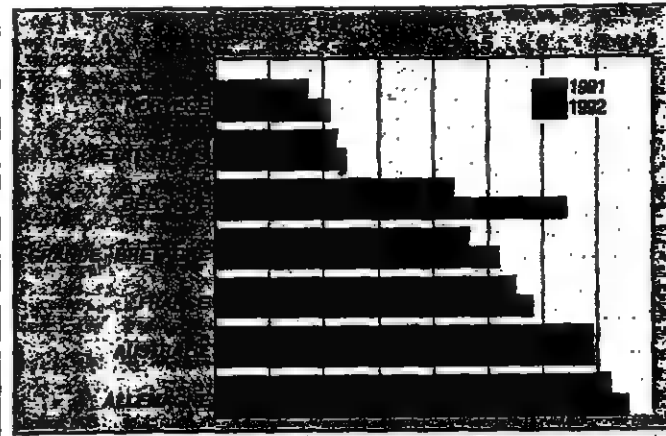
1^{er} octobre. Pourquoi cette modération ? Le décalage d'une semaine commerciale est loin de faire l'unité entre l'Amérique et l'Europe. Et, surtout, la priorité de l'administration américaine semble être de conclure l'Uruguay Round, avec l'espoir qu'un tel succès redonne le blason du candidat George Bush à un mois de l'élection présidentielle.

Les négociations américaines et celles de la CEE ont regroupé les douanes, ceux de l'Uruguay Round et celui du soja. Mais les États-Unis sont-ils en position de soumettre à un accord d'équilibre ? Sur l'Uruguay Round, ils cherchent à obtenir que la CEE s'engage à limiter le volume de ses exportations subventionnées de céréales. C'est une perspective que les Français n'envisagent qu'avec une extrême réticence, d'autant plus que, jusqu'à présent, Washington a opposé une fin de non-recevoir aux contreparties qui étaient réclamées par la Communauté pour tenter de mettre sur pied un tel accord.

La France se montre sceptique alors que les États-Unis ont augmenté massivement pendant l'été leurs subventions à l'exportation de céréales. Et la fronde des agriculteurs contre la PAC n'incite pas le gouvernement à s'indigner devant les revendications américaines. Bref, l'annonce d'un accord agricole transatlantique le 12 octobre constituerait une surprise.

PHILIPPE LEMAITRE

L'eau de plus en plus chère dans les pays occidentaux



L'eau devient de plus en plus chère en France. Son prix a augmenté de 5,7 % cette année par rapport à 1991, selon l'enquête publiée par National Utility Services (NUS), une société américaine de conseil spécialisée dans les prix de l'énergie. Le rapport de NUS, qui porte sur un échantillon de gros consommateurs d'eau (plus de 10 000 mètres cubes par an) dans douze pays occidentaux, place la France au quatrième rang avec un prix moyen de 5,79 francs le mètre cube. Seuls trois pays font payer leur eau plus cher : l'Allemagne, l'Autriche (7,62 francs), l'Australie, et la Belgique. À l'autre extrémité figurent les États-Unis, la Norvège et le Canada (1,86 franc).

En France, toutes les villes ne sont pas logées à la même enseigne. Si à Paris, note NUS, les prix restent modérés — en dépit d'une hausse de 10 % en 1991 —, Lyon, Lille et Marseille pratiquent des tarifs nettement supérieurs. Leur augmentation reflète pour partie la hausse des coûts d'assainissement et de certaines taxes liées à la lutte antipollution.

Au lendemain de la polémique entre la Bundesbank et la Banque d'Angleterre

La livre sterling est toujours attaquée

La livre sterling a baissé de nouveau, jeudi 1^{er} octobre, à la suite des rebondissements de la polémique entre la Bundesbank et la Banque d'Angleterre. Le 2 octobre, la livre a baissé de 1,4 % à 166,45 contre le dollar. Le 3 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 164,45. Le 4 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 162,45. Le 5 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 160,45. Le 6 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 158,45. Le 7 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 156,45. Le 8 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 154,45. Le 9 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 152,45. Le 10 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 150,45. Le 11 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 148,45. Le 12 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 146,45. Le 13 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 144,45. Le 14 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 142,45. Le 15 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 140,45. Le 16 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 138,45. Le 17 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 136,45. Le 18 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 134,45. Le 19 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 132,45. Le 20 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 130,45. Le 21 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 128,45. Le 22 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 126,45. Le 23 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 124,45. Le 24 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 122,45. Le 25 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 120,45. Le 26 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 118,45. Le 27 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 116,45. Le 28 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 114,45. Le 29 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 112,45. Le 30 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 110,45. Le 31 octobre, elle a baissé de 1,4 % à 108,45.

Le premier ministre britannique, M. John Major, a réaffirmé jeudi sa confiance à l'égard de la livre. M. Major a déclaré que la livre resterait en dehors du SME pendant une durée indéterminée, la décision devant rester indépendante de la ratification par le Parlement du traité de Maastricht. M. Major a également laissé entendre que le prochain budget pourrait contenir des augmentations d'impôt. « Clément, maintenant que le taux de change est à un niveau plus faible, il nous faudra maintenir une politique fiscale stricte », a-t-il affirmé à la BBC.

Fixé à 14,3 milliards de francs

Le budget de l'audiovisuel public augmente de 10,4 % en 1993

Après moutis batailles contre les coupe-coupe de la direction du budget, M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'État à la communication, peut aujourd'hui faire état d'un budget en hausse de 10,4 % pour l'audiovisuel public et d'une reconduction des aides à la presse à un niveau légèrement supérieur à l'inflation.

Le budget de l'audiovisuel public passera de 12,9 milliards de francs en 1992 à 14,3 milliards de francs en 1993, soit 10,4 % d'augmentation. Cette hausse doit cependant être nuancée : tous les fonds ne viennent pas de la poche du contribuable. Le budget de l'audiovisuel inclut dans ses prévisions les recettes publicitaires et de parrainage des chaînes et des gains de productivité. Cela précisé, les ressources en provenance du contribuable augmentent de 804 millions de francs, soit une hausse de 8 % par rapport à 1992. Cette hausse sera financée en grande partie par la redevance, qui s'accroît de 4,5 %. La taxe acquittée par les possesseurs d'un téléviseur noir et blanc sera portée à 390 francs et celle des récepteurs couleur à 606 francs. Le produit net de la redevance devrait atteindre 8,7 milliards de francs, soit une hausse de 141 millions seulement, compte tenu du raccourcissement des délais de paiement organisé en 1992.

Un cercle d'affectations de dépenses

Les concours budgétaires de l'État sont aussi en hausse, de 663 millions (+ 48,2 %). Cet excédent destiné à financer la diffusion d'ARTE sur le réseau de France-Cinéma recorde cependant le milliard de francs exceptionnel qui avait été accordé à France 2 et France 3 l'an dernier.

La publicité et le parrainage devraient procurer un financement global de 2,87 milliards de francs aux chaînes publiques (sauf ARTE qui reste interdite de publicité), soit un surcroît de recettes de 501 millions par rapport au budget de 1992. Compte tenu d'un excédent d'environ 300 millions réalisés en 1992 par la règle France Europe, l'objectif de résultat n'est plus que d'environ 200 millions supplémentaires en 1993.

Curieusement, le budget de l'audiovisuel règle également les dépenses des chaînes. Alors que les entreprises publiques du secteur industriel ou bancaire se voient fixer des objectifs pluri-annuels et sont soumises à la loi de gestion de leurs dotations, les chaînes publiques de télévision sont enfermées dans un cercle d'affectations de dépenses. En 1993, elles devront donc affecter leurs moyens supplémentaires aux programmes à hauteur de 973 millions, aux frais de diffusion (153 millions), au patrimoine (66 millions) et aux nouvelles technologies (124 millions).

Quant aux subventions à la presse écrite, elles progressent dans le budget 1993 de 3,39 %, pour s'établir à 812,4 millions de francs. Les aides à la presse sont financées à l'étranger par un montant de 38,4 à 39,3 millions de francs, les abonnements des administrations à l'Agence France Presse (AFP) passent de 515,8 à 534,9 millions de francs, le Fonds d'aide aux quotidiens à faibles ressources publicitaires sera doté de 5 millions de plus pour atteindre 181 millions de francs, les aides au transport ferroviaire seront augmentées de 173,4 à 178,3 millions de francs et l'allègement des frais de téléphone atteindra 38,1 millions contre 37,5 millions de francs en 1992.

Y. M.

Chargé d'une mission par M. Bianco

Le collège des experts se prononce implicitement pour une voie nouvelle du TGV Méditerranée

Le collège des huit experts chargé le 2 juin par le ministre de l'équipement, M. Jean-Louis Bianco, d'une mission d'expertise... et de préparation, à l'enquête publique sur le projet de TGV Méditerranée, a présenté ses conclusions, mercredi 30 septembre à Marseille, au comité de suivi des élus et des associations des cinq départements concernés. Il retient principalement une alternative : l'aménagement des voies existantes ou la construction d'une ligne totalement nouvelle. Sans faire de choix entre ces deux solutions, il se prononce implicitement pour la seconde, celle retenue par la SNCF (projet Quercien), qui est soumise à l'enquête publique organisée du 8 octobre à fin novembre.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

La mission du collège consistait essentiellement à : examiner les études réalisées par la SNCF sur le projet Quercien et sur un éventuel prolongement du TGV dans le Var et les Alpes-Maritimes. Au terme de quatre mois de travaux, il est arrivé à la conclusion qu'il fallait choisir entre deux systèmes extrêmes : soit améliorer les voies

actuelles, soit créer une ligne nouvelle à grande vitesse. Chacun ayant ses avantages et ses inconvénients. Une ligne nouvelle à grande vitesse, a montré que les lignes existantes n'étaient pas saturées et qu'il serait donc possible de les utiliser en améliorant leurs performances pour une dépense limitée (entre 500 millions et 1 milliard de francs). Mais, notent les experts, « le gain de temps serait toutefois minime (au mieux une dizaine de minutes au lieu d'une heure avec le projet TGV), avec des risques d'engorgement progressif (...) et une fragilité accrue du réseau aux incidents d'exploitation. Le gain, en trafic, ajoutés-là, sera également faible et les nuisances sonores et le confort ferroviaire sensiblement accentués ».

Un taux de rentabilité inférieur aux prévisions

Le choix du scénario opposé, celui d'une ligne nouvelle en site propre « implique des dépenses beaucoup plus élevées (entre 26 et 28 milliards de francs, matériel compris) mais permet, effectivement, de rouler à très grande vitesse sur toute la parcours. Le temps gagné est très important, le trafic très sensiblement plus élevé et les recettes aussi. Un large développement des trains régionaux devient possible. Les faibles coûts ferroviaires libèrent sur les voies existantes permettent une véritable diversification et une nouvelle organisation du réseau SNCF pour

une période longue ». Les experts craignent, au demeurant, que le taux de rentabilité interne, pourtant tant un objectif que des prévisions.

Dans ce cas, ils estiment non souhaitable que les collectivités locales soient sollicitées, car elles doivent réserver leurs ressources au développement, nécessaire, des transports régionaux. Ils soulignent, enfin, le réexamen de l'emplacement des gares au fonction de critères précis, une réflexion cohérente sur l'aménagement des régions concernées, un effort « important » en vue de réduire le bruit à la source et une indemnisation plus généreuse.

Les réactions des associations ont été très mitigées. Pour Farsud, « le travail des experts a été utile car il a montré les graves défauts du projet actuel. Nous sommes pour un TGV conditionnel, aujourd'hui, les conditions ne sont pas réunies, notamment en termes d'aménagement et de connexion au réseau classique ». L'Union juridique Rhône-Méditerranée estime, pour sa part, que « la phase de transparence a permis d'ouvrir quelques petites fenêtres mais qu'elle est très loin d'avoir fait le fond de la question essentielle ». Elle demande, en conséquence, que « l'ouverture l'enquête publique soit repoussée d'au moins trois mois ».

GUY PORTE

RÉPUBLIQUE DU GHANA - VOLTA RIVER AUTHORITY PROJET D'EXTENSION DU RÉSEAU ÉLECTRIQUE DE LA RÉGION UPPER WEST DU GHANA

TECHIMAN - WA

Cet avis d'appel d'offres est lancé par la Volta River Authority (VRA) pour la construction d'une ligne de transport de 181 kV en vue de l'extension du réseau électrique de Techiman à Wa dans la région Upper West du Ghana.

Le financement du projet a été demandé à la Caisse centrale de coopération économique, France. VRA lance un appel d'offres auprès d'entreprises renommées et expérimentées du Ghana ou de la zone franc pour la construction et la garantie des travaux ci-dessous décrits :

- Ligne de transport longue de 181 kV de Techiman à Tselima (près de Bui).
- Ligne de transport légère de 181 kV de Tselima à Wa.
- Sous-station de 34,5 kV/11 kV à Wa.
- Réseau de distribution à Bole et Savie.

Les documents d'appel d'offres pour le contrat sont disponibles à partir du 30-09-92. Les dossiers d'offres devront être présentés pour le 9-11-92.

Les entreprises désireuses de soumissionner pour ce marché peuvent se procurer les documents d'appel d'offres en écrivant à l'adresse suivante (les dossiers devront inclure un chèque certifié de 100 dollars) :

VOLTA RIVER AUTHORITY - Director : engineering, design and construction P.O. BOX M.77 - ACCRA, GHANA

OU VOLTA RIVER AUTHORITY - C/O Embassy of the Republic of Ghana, 8, villa Sidi, 75116 Paris, France

M.A.C. ADDO - DIRECTOR, ORG. SERVICES

مركزا من رصاص

ÉCONOMIE

Le prix social de l'Europe

Suite de la première page
Après l'accord conclu en juillet sur les modalités pour mettre en œuvre l'échelle mobile (ce qui devrait conduire à ne faire évoluer les salaires qu'en fonction de l'évolution prévisionnelle des prix), l'Italie opte pour une politique renforcée (le Monde du 19 septembre). Le plan prévoit qu'au-delà d'un revenu annuel de 40 millions de lires (près de 10 millions de francs), un ménage ne pourra plus bénéficier de la gratuité de la plupart des médicaments; il porte progressivement l'âge de la retraite (de cinquante-cinq à soixante ans pour les femmes); accélère la revalorisation des pensions, dégrève le «gel» des fonctionnaires et bloque les dépenses budgétaires.

Ce plan, qui contient aussi des taxes sur les entreprises et les signes extérieurs de richesse, doit réduire de 93 000 milliards de lires (19 milliards de francs) le déficit budgétaire en 1993. En dépit des réformes des syndicats, qui brandissent la menace d'une grève générale, M. Amato ne voit pas d'autre issue, surtout que le prix fort du pétrole et des sacrifices douloureux pour redonner du crédit à l'économie.

La Suède, dans le sillage de l'Italie, a elle aussi opté pour la rigueur, mais dans un cadre moins conflictuel. Fruit d'un accord conclu le 30 septembre entre le gouvernement conservateur et l'opposition social-démocrate, le programme de réduction des dépenses publiques vise à économiser 45 milliards de couronnes (11 milliards de francs) d'ici 1997. Les retraites, les bourses d'études et les allocations familiales ne seront pas augmentées, les dépenses au logement réduites, l'âge de départ à la retraite sera porté de cinquante-cinq à soixante ans et les congés payés amputés de deux jours. Le relèvement de certains impôts incitera pourtant de renforcer la lutte contre le chômage. M. Carl Bildt, chef du gouvernement, juge cependant que son pays a fait un effort pour sauver le bien-être.

«Une année de grande rigueur»
Pour sa part, le gouvernement socialiste de M. Felipe Gonzalez n'a pu convaincre les syndicats d'adhérer à un «pacte social» ni de bloquer l'objectif annuel du budget d'austérité qui sera d'ici présenté au Parlement l'Espagne en conformité avec les critères de convergence européens. Après la révision du plan des allocations-chômage, les salaires des fonctionnaires seront bloqués. En Grèce, la réforme des retraites et la réorganisation de la fonction publique ont été adoptées par les syndicats, alors que le gouvernement portugalais prévoit que 1993 sera «une année de grande rigueur».

Quant à la Belgique, elle ne s'attend pas à réduire les allocations d'assurance-chômage et à

ramener de 6% aujourd'hui à 3% en 1993 le déficit des administrations publiques. En Grande-Bretagne, M. John Major poursuit le démantèlement du Welfare State engagé par M. Margaret Thatcher, qu'il juge de la santé ou des programmes d'assistance aux plus démunis.

L'Allemagne n'est pas non plus à l'abri. Le financement de son unification ne peut être assuré par la croissance. Le gouvernement fédéral a persuadé le parlement et le Land de limiter à 1% le rythme annuel de leurs dépenses. Parallèlement, il a réduit les prestations de 11,4 milliards de deutschemarks (environ 3 milliards de francs) par an à partir de 1991. Outre-Rhin, on parle aussi de «pacte de solidarité» et certains envisagent un emprunt obligatoire pour assurer une partie des transferts sociaux.

De plus, la «mise en compétitivité» de l'Europe, thème d'autant plus d'actualité que l'intervention d'un comité de gestion économique mondiale - en constitue pas, malgré les sacrifices qu'elle exige, un démantèlement complet de l'état-providence. Comparé à d'autres, le système européen de protection sociale est en effet en état de cause l'un des plus favorables.

Néanmoins, un tel ajustement suscite des tensions sociales insupportables d'incompréhension, voire d'hostilité, d'une partie de l'opinion à l'égard de la communauté européenne. Une menace qu'il n'est désormais plus possible de décaler après le résultat étié du référendum français du 20 septembre survenu après le danois opposé en juin.

L'Union pour autant accuser l'Europe de tous les maux? Si la convergence des politiques économiques impose des choix difficiles, la nécessité de résorber les déficits des États sociaux ne date pas des accords de Maastricht. «Tout le monde sait que, tôt ou tard, il faudra passer par là, estime un expert de l'OCDE. Maastricht ne fait qu'inscrire sur blanc l'impératif de réduction des dépenses publiques qui pèsent sur la compétitivité de l'économie de la Communauté».

Plus qu'une prise conscience, il faut d'union européenne serait donc un coup d'accélérateur. Il inciterait les Douze, et ceux qui, comme la Suède, souhaitent s'y joindre, à s'adapter plus rapidement à la nouvelle donne économique, marquée par le ralentissement de la croissance et, surtout, l'intensification de la concurrence.

«Le partage des sacrifices»
En outre, les manifestations d'hostilité contre le plan Ales ou le budget espagnol portent davantage sur «le partage des sacrifices» - c'est-à-dire la répartition des efforts entre catégories sociales - que sur la nécessité d'adopter les mesures nécessaires. Toutefois, si les syndicats italiens reconnaissent que le pays «vit au-dessus de ses moyens», ils restent très réticents à l'égard des propositions de réduction de dépenses. Ils craignent le mécontentement d'une partie de leur base. Le même côté, la Confédération européenne des syndicats (CES) insiste sur «les politiques de convergence» et l'absence de référence, par exemple, à des critères tels que le niveau d'emploi.

La France? Hormis la révision du plan des allocations-chômage, décidée en juillet par le patronat et les syndicats, les régimes sociaux ont été plutôt épargnés. Les sociaux-démocrates ont même les prévisions sociales (en juillet 1991, la déduction d'assurance-maladie a été réduite de 0,9 point). Alors que les gouvernements successifs n'ont jamais évité d'être accusés de réformer les retraites et de réaliser les dépenses de santé, aucun pays n'a suivi. Certes, la France peut se targuer d'avoir contenu, en valeur relative, le besoin de financement de ses administrations publiques et de maîtriser l'évolution des prix comme des rémunérations. Mais que le déficit cumulé de la Sécurité sociale entre 1980 et 1990 ait été de 270 000 milliards de francs, ce qu'il faudra bien le réviser dans les mois qui viennent.

Le moment venu, le gouvernement en place s'en tiendra peut-être aux bonnes vieilles recettes en augmentant les cotisations ou la contribution sociale généralisée (CSG). A l'exemple de l'Allemagne, il ne franchira pas le pas de la réduction des dépenses de santé en cherchant à limiter la mise au point de médicaments de maîtrise des dépenses de santé.

JEAN-MICHEL NORMAND

LE TÉLÉTHON: DE NOUVELLES PERSPECTIVES MÉDICALES ET SCIENTIFIQUES

En soutien de la recherche et de la médecine, l'AFM, grâce au TÉLÉTHON, ses 1 000 000 de donateurs, poursuit sa mission d'investisseur et consolide ainsi l'appareil scientifique et médico-social déployé par elle depuis quelques années.

Placés sous l'égide d'un Conseil Scientifique et d'un Comité Financier, les investissements de l'AFM sont régis par :

- une logique d'action en harmonie avec les pouvoirs publics ou para-publics et la communauté scientifique;
- un principe de gestion rigoureuse et transparente, et le contrôle du commissaire aux comptes.

De 1987 à 1991 l'AFM a engagé 1 022,70 MF dans la recherche scientifique, médico-sociale et médicale, a financé 1 000 programmes de recherches, 500 aides aux études d'étudiants en médecine de haut niveau.

En particulier, l'AFM finance dans sa totalité le laboratoire GÉNETHON, premier centre de recherche génétique en Europe qu'elle a créée en 1990 en collaboration avec le CEPH - Centre d'Etude sur le Polymorphisme Humain, présidé par le professeur Jean Dausset, prix Nobel de Médecine.

Aujourd'hui les premiers résultats sont là.

Une équipe de chercheurs du GÉNETHON, dirigée par le professeur Daniel COHEN, a mis au point, qualifiée de spectaculaire par la communauté scientifique internationale, dans le décryptage du génome humain, réalisés par 10 fois le temps nécessaire pour découvrir les gènes responsables d'environ 3 000 maladies génétiques.

L'établissement de la cartographie du génome humain qui approche de son terme, grâce au GÉNETHON, va accélérer considérablement la découverte de l'origine des maladies aujourd'hui incurables, et l'arrivée des thérapies.



LES COMPTES DE L'AFM

En 1991, le total des ressources de l'AFM s'est élevé à 292,1 MF dont :

- Téléthon : 241,7 MF (en baisse de 21% par rapport à 1990)
- Activité associative : 17,2 MF (ressources hors Téléthon)
- Produits financiers : 33,2 MF (placements provenant des provisions affectées aux actions de recherche, mais non affectées dépenses)

Après d'une part l'affectation des fonds collectés à la recherche (186,4 MF), à l'investissement (5,6 MF), et d'autre part la déduction des frais d'animation des manifestations associatives (22 MF) et des charges totales de l'AFM (30,8 MF) l'exercice clos au 31 décembre 1991 se solde par un bénéfice de 47,3 MF. Celui-ci sert à financer les investissements de l'exercice 1992 et à assurer la trésorerie de l'AFM en attendant le prochain Téléthon.

Le rapport de gestion 1991 de l'AFM est à disposition et peut être envoyé sur simple demande à : AFM, 1 rue de Valenciennes, BP 59, 59000 Lille Cedex.

Sur fond d'agitation sociale L'Italie fait une demande d'emprunt à la CEE

La présentation par le gouvernement italien du projet de budget pour 1993, jeudi 1^{er} octobre (le Monde du 2 octobre), s'est accompagnée de la demande d'un crédit à la CEE. Cet emprunt (le moyen terme - mais le montant n'est pas connu, mais il est déclaré «substantiel») par les autorités italiennes - est une suite à la demande de paiements et sera consenti en échange de la réduction des déficits économiques précis pour

la présentation du budget et la demande d'emprunt à la Communauté européenne ont été faites dans un climat social très agité. C'est lundi 5 septembre que les syndicats ont prononcé sur la détermination d'une grève générale. En attendant, les grèves et manifestations sectorielles ont eu lieu dans plusieurs régions. Vendredi 2 octobre, les employés de la fonction publique devaient manifester à Rome.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 1^{er} octobre 1992 :

- N° 92-1055 du 28 septembre 1992 modifiant le décret n° 1237 du 21 février 1992 relatif aux modalités de répartition des ressources du Fonds national de répartition de la fonction professionnelle; DES ARRÊTÉS
- du 31 septembre 1992 relatif aux péages autoroutiers;
- du 30 septembre 1992 relatif aux prix de vente du combustible vendu à partir des réseaux publics de distribution;
- du 31 septembre 1992 relatif aux élections des conseils de métiers.

Est publié au Journal officiel du vendredi 1^{er} octobre 1992 :

- du 18 septembre 1992 relatif à l'emploi de fluides et refroidissement frigorifiques

avec les al

FRANÇOISE NIÉTO

La Suède réduit les charges patronales et raccourcit les congés payés

STOCKHOLM

de notre correspondant
L'accord «historique» conclu le 20 septembre dernier entre le gouvernement social-démocrate, qui devait réduire les dépenses de la couronne, surprenait par son caractère exemplaire. Il n'avait cependant pas réussi à calmer la nervosité des marchés ni à convaincre les industriels. La banque centrale, de son côté, avait fait redescendre son taux directeur de 500 points, affirmant que sans cette mesure, le pays ne pouvait espérer sortir de la crise.

Les négociations financières n'ont pas moins de nouveau saisi par la couronne ont repris de plus belle, mais que des respectables demandaient une réduction de 10% des charges patronales - actuellement de 34,8% - affirmant que sans cela, le pays ne pouvait espérer sortir de la crise.

Mardi 22 septembre, les négociations reprenaient entre le gouvernement et les sociaux-démocrates de la banque centrale, M. Dennis, qui voulait annoncer aux marchés dès l'ouverture le lendemain un plan de rigueur renforcé, qui fut fait.

Le nouveau plan entrera en

vigueur le 1^{er} janvier 1993. Il prévoit une réduction des charges patronales de 4,3 points sur les 34,8% obligatoires actuels (cette mesure a été exigée par le gouvernement de la banque centrale lui-même), deux jours de congés payés en moins sur les vingt-cinq jours légaux. Tout cela devrait réduire de 3% les coûts des entreprises.

D'autre part, pour financer les quelque 10 milliards de francs d'aggravation du déficit budgétaire que les sociaux-démocrates représentent, le taux de la TVA sur l'alcool augmentera de 18% à 21%, ce qui que le taux général de 23% sera ramené à 20%. Concernant enfin l'impôt sur le revenu, l'impôt à la base sera réduit de 2 500 couronnes.

Le leader social-démocrate, M. Ingvar Carlsson, a déclaré par sa loi d'avoir mis genou à terre devant le capitalisme, mais justifié un décalage qui ne valait perdre deux jours de congés payés plutôt que de voir augmenter le chômage. Le patronat a accueilli avec satisfaction les mesures qu'il réclamait depuis longtemps. Quant à la banque centrale, elle a pu, mercredi 20, ramener le taux d'indépendance du crédit monétaire de 40% à 34%, sans que la couronne soit attaquée.

Le Monde L'IMMOBILIER

3^e arrdt
MARAIIS N° ST-PAUL
35, av. Chateaufort
P. 1000 000 F - 44-78-86-81

7^e arrdt
CHAMP-DE-MARS
35, av. Chateaufort
P. 1000 000 F - 44-78-86-81

11^e arrdt
METRO PERE-LACHAISE
P. 1000 000 F - 44-78-86-81

15^e arrdt
BOIS DE BOULOGNE
P. 1000 000 F - 44-78-86-81

16^e arrdt
BOIS DE BOULOGNE
P. 1000 000 F - 44-78-86-81

17^e arrdt
BOIS DE BOULOGNE
P. 1000 000 F - 44-78-86-81

L'AGENDA

Cours
ELIÈRE HEC
Tous les jours, de 8h à 18h
Tél : 42-71-30-07

Échanges
Échange de matériel
Tél : 42-71-30-07

garages
SOCIÉTÉ NOUVELLE
Tél : 42-71-30-07

Vacances
tourisme
loisirs
Tél : 42-71-30-07

ASSOCIATIONS

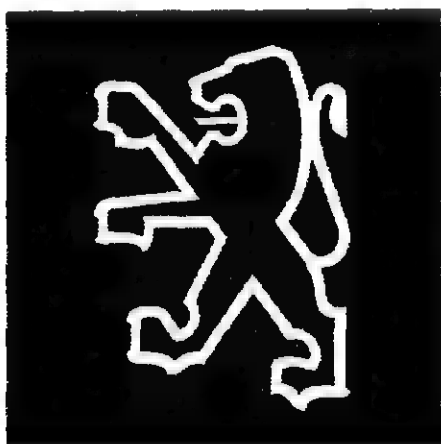
Appel
VOYAGEANT EN EUROPE
Tél : 42-71-30-07

Séminaire
LEADER DE CORSE
Tél : 42-71-30-07

JAPONAIS
COURS D'ARABE
Tél : 42-71-30-07

Cours
COURS DE YIDDISH
Tél : 42-71-30-07

LES PEUGEOT VERTES COUTENT 2 000 F TTC* DE MOINS.



QUELLE QUE SOIT LEUR COULEUR...

De nouvelles normes d'émission
s'appliquent au 1^{er} Janvier 1993.
Dès maintenant PEUGEOT
vous propose des voitures particulières
avec pot catalytique sur
tous les modèles essence
de moins de 2 litres :
106, 205, 309, 405, 605.
Et vous fait profiter de la réduction
de 2000 F TTC* accordée par l'Etat
pour l'achat d'un véhicule neuf
"nouvelles normes"
avant le 31 Décembre 1992.

* Déduction pour les véhicules neufs particuliers de moins de 2 litres, immatriculés définitivement avant le 31 octobre 1992 et applicable sur le prix tarif en vigueur à la date de la commande du véhicule.



ÉCONOMIE

A la suite d'un conflit entre les ministères de l'industrie et du budget

L'Institut français du pétrole attend un président

Le conseil d'administration de l'Institut français du pétrole (IFP), qui devait se réunir vendredi 2 octobre et désigner un nouveau président, a été reporté sine die faute d'un consensus.

Il fait maintenant cinq ans que l'IFP et ses 1 000 salariés attendent la nomination d'un successeur à M. Jean Mée qui, gérant la limite d'âge, a quitté son poste en avril dernier. Non pas que les candidats fassent défaut. Plusieurs de spécialistes de l'énergie avaient été proposés au printemps. L'institut bénéficie d'un prestige. C'est d'un budget de 1,5 milliard de francs

alimenté en grande partie par une taxe sur les carburants, il constitue, dans le secteur de l'énergie, un établissement de recherche fondamentale et appliquée unique au monde et un centre de formation très apprécié.

Le gouvernement ne souhaitait pas brusquer son choix. La gestion de l'IFP étant statutairement assurée par le directeur général - M. Pierre Jacquard actuellement - la présidence de l'IFP est une partie honorifique. Mais un lot de consolation idéal pour un haut d'entreprise nationalisée. Le mandat n'aurait pas été reconduit lors du dernier « round », en juin.

que : témoigner qu'aux yeux des pouvoirs publics l'ex-patron de Bull n'avait pas démerité.

L'affaire paraissait entendue jusqu'à ce que M. Michel Charasse décide de quitter le gouvernement pour le Sénat. Le ministre du budget étant démissionnaire, son directeur, Philippe Calviat, se cherchait un point de chute. Il pensait l'avoir trouvé au Crédit lyonnais l'un des directeurs. M. François Lagrange, est disposé à céder son poste en échange de la présidence de l'IFP.

Depuis, chacun des deux ministères défend mordicus son poulain. La situation est bloquée alors que le futur président de l'IFP doit, entre autres, être signé par les ministres du budget et de l'industrie. Maignon devra trancher.

JEAN-PIERRE TUQUOI

TRANSPORTS

En dépit de l'embargo américain

Boeing négocie la vente d'avions commerciaux à l'Iran

Boeing, premier constructeur aéronautique mondial, négocie la vente d'avions civils à l'Iran Air pour un montant qui pourrait atteindre un milliard de dollars. Les discussions portent sur la vente de Boeing 737-400, plus quatre options. Ces bi-réacteurs seraient équipés de moteurs CFM-56 fabriqués à parts égales par General Electric et le motoriste français Snecma. Toutefois, cette vente est suspendue à l'approbation de l'administration américaine qui s'oppose à l'exportation d'armes à l'Iran en vertu des sanctions.

Enfin le New York Times du 30 septembre, le constructeur aéronautique américain a annoncé de négociations avec l'Iran sur ces avions, ce qui confirme la tenue de négociations. Le constructeur européen, Airbus Industrie, avait annoncé en avril la vente de deux A300-600 à l'Iran Air pour un montant estimé à 120 millions de dollars. Cette vente avait été momentanément retardée par l'absence de l'autorisation de l'administration américaine, car les deux appareils seraient équipés de moteurs fabriqués par General Electric.

M. Francis Lorentz était dans ce cas. « Débarqué » sans façon de la présidence de Bull, le conseiller informatique, il se portait candidat à celle de l'IFP. Soutenu par le ministre de l'industrie, sa nomination aurait eu une valeur symbolique.

FINANCES

Une nouvelle victime de la crise de l'immobilier

La banque Worms perd 350 millions au premier semestre

« L'immobilier, toujours l'immobilier », une phrase qui revient depuis plusieurs années comme une rengaine dans la bouche des banquiers pour expliquer leurs difficultés. La banque Worms, filiale à 100 % de l'UAP (Union des assurances de Paris), n'échappe pas à l'avalanche des provisions sur l'immobilier. Elle a fait même partie des plus touchées avec Indosuez et La Hénin (le Monde du 2 octobre).

Elle a enregistré les six premiers mois de l'année par une perte nette de 350 millions de francs, contre un bénéfice de 90 millions de francs au premier semestre de 1991 et après avoir perdu 179 millions de francs sur l'ensemble de l'exercice 1991. Les 7 milliards de francs d'engagements sur l'immobilier (sur un encours total de 10 milliards) ont occasionné des dotations aux provisions de 171 mil-

liards de francs, qui portent le provisionnement total de la banque à 131 milliards de francs. Et la fin de l'année ne devrait pas améliorer la situation. « Les provisions du second semestre seront au minimum de 100 milliards », explique M. Jean-Michel Bloch-Lainé, président de la banque Worms.

L'adversité ne fait que gonfler pour l'UAP. La compagnie d'assurances va devoir recapitaliser la banque dont les fonds propres sont tombés à 1,3 milliard de francs, en dessous des normes réglementaires de solvabilité. Les modalités d'augmentation de capital devraient être arrêtées rapidement si le montant pourrait dépasser les 500 à 700 millions de francs initialement prévus, compte tenu de la dégradation continue de la qualité des encours de la banque.

E. L.

Après l'initiative de la Barclays France

Les banquiers repartent en guerre contre les comptes rémunérés

Après s'être opposés par tous les moyens au lancement par La Poste d'un pseudo-compte rémunéré (le Monde du 28 mars), les banquiers repartent en guerre, cette fois contre la Barclays France. Cet établissement a annoncé lundi 28 septembre le lancement à grand renfort publicitaire d'un « compte Barclays » qui place automatiquement les liquidités au-dessus de 10 000 francs dans un fonds commun de placement immobilier. Un produit directement comparable au « libellé » que La Poste avait lancé sur le marché.

Le combat est d'autant plus rude pour les banques qu'il vient de l'intérieur. M. Jacques Rambosson, président du conseil de la Barclays, est membre du conseil de l'Association française des banques (AFB). Avec un slogan publicitaire intitulé, « Barclays est le compte rémunéré », les banquiers ont tenté de provoquer. Du coup, ils ont fait appel aux pouvoirs publics pour rappeler que la rémunération des dépôts était interdite en France. Sinon, ils auraient dû avoir recours à la réglementation des services.

PRÉCIS DE
FISCALITÉ
DES
ENTREPRISES
1992-93

par
Maurice COZIAN
Professeur à l'Université
de Bourgogne-Ancien
membre du Conseil
des Impôts

424 pages
135 F
(Franco:
160 F)

précis
de
fiscalité
des
entreprises

EXERCICES
DE
FISCALITÉ DES
ENTREPRISES
1992-93

par
Maurice COZIAN
et Martial CHADEFaux
Professeur à
l'Université de Besançon
chargé de cours
à l'ESC Dijon

En vente chez votre libraire ou :

l'itec
27, place Dauphine - 75001 PARIS - 1, rue Soufflot - 75005 PARIS
158, rue Saint-Jacques - 75005 PARIS

ÉCONOMIE

Les prix du pétrole attend un...

Après une semaine de hausse, les prix du pétrole ont continué de grimper...

ANALYSE

La banque Worms perd 850 millions au premier semestre

La banque Worms a enregistré une perte nette de 850 millions de marks au premier semestre...

Les banquiers repartent-ils contre les comptes rendus ?

Les banquiers allemands ont commencé à remettre en question les comptes rendus des entreprises...

Les banquiers allemands ont commencé à remettre en question les comptes rendus des entreprises...



Les Télécommunications «made in Germany» : les meilleures liaisons pour les relations d'affaires par delà les frontières.

Implantés au cœur de l'Europe, Deutsche

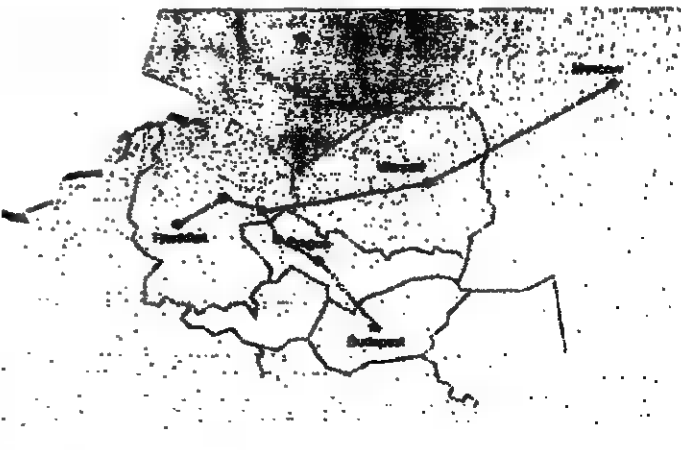
Telekom bénéficie d'une situation géographique exceptionnelle. Notre offre très complète s'étend du réseau de base au système de communication global sur mesure comme, par exemple, un réseau privé d'entreprise. Pour nos clients, nous sommes présents sur les marchés les plus

Paris:Tel.: +33 1 4070-00 00 ... Fax: +33 1 4070-16 51
New York, N.Y.:Tel.: +1 212 541-39 00 ... Fax: +1 212 541-38 99
Chicago, IL:Tel.: +1 312 214-32 14 ... Fax: +1 312 214-32 15
San Francisco, CA:Tel.: +1 415 955-05 12 ... Fax: +1 415 955-05 13
Tokyo:Tel.: +81 3 5213-86 11 ... Fax: +81 3 5213-86 32
London:Tel.: +44 71 287 17 11 ... Fax: +44 71 287 50 99
Paris:Tel.: +33 1 4070-00 00 ... Fax: +33 1 4070-16 51
Bruxelles:Tel.: +32 2 735-65 66 ... Fax: +32 2 735-77 39
Moscow:Tel.: +7 095 236 03 34 ... Fax: +7 095 237 14
Koblenz International Key Account Management.....
.....Tel.: +49 261 1 23 11... Fax: +49 261 3 82 82

importants du monde et assurons la coordination des prestations de toutes les entreprises de télécommunication participant à un projet donné.

Deutsche Telekom est membre des quatre organisations de télécommunication par satellites les plus importantes du monde et il va de soi que nos clients profitent également de nos capacités de transmission par satellites.

Si vous aussi avez besoin de résoudre des problèmes de communication de grande envergure, profitez des relations très haut placées que nous mettons à votre disposition. Si vous voulez en savoir davantage, contactez-nous : nous sommes à votre service !



We tie markets together.

 T-e-l-e-k-o-m

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 2 OCTOBRE

Cours relevés à 13 h 30

Competition	VALEURS	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	%	Competition	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	%	Competition	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	%	Competition	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	%	
Règlement mensuel																					
Competition	VALEURS	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	%	Competition	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	%	Competition	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	%	Competition	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	%	
4730	D.N.E. %	4845	4650	4807	-0.91	Competition	Cours	Prémier	Dernier	%	Competition	Cours	Prémier	Dernier	%	11	Freemagic	27.95	27	27	-2.40
640	D.N.P. %	820	820	820	0.00	VALEURS	Cours	Prémier	Dernier	%	VALEURS	Cours	Prémier	Dernier	%	12	Genor	15.15	15.50	15.85	-1.28
1551	O.Lyon. T.P.	180	175	175	-0.57											13	Gen. Larc	281	270	375.70	-2.72
1551	Remati T.P.	1519	1615		+1.30											14	Gen. Héros	152	154.20	151.80	+1.20
1670	Rhone Prod. T.P.				+1.54											15	Gen. Miro	365	365	365	0.00
1700	St. Louis T.P.	821	821	821	0.00											16	Gen. Miro	365	365	365	0.00
1750	Thomson T.P.	621			+1.54											17	Gen. Miro	365	365	365	0.00
1900	ACOR		555	-2.46	1000											18	Gen. Miro	365	365	365	0.00
245	Alphonse	722	725		-1.25											19	Gen. Miro	365	365	365	0.00
255	Alphonse				-1.25											20	Gen. Miro	365	365	365	0.00
1450	Alphonse		1480	-1.30												21	Gen. Miro	365	365	365	0.00
240	A.L.F.P.	235	244.90	235.10	0.00											22	Gen. Miro	365	365	365	0.00
240	A.L.F.P.	235	244.90	235.10	0.00											23	Gen. Miro	365	365	365	0.00
410	Avin. M. Mide.	105	105		0.00											24	Gen. Miro	365	365	365	0.00
625	Am. des Ch. Mide.		178	-3.88	81											25	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											26	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											27	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											28	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											29	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											30	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											31	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											32	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											33	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											34	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											35	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											36	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											37	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											38	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											39	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											40	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											41	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											42	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											43	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											44	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											45	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											46	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											47	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											48	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											49	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											50	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											51	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											52	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											53	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											54	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											55	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											56	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											57	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											58	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											59	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											60	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											61	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											62	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											63	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											64	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											65	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											66	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											67	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											68	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											69	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											70	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											71	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											72	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											73	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											74	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											75	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											76	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											77	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											78	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											79	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											80	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											81	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											82	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											83	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											84	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											85	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											86	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											87	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											88	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											89	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											90	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											91	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											92	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											93	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											94	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											95	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											96	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00											97	Gen. Miro	365	365	365	0.00
875	Bar-Engels	90			0.00											98	Gen. Miro	365	365	365	0.00
16	Bar-Engels	90			0.00																

COMPTANT (sélection)**SICAV** (sélection)

1/10

VALUES	% du nom.	% du coupon	VALUES	Cours princ.	Dernier cours	VALUES	Cours princ.	Dernier cours	VALUES	Cours princ.	Dernier cours	VALUES	Emission franc ind.	Racheter net	VALUES	Emission franc ind.	Racheter net	VALUES	Emission franc ind.	Racheter net
Obligations			CITRAM (R)	2680		Patel China			Actica	178 88	174 08	France Obligat.	478 54		Pont Gazon	67953 73	67953 73	Actica	178 88	174 08
Emp. Ind. 9.875%			Comptex	481 10		Piper Hardware	1100		Amin-gin	6557 88		France	427 08		Primus Oil	10541 11	10530 28	Amin-gin	6557 88	
10.875% 79/84			Ind. Industriale	3760		Porteur	420		Anglo	278054 42	278054 42	France P.M.	53 81	41 08	Phyco Export	112 87	111 56	Anglo	278054 42	278054 42
Emp. Ind. 12.25% 84			Cop Lyon Alcantara	330	317	Protonic (C)	370		América	584 53	577 21	France P.M.	53 81	41 08	Phyco Export	112 87	111 56	América	584 53	577 21
10.25% nom 86			Comp. Mat. Press	630	618	Rehoboth	546	560	América	584 53	577 21	France P.M.	53 81	41 08	Phyco Export	112 87	111 56	América	584 53	577 21
Emp. Ind. 9.875%			Orléans (G&L)	15 20		Roulette	138	139 20	América	584 53	577 21	France P.M.	53 81	41 08	Phyco Export	112 87	111 56	América	584 53	577 21
FTT 11.125% 85			CL Universal (G&L)	370		Roulette	138	139 20	América	584 53	577 21	France P.M.	53 81	41 08	Phyco Export	112 87	111 56	América	584 53	577 21
10.25% nom 86			Danbury	650		Roulette	138	139 20	América	584 53	577 21	France P.M.	53 81	41 08	Phyco Export	112 87	111 56	América	584 53	577 21
Emp. Ind. 9.875%			Diamond	1740	1740	Roulette	138	139 20	América	584 53	577 21	France P.M.	53 81	41 08	Phyco Export	112 87	111 56	América	584 53	577 21
10.25% nom 86			Diamond	1740	1740	Roulette	138	139 20	América	584 53	577 21	France P.M.	53 81	41 08	Phyco Export	112 87	111 56	América	584 53	577 21
Emp. Ind. 9.875%			Diamond	1740	1740	Roulette	138	139 20	América	584 53	577 21	France P.M.	53 81	41 08	Phyco Export	112 87	111 56	América	584 53	577 21
10.25% nom 86			Diamond	1740	1740	Roulette	138	139 20	América	584 53	577 21	France P.M.	53 81	41 08	Phyco Export	112 87	111 56	América	584 53	577 21
Emp. Ind. 9.875%			Diamond	1740	1740	Roulette	138	139 20	América	584 53	577 21	France P.M.	53 81	41 08	Phyco Export	112 87	111 56	América	584 53	577 21
10.25% nom 86			Diamond	1740	1740	Roulette	138	139 20	América	584 53	577 21	France P.M.	53 81	41 08	Phyco Export	112 87	111 56	América	584 53	577 21
Emp. Ind. 9.875%			Diamond	1740	1740	Roulette	138	139 20	América	584 53	577 21	France P.M.	53 81	41 08	Phyco Export	112 87	111 56	América	584 53	577 21
10.25% nom 86			Diamond	1740	1740	Roulette	138	139 20	América	584 53	577 21	France P.M.	53 81	41 08	Phyco Export	112 87	111 56	América	584 53	577 21
Emp. Ind. 9.875%			Diamond	1740	1740	Roulette	138	139 20	América	584 53	577 21	France P.M.	53 81	41 08	Phyco Export	112 87	111 56	América	584 53	577 21
10.25% nom 86			Diamond	1740	1740	Roulette	138	139 20	América	584 53	577 21	France P.M.	53 81	41 08	Phyco Export	112 87	111 56	América	584 53	577 21
Emp. Ind. 9.875%			Diamond	1740	1740	Roulette	138	139 20	América	584 53	577 21	France P.M.	53 81	41 08	Phyco Export	112 87	111 56	América	584 53	577 21
10.25% nom 86			Diamond	1740	1740	Roulette	138	139 20	América	584 53	577 21	France P.M.	53 81	41 08	Phyco Export	112 87	111 56	América	584 53	577 21

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

Au colloque international organisé à Paris sur la sécurité

M. Béréguoy rappelle que la France n'adhère pas au projet américain de « guerre des étoiles »

Le premier ministre, M. Pierre Béréguoy, a affirmé, jeudi 1^{er} octobre, que la France n'est pas favorable au projet de bouclier spatial antimissiles, élaboré par les Etats-Unis, en prononçant un discours final du colloque international sur « un nouveau monde stratégique », organisé par le ministère de la Défense pendant deux jours à Paris. M. Béréguoy réitérait, en la sorte, l'opposition à un projet que le ministre de la Défense, M. Pierre Joxe, avait manifesté lors d'une visite d'études, en février, au PC américain de la « guerre des étoiles » (le Monde du 13 février).

« Il ne semble pas souhaitable », a expliqué le premier ministre, d'adhérer à un projet de bouclier spatial antimissiles. Certes, le volet « alerte précoce » de ce programme peut paraître intéressant : il pourrait préfigurer un système international de contrôle et de transpa-

à partir de l'espace. Mais, les capacités sont limitées par des aspects techniques, il présente le risque inacceptable de relancer la course aux armements de militariser l'espace, allant ainsi à l'encontre des efforts de désarmement.

Soulignant qu'il s'agit d'appuyer la République des thèmes de son intervention, M. Béréguoy a repris le principe antérieur de M. Joxe sur l'opportunité pour la France de se rapprocher des instances dirigeantes de l'OTAN (le Monde du 30 septembre). Certes, il a souligné que « l'alliance atlantique doit continuer à jouer un rôle majeur ». Mais il a aussi insisté sur le fait que la construction européenne doit se consolider.

Nous avons la volonté, a ajouté M. Béréguoy, d'autres pays, de participer à l'Allemagne, de poursuivre nos efforts de faire de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) l'instrument de la politique de défense de l'Union européenne. Cette évolution n'est pas seulement une nécessité pour nous-mêmes. Elle est un jour déterminé par les pays qui souhaitent rejoindre l'Union européenne et contribuer à la consolidation d'un pôle de stabilité sur notre continent.

Dissuasion européenne

A cette occasion, le premier ministre a évoqué « l'adoption d'une doctrine de dissuasion européenne », qui, dans le temps et le travail. Cependant, a-t-il observé en fait à ce qu'en avait dit dans son discours le ministre de la Défense, « une démarche préalable consisterait sans doute à rapprocher les points de vue des deux puissances nucléaires de la Communauté : la Grande-Bretagne et la France ».

Après avoir estimé que « le

temps est venu de nous ouvrir plus largement le service national à des activités civiles », M. Béréguoy a lancé un appel à la coopération en matière d'armement. « Le monde est tel qu'il est », a-t-il expliqué, d'envisager la constitution d'une véritable industrie européenne d'armement, par le rapprochement de nos industries nationales et la coopération sur des projets d'équipements communs. La France doit donner l'exemple et poursuivre la restructuration de ses industries d'armement, en consolidant celles qui sont vitales pour sa propre sécurité, en rapprochant de partenaires européens celles qui sont en retard de fabrication d'équipements, et enfin en incitant celles qui ont la capacité à diversifier leur production.

Des hélicoptères français pour l'Iran via l'Indonésie. - L'Indonésie a vendu à l'Iran trois hélicoptères Super-Puma construits à Djakarta sous licence française. Selon le ministre indonésien de la Recherche et de la Technologie, la France a donné son accord à cette transaction qui concerne des hélicoptères pour la logistique pétrolière. L'Iran souhaite en acquérir cinq autres. Les Super-Puma font parti d'un lot de vingt-huit hélicoptères du même modèle livrés par le groupe français Adorspatiale au gouvernement indonésien. (IPTN, AFP.)

« M. Mitterrand n'est pas empêché physiquement d'exercer sa fonction »

assure le professeur Debré

Dans un entretien à l'hebdomadaire médical *Impact Médical* (daté 25 septembre), le professeur Bernard Debré, chef du service d'urologie de l'hôpital Cochin, donne des informations relatives à la santé du président de la République. Interrogé sur le fait de savoir si la maladie dont souffre le chef de l'Etat ne le rendrait pas incapable de remplir ses fonctions, le professeur Debré - qui avait assisté le professeur Adolphe Buz au cours de l'intervention chirurgicale subie par M. Mitterrand - répond : « Sur un plan médical, non. C'est un fantasme de la croire. Quand l'opinion de la LH-RH (le traitement hormonal vraisemblablement prescrit au président de la République) en donne seul, il n'y a pas de trouble psychologique majeur en dehors de celui induit par l'annonce du diagnostic. Les seuls troubles connus sont des bouffées de chaleur. Il y a certainement de multiples hommes politiques ou d'Etat dans le monde entier et en France qui ont la même maladie, mais traitée de la même façon et exercent pleinement leur fonction. Cela dit, il ne faut pas perdre de vue l'appréhension de la maladie et la force qu'on a pour l'affronter. Mais François Mitterrand n'est pas empêché physiquement d'exercer sa fonction ».

Selon le professeur Debré, le stade de développement histologique du cancer de la prostate chez M. Mitterrand « est au stade B ». A ce stade, précise-t-il, la moyenne d'espérance de vie est de cinq à six ans.

Les négociations multilatérales israélo-arabes Jérusalem souhaite une « restructuration » des pourparlers de paix

M. Shimon Pérès, le ministre israélien des Affaires étrangères, a proposé, jeudi 1^{er} octobre, à New York, dans un discours prononcé devant l'Assemblée générale des Nations unies, une « restructuration » des négociations multilatérales israélo-arabes. Il a rappelé que les rencontres devaient être étalées sur des périodes plus longues, et que la participation au comité de direction soit élevée au niveau ministériel.

M. Pérès a lancé un vibrant appel pour que « l'année qui vient » apporte la paix entre Israël et les Arabes, que, ensemble, ils puissent construire « un nouveau Moyen-Orient », qui, selon lui, ne peut être par l'Etat hébreu par « la pauvreté ». Finalement, les négociations multilatérales pour lesquelles, les Etats-Unis ont, à son avis, joué un rôle central,

il a donné l'impression que c'est la Jordanie qu'une « paix totale » était possible « dans un proche avenir ».

Le chef de la diplomatie israélienne s'est, d'autre part, réjoui que, pour la première fois depuis quarante-quatre ans, un « dialogue en plein jour » ait eu lieu entre Israël et la Syrie. Il a demandé au président Hafez el-Assad de « revenir de côté » et de « réserver » son rôle à l'avenir. M. Pérès a lancé un vibrant appel pour que « l'année qui vient » apporte la paix entre Israël et les Arabes, que, ensemble, ils puissent construire « un nouveau Moyen-Orient », qui, selon lui, ne peut être par l'Etat hébreu par « la pauvreté ». Finalement, les négociations multilatérales pour lesquelles, les Etats-Unis ont, à son avis, joué un rôle central,

Des milliers de prisonniers de l'Intifada ont entamé une grève de la faim

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Au cinquième jour de la grève de la faim déclenchée par environ un tiers des douze mille Palestiniens détenus dans les camps israéliens, une violente émeute a éclaté, jeudi 1^{er} octobre, à Gaza, devant le quartier général des forces armées. Attaqués à coups de pierres par plusieurs centaines de jeunes Palestiniens qui manifestaient leur solidarité avec les prisonniers, les soldats qui ont la garde de sept cents détenus sur place, ont tiré plusieurs fois, faisant, de source palestinienne, deux blessés légers.

La première des vingt-cinq revendications des prisonniers, réparties dans une vingtaine d'établissements, concerne la formation d'un comité de quartier d'intendance de la prison de Ramle et plus d'une trentaine d'activités seraient interdites. Ceux-ci seraient interdits « de promenade et de prière collective » le vendredi. Le comité de soutien aux prisonniers a appelé à l'aide Jean Paul II, les Nations unies et toutes les organisations internationales afin d'obtenir l'amélioration des conditions d'incarcération : entre autres, abolition de la détention solitaire et mise en place d'un « comité de magistrats indépendants », chargé de surveiller les méthodes d'interrogatoire.

Déclenché, dimanche dernier, dans la prison d'Ashkelon, au sud d'Israël, le mouvement de protestation s'est, depuis lors, étendu à des manifestations de solidarité et aux manifestations de la rue. Les manifestations de la rue de Gaza, qui ont été les plus dures de l'Intifada, la plupart des commerçants de Naplouse, Gaza, Djénine et d'autres villes des territoires occupés ont recommencé, mercredi 1^{er} octobre, à fermer leurs rideaux et à se retirer des militants.

certaines rivalités politiques entre Palestiniens. Curieusement, alors qu'il y a de notoriété publique que la vie des prisonniers de l'Intifada est plutôt moins difficile dans les établissements pénitentiaires traditionnels que dans les camps de détention militaire, les derniers, qui groupent plus de sept mille détenus, n'avaient pas encore été touchés, vendredi, par le mouvement.

De source palestinienne, on expliquait, jeudi, au Monde, que le mouvement avait été lancé par deux organisations opposées aux négociations de paix en cours. Le Fatah de M. Georges Habbache et le FIDP de M. Nayef Hawatmeh. Le Fatah de M. Yasser Arafat, conscient de l'impact populaire de ce mouvement - ces prisonniers sont considérés par l'opinion palestinienne comme des héros - se trouvait contraint de suivre.

PATRICE CLAUDE

Le Qatar ne renouvellera plus son accord avec l'Arabie saoudite. - Le Qatar a annoncé, jeudi 1^{er} octobre, un lendemain d'un incident avec l'Arabie saoudite qui aurait causé la mort de deux ou trois personnes. Le Qatar a déclaré qu'il ne se conformerait à l'accord frontalier de 1965 signé avec Riyad. L'Arabie saoudite a catégoriquement rejeté cette décision, jugeant que l'accord de 1965 était « contraignant pour les deux parties ». Alors que le Qatar a déclaré que le Qatar - une deuxième attaque saoudienne aurait eu lieu jeudi, dans le Qatar, - le Yémen et Oman ont signé à Sanaa un accord sur la délimitation de leurs frontières. - (AFP.)

Depuis 1894
DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
A qualité égale, un prix nettement plus bas.
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-81.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

M. Charles Millon invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Charles Millon, président du UDF, de l'Assemblée nationale, député de l'Ain, est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde » de 18 h 30 à 19 h 30.

Le président de la région Rhône-Alpes qui a fait campagne pour le « oui » au référendum sur l'indépendance répondra aux questions d'André Besson et de Jean-Louis Baudouin du Monde et de Jean-Louis Arzet et d'Isabelle Torre de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marqué.

SOMMAIRE	
DÉBATS	
Afrique : « L'aide est possible », par Rony Bruman ; « Après la libération », par Guy Aurenche.....	2
ÉTRANGER	
La situation politique en Ukraine après le départ du premier ministre.....	3
Tchécoslovaquie : la division de la République bloquée par le Parlement.....	4
Algérie : quatre islamistes ont été tués lors d'insurgences à l'Algérie d'Alger.....	5
Etats-Unis : le retour de M. Ross Perot lors de la campagne pour l'élection présidentielle.....	6
Grande-Bretagne : prochain référendum parlementaire sur la délimitation des frontières.....	8
POLITIQUE	
La succession de M. Alain Poirer à la présidence du Sénat.....	7
M. Delors et la naissance du club Tardieu.....	7
La réunion du bureau exécutif du PS.....	8
Le retour de la gauche : L'ombre d'une mafia insulaire.....	10
SOCIÉTÉ	
M. Béréguoy s'oppose à la destruction du temple de Lotus d'or.....	11
Quelle histoire ! par Claude Sarrazin : « La République ».....	12
CULTURE	
Théâtre : Haus les cours pour les Bas-Fonds ; Les Chansons de l'après-midi.....	13
Musiques : Papa Wemba au New Morning ; M. Jackson ; Mignon, d'Ambroise Thomas, à Compiègne ; Eugène Onéguine, de Tchaïkovski, au Châtelet.....	14
ÉCONOMIE	
Washington presse : Douze d'accepter les concessions agricoles.....	16
La France réduit les charges patronales et recourrit à des congés payés.....	17
L'institut français du pétrole élu président.....	17
Peugeot : une progression de 2,2 % de son chiffre d'affaires.....	20
SANS VISA	
Palermes, la mort en Italie.....	25
Mettray : Saint-Domingue, l'Amérique d'aujourd'hui.....	25
Césars : Vendanges à l'été.....	25
Britanniques de langue.....	25
Services	
Abonnements.....	2
Carnet.....	17
Jeux.....	22
Loto, Tac-o-Tac.....	20
Météorologie.....	22
Philatélie.....	22
Radio-télévision.....	23
Spectacles.....	15
Vidéo d'un chineux.....	22
La télématique du Monde : LEMONDE	
Ce numéro comporte un cahier « Sans visa » 25 à 32	
Le numéro du « Monde » daté vendredi 2 octobre a été tiré à 195 exemplaires.	

Demain dans « le Monde »
Heures locales : les privatisations de M. Carignon
Par étapes successives, le maire de Grenoble s'efforce de transformer sa ville en « collectivité maigre », en concédant à des entreprises privées les services publics. Sur les marchés de l'énergie, cette politique municipale surprend.

« Plume en herbe »
Les enfants de neuf à treize ans, qui ont le plaisir d'écrire peuvent participer à notre concours « Plume en herbe » organisé avec Waterman. Ils trouveront demain dans le Monde un questionnaire et d'écrire leur lettre ainsi que le règlement.

L'Espagne relève ses taux d'intérêt

La banque d'Espagne a relevé, vendredi 2 octobre, à 14 % (contre 13 %) son taux d'intervention. Cette annonce intervient au terme d'une semaine très agitée sur les marchés financiers de Madrid, où la Bourse a fortement chuté, et la peseta a été attaquée au sein du système monétaire européen, alors que le gouvernement présentait son

projet de budget pour 1993. La défiance des opérateurs s'était accrue après l'annonce, mercredi 30 septembre, d'une possible révision en baisse de la note de crédit attribuée par la firme américaine Moody's à la dette de l'Espagne.

La Banque de la Bundesbank, la Banque centrale allemande, a en revanche choisi de maintenir ses directeurs inchangés, alors que certains spécialistes anticipaient une diminution, susceptible d'apaiser les marchés monétaires en Europe.

FOOTBALL : le tirage au sort des équipes pour les coupes européennes (matchs aller le 21 octobre, retour le 4 novembre), vendredi 2 octobre à Genève, l'Olympique de Marseille recevra les Roumains du Dinamo de Bucarest en demi-finale de la Coupe des champions (aller à Bucarest). Espagne dans la Coupe des coupes, Manchester se déplacera chez les Grecs de l'Olympiakos-Le Pirée. En quarts de finale de la Coupe de l'UEFA, Auxerre sera opposé au FC Copenhague (aller au Danemark). Enfin, une qualification contre le PAFK Salonique est confirmée samedi 3 octobre à Zurich, le Paris-Saint-Germain rencontrera Naples (aller en Italie).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

MODE :
ELLES NE PENSENT QUE "TISSUS"
ELLES NE JURENT QUE PAR "RODIN"
Elles disent :
"quand on a fait le tour de Paris, on se rend compte que Rodin est vraiment le « numéro 1 » des tissus sublimes depuis 30F le mètre."
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

SCIENCE&VIE
HIGH TECH
LA 3^e VAGUE DU NUMÉRIQUE :
Photo CD • CD interactif
Mini Disc • CD compacte
Magnétoscope DCC
les baladeurs CD
25 MAGNÉTOSCOPES
les principes
du numérique

CD INTERACTIF IL ARRIVE !
GUIDE D'ACHAT : LES BALADEURS CD
25 MAGNÉTOSCOPES À L'ESSAI
SCIENCE&VIE
HIGH TECH
LE MAGAZINE DE L'IMAGE ET DU SON
A LIRE ABSOLUMENT POUR MIEUX COMPRENDRE LE NUMÉRIQUE

Palermo, 1986. Pirella Göttsche frères Associati

L'Organisation, la Mafia, le
■ ■ ■ ■ ■ ■ **Palerme ■ en révolte,**
Palerme gronde. La ville est
partie en guerre contre ■ ■ ■
hommes du déshonneur»,
comme on ose aujourd'hui
la appeler. ■ ■ ■ Nostra ■ ■ ■
mise hors-la-loi. Pour com-
bien de temps ■

COMME UN MILLION de voiles la lune sur un carré de soie, Palermo s'enhardit à cracher à la face masquée du Cos Nostra, le bienfaiteur, son double, les milliers d'affiches, jusqu'au bout des bastions mafieux de la vieille ville, appellent à la «résistance civile» contre l'Organisation. Une immense manifestation occupe la place du Castelnuevo, face à l'imposant Musée d'art moderne, propose, supplie que ceux qui «vivent» en se libérant de la Mafia, et dans la bande-rolle, Veronica, une étudiante, arrête les passants et brandissent sa pétition.

■ deux hommes qui avaient combattu leur souveraineté sur la ville et sur l'île tout au long des années 50, et qui avaient refusé l'Etat italien cache ■ indifférence, son laxisme chronique sous le crêpe des hommages officiels ■ des pensions de ■ « L'ère-10, Palerme! », avait ■ le Cardinal Salvatore Pappalardo, et le foule ■ les ■ survivants avaient d'abord adressé leur colère ■ hommes politiques, accusés ■ complicité avec Cosa Nostra, puis au ciel, qui avait maudit Palerme.

encore, dans la rue, une affiche à rayer de deux traits libéra-

Devant le 23 bis de ■ Via Notarbartolo, des écolières se recueillent autour d'un arbre planté **■** un massif, dont le tronc ■ recouvre de tous les ex-voto ■ la lassitude. Là, habitait ■ juge Falcone. Les petites filles ■ la présence ■ d'elles de parachutistes en gilet pare-balles qui ■ garde inutile, fusils-mitrailleurs en épis, comme si l'ennemi n'était ■ déjà passé.

banisme de ■ Mafia. La ville étouffe, ■ perdre la ■ de ses palais arabo-hispaniques, ses églises baroques, sous la profusion de tours, d'immeubles modernes dressés précipitamment ou sans respect des ■. Ces affaires-là, ■ au long des vingt dernières années, se ■ souvent montées ■ recours à l'emprunt. Blanchi- ■ d'argent sale. Au mépris ■ l'environnement parfois millénaire, ■ HLM ■ palais ■ Bourbons, per-

mis de construire arraché à la **maison** ou à l'influence. Combien d'hommes sont **allés** pour avoir renoncé, dans l'administration communale ou régionale, aux passe-droits qu'exigeaient les « familles » ? Combien **ont** complices, à tous les niveaux, même au rang de simples locataires ?

**De notre envoyé spécial
Philippe Boggio**
Lire la suite page 29

AU SOMMAIRE



Biarritz, la vague verte.....	p. 26
Genet, « colon » ■ Mettray.....	p. 27
Saint-Domingue, le phare du Grand Amiral.....	p. 28
Pays de Galles, une langue, une région.....	p. 32
Jeux (p. 26) ♦ Table (p. 26)	(p. 31)

Tout en état de désobéissance civile, Veronica a laissé le corps de son père. « Pour lui, il y a encore des choses qui ne se font pas, même pour ma fille. » Sur la place, des voitures passent à toute heure, y a donc des voitures d'« hommes d'honneur », comme l'on appelle ces messieurs de la « famille » sur cette terre des émigrants qu'est la Sicile. « Je les emmerde ! Je suis en guerre ».

Depuis, des milliers de Palermitains se refusent à tenir ces activités de la Mafia sur l'histoire de « hommes du dés honneur », comme on se prend à les appeler désormais, dressent devant les caisses des librairies ou dans les kiosques. Palerme lit ou relit son histoire avec une avidité horri fice, d'abord la long ue histoire du juge Giovanni Falcone, *Cosa Nostra* (1). Les citoyens affrètent les photos de « capoma fiosi » les plus recherchés, celle de Salvatore Riina, celle de la Cou pole, l'instance collégiale des « familles » siciliennes, celles des commanditaires présumés de meurtres exquis de la déennée. Les visages paysans aux yeux fixes, mâchoires crispées par l'obligation au silence, les visages, curieusement, qui trahissent la peur, non l'indifférence à l'Etat, peut-être la mort. La photo di Giuseppe Madonia, arrêté le 11 septembre, est souvent barrée d'une croix. C'est la joie des amis de Veronica trouver

A de nombreux signes, les dévoués de Via Carini, le général Dalla Chiesa avait en 1981, par la création d'un corps de policiers populaires, la dignité de la police palermitaine. La présence de l'armée dans la ville, l'écho des sirènes des escortes de justice vivants se frayant un chemin dans les embouteillages, où, à ces signes, au palais de justice bruisant comme une ruche armée jusqu'aux dents, les images à la télévision, à ces hommes courageux, élus indépendants, commissaires ou magistrats qui viennent dénoncer publiquement les escroqueries des marchés d'appels d'offres ou le racket urbain. Palerme s'efforce au maximum.

Mais que le décor est écrasant ! Tellement sûr d'incarner des valeurs contraires à l'éthique la citoyenneté et la loi collective. Tellement marqué par l'ur-

(1) *Cosa Nostra, le juge et les «hommes d'honneur»*, traduit de Giovanni Fal-
 ■■■■■ avec ■■■■■ Padovani. Édition n° 1
 Anvers, 1991.

LES ANTILLES

en automne
pour 3 fois rien !

A partir de
2 490 F
ALLER/RETOUR

sejours (vol inclus) ■ partir de 3 990 F la semaine !

43 25 15 15

JV, le spécialiste des Antilles
3 à 5 vols réguliers chaque semaine au départ de Paris



**CD INTERACTIF
IL ARRIVE!**

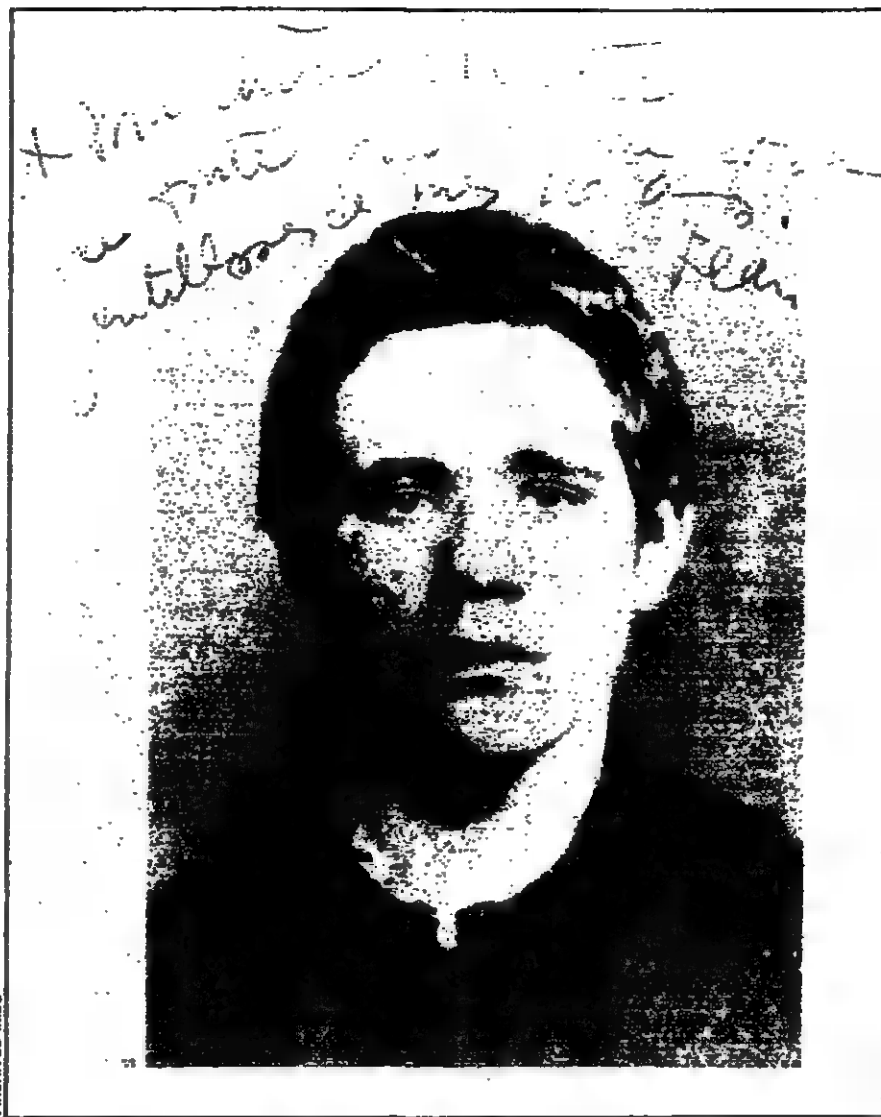
**GUIDE D'ACHAT
LES BALADEURS
25 MAGNETOSCOPES
A L'ESSAI**

High Tech

EN FRANCE

Genet

«J'arrivai à la Colonie, un soir très doux de septembre... Convergeaient ici beaucoup de jeunes crapules de France.» Jean Genet adolescent séjourna à Mettray deux ans et six mois, de 1927 à 1929. Près de Tours, les bâtiments de l'ancienne colonie agricole fondée en 1839 sont toujours debout. On peut visiter...



Jean Genet à seize ans, colon à Mettray. Photographie dédicacée à Violette Leduc vers 1948 (in Magazine littéraire, n° 174, juin 1981).

à Mettray

Sevrantière, faveur réservée plus méritants. Au d'un mois, un soir décembre, il s'évade, vole une... protégé du froid, nuit, dans le fossé. Deux jours après, le 1927, il est... Beaugency (Loiret). Prévenu de vagabondage... il... incarcéré à Orléans. Après l'avoir jugé... le tribunal ordonne... réintégration à Mettray, qu'il ne semble plus avoir quitté jusqu'à... colonie, le 1929, pour l'armée, devant l'appel, dix-huit...

peu de patience, par réflexion, je découvrais... de raisons d'être nommé de... j'avais... stupé de... savoir composé d'immondices. Je devins abject. Peu... peu je m'accoutumai... état. Tranquillement je l'avouerais. Le mépris qu'on... portait se changea... haine: j'avais réussi. Mais quels déchirements n'avais-je pas connus... il... plus qu'à... couler, afin... s'adresser... lui, le langage du tortionnaire. Car «écrite, c'est... qui... quand est chassé de la parole donnée.»

De... envoyé spécial Régis Guyotat

On montre... aujourd'hui le bloc, flanqué d'un... bois, le plus en vue de ces réformateurs. Traiter... jeunes... - c'est le terme de l'époque - avec plus d'humanité, le rééduquer par l'instruction et le... La solution? on... magistrat, nommé Frédéric-Auguste Demetz, l'invoqua, l'ouvra; la colonie agricole. «Il faut amener le gosse par la terre et la... par le garçon.» La nature devient prison idéale, sans barreaux, mais efficace.

Un domaine tourangeau. Demetz fit appel à l'architecte Blouet, qui... l'Arc de Triomphe. Mettray... en 1839, avec une... normale d'éducateurs, ce qui est... innovation, où... des... bien nés... l'esprit... Parmi les... on... du conseil d'administration, entre Tocqueville, il y a... Lamartine, Casparis, le... le... Benjamin Delessert, le fondateur des... d'épargne (son nom... encore le fronton du pavillon... Genet).

Dans la salle d'archives de l'ancien établissement, on... ouvrir un registre de... épaisseur, où d'une belle écriture d'écolier sont consignés les «actes insensés commis par divers pupilles pour se nuire à eux-mêmes». 28 avril 1919: «Étant en punition, D., a tenté de se pendre dans sa cellule au crochet de son hamac.» Au début de ce siècle, il n'y a plus de colonie modèle, la situation s'est considérablement dégradée. L'école d'éducateurs a fermé. Une seule règle: faire un «bon détenu»,... sa capitulation... tous les moyens; s'il s'évade ou... faute, c'est... la discipline n'a... été... Le règlement des maisons... comporte... 101 articles. Le mineur... du nuitor à la «cage à poules» (enclos grillagé au dortoir). On... sait que réprimer.

Alors... le scandale des «bagnes d'enfants». Et, dès 1909, Mettray est montré du doigt: un adolescent de quinze ans, placé par voie de correction paternelle, mais sans l'autorisation du tribunal, se suicide. En 1855, Demetz avait... complété en effet son œuvre... créant une maison... correction... les fils... famille Jules Verne y aurait envoyé son fils aîné), source de... non négligeable. Pour préserver l'incognito des familles, on arrivait... nuit, le père déposait... fardeau filial, l'enfant recevait un matras, à l'apercéval j'avais... même à la chapelle, ses voisins de cellule, et... mitard était... de celui...

«J'ai... d'être ce... le crime... fait... moi», expliquera-t-il plus tard. «Je souffrais. Cruellement j'éprouvais la... d'être tondu, vêtu d'un... infâme, d'être consigné dans... endroit vil; je connaissais le mépris des autres colons plus forts... moi ou plus méchants... En moi-même je sentais le besoin de devenir ce qu'on m'avait accusé d'être. J'avais seize... On m'a compris: dans mon cœur je ne conservais... place où... put loger le sentiment de mon innocence.

- (1) Jean Genet, *essai de chronologie*, 1910-1944, d'Albert Dichy et Pascal... «Bibliothèque de littérature française contemporaine», 1989, publication TMEC, 25... de Lille.
- (2) Cité dans *l'Impossible Prison*,... le système pénitentiaire... dix-neuvième... réelles... Perrot, Le Seuil 1980.
- (3) Le narrateur... *Miracle*... la... avoir été conduit à Mettray pour avoir «cruel l'enfant» à un enfant. Albert Dichy explique qu'il... peut s'agir d'un motif... fiction, lié à un thème récurrent dans l'imaginaire... Dans *Miracle*... la rose, où Mettray... présent, il convient de distinguer ce qui relève du «descriptif», qui s'écrit conforme à la réalité, et du «narratif», dont les éléments peuvent... vrais ou faux et... jamais, tout à fait, l'un ou l'autre, explique encore en Albert Dichy.

A Mettray, on... vain les murs. Les... avaient prospéré, ils n'existent qu'au cimetière - qui servait encore il y a peu d'enclos à bestiaux... l'été remis dans un état digne, - où l'on couchait en... les petits colons, décadés, comme on l'écrivait machinalement... les registres, «par... de congestion», après un... cellule. Et... murs paradoxalement rend encore plus fort le sentiment d'incarcération, comme si on avait ajouté une peine supplémentaire, la tentation de la fuite, que la nature et les paysans alentour,... par des primes, se chargeaient de...

On... des torrents de... nationalisme. On alla prélever un échantillon de... dans les cachots de Fontevraud, on les baigna... d'une robe... blanche. Puis le cortège s'ébranla, on fit halte... les fenêtres de Bérenger à Tours, à ce fut l'arrivée à Mettray ponctuée par une messe solennelle. «Il était impossible de... arracher un... rière», note... un observateur. Et un... quelque temps plus tard à leur... en train de... les cailloux: «C'est plaisir... voir les petits travailleurs élever en l'air leur petite pioche. Leur petite... au... leur... la... les enfants... plus près... la... Michel Foucault... de... inauguration... Mettray qu'elle... la... «où s'achève la formation du système carcéral... que c'est la forme disciplinaire à l'état le plus intense, le modèle où se concentrent... technologies... du comportement. Il y a... la du cloître, de la prison, du collège, du régiment.

L'événement... On cria presque au miracle pénitentiaire. Am... un cinquantaine de... en France et en Algérie, pour les jeunes... aussi pour les... trouvés (on estimait leur nombre à 120 000 dans... 1850), virent le jour. Au... des... des... qui orient à la dépense. Mais les défenseurs de Mettray... bien fait... comptes. Seule que Mettray... l'été Michel... que la valeur... d'un vol est de 235 francs, on épargne à la société 86715 francs.

On découvre... des enfants... mourir non pas à cause d'une «bavure», mais simplement... application d'un règlement pénitentiaire. Le ministère suspend le placement des pupilles de l'Assistance publique à Mettray le 16 avril 1937. En... 1939, Mettray... ses portes, le dernier président... son conseil d'administration... doyen Joseph Barthélémy, qui... le garde... socaux de Vichy.

«Je... reconnaissais le lâche, le voleur, le pédé qu'on voyait en moi. Une... être portée... preuve, mais afin de me trouver coupable, il semblerait que j'eusse... les actes qui font les... les voleurs, les lâches, et... n'en... rien: en mal-même, avec

Voilà donc Mettray aujourd'hui «élusé à la dignité littéraire»,... l'écrit Albert Dichy (1), après avoir... dans ses premières... de ce... comme un bague monstrueux d'enfants. Occultant peut-être une autre période de l'histoire de Mettray, que l'on... moins, l'établissement fut... en France et... en Europe comme un lieu d'utopie pénitentiaire. ... à l'endroit le plus beau de la plus belle Touraine» d'après Genet, Mettray fut le produit des idées de ces philanthropes du règne de Louis-Philippe qui... en mémoire la Terreur, qui s'étaient... pour... des prisons, dévotaient... une... sociale et non plus individuelle à la charité.

L'article 46 du code pénal stipulait en... que les enfants délinquants, ... faut... discernement», acquittés, devaient soit... remis à leur parents, soit... à une... de correction, éventuellement jusqu'à leur majorité. Mais... ces dernières n'existaient pas, les enfants allaient croupir dans les... ordinaires. «Il faut arriver à... système

Guide

■ L'ancienne colonie de Mettray (10 km au nord de Tours, dans la commune de... nom: l'association «la Colonie» sur la... (Michelin) abrite aujourd'hui un «Village des jeunes», un institut médico-professionnel. Un musée a été aménagé dans la chapelle et les... qui évoque le passé... et pénitentiaire de l'établissement. Renseignements: 37550 Mettray. Tél: (16) 47-41-16-13.

On peut lire les *Maisons de correction, 1830-1945*, d'Henri Gaillac, Editions Cujas 1971, 165 pages.

Le tome VI des *Œuvres complètes de Jean Genet, l'Ennemi intérieur*, textes et entretiens, publié par Gallimard (1991), édition établie et annotée par Albert Dichy, comporte notamment l'entretien avec Haruard Poirier-Delpach du 25 janvier 1982. Jean Genet... son rapport à la langue... la... vers de Ronsard à Mettray.

LOGEZ AU PALACE
SANS DEBOURSER UNE
FORTUNE ROYALE !

Tarif à partir de **195** \$US* par chambre par nuit

Le New York Palace c'est l'élégance abordable. Un service inégalé. Un aménagement hors pair. Une cuisine de premier ordre. Offrez-vous un petit extra... royal.

Pour... réservation, composez le (212) 888-1624... direct... auprès votre Agence de voyage. Leading Hotels of the World France... 05-90-84-44 ou UTELL International France au 01-42-08-40-40.

* Par chambre, par nuit, occupation simple, selon disponibilité. Taxes et service... les... Chambres de catégorie supérieure et de... logement plus élevé. Réservations... l'annulation indiquées... carte de disponibilité... Les... de... de... les... jusqu'au 31/12/92. Tarifs sujets à changements... privés.

The New York Palace
1540 Madison Avenue, New York, NY 10022
(212) 888-7000

One of the Leading Hotels of the World®

Saint-Domingue, Colomb chez Pharaon

En inaugurant, le 6 octobre, un monument à la mémoire de Christophe Colomb, Saint-Domingue célèbre la manière le cinquième anniversaire des grandes découvertes, et la gloire d'un Grand Amiral qui est pourtant loin de faire l'unanimité. Controverse.

CETTE protubérance érigée à la gloire de Christophe Colomb devient-elle la majeure attraction touristique des Caraïbes ? L'espère le vieux président dominicain Joaquín Balaguer ? Pour le moment, le phare commémoratif, qui ressemble davantage à une pyramide qu'à une tour lumineuse à l'usage des navires en détresse, symbolise la controverse qui fait rage autour des célébrations du « Cinquième Centenaire de la découverte et de l'évangélisation de l'Amérique », comme disent les officiels de Saint-Domingue.

Pour le président Balaguer, qui continue de régner sur le royaume en dépit de sa cécité et de ses quatre-vingt-six ans, l'inauguration du phare à Colomb est le point d'orgue d'une longue carrière publique, plus d'un demi-siècle dans les hautes sphères du pouvoir ou à la tête de l'État. Les langues affirment qu'il a eu recours à la fraude pour se faire réélire président la cinquième fois, en 1990. Mais le pouvoir accueille le pape Jean-Paul II, le roi d'Espagne et d'autres grands du monde à l'inauguration du monument à la gloire de Colomb. Les défécations empêchées, la liste des invités illustres s'est réduite comme une peau de chagrin.

La sainteté, qui a confirmé sa visite à Saint-Domingue pour l'ouverture d'une conférence d'évêques latino-américains, a préféré reporter son arrivée après l'inauguration du phare. A la mi-septembre, moins d'un mois avant l'événement qui devait constituer l'apothéose dominicaine des célébrations du *Quinto Centenario*, on apprenait officiellement que l'inauguration du phare Colomb aurait lieu le 6 octobre, six jours plus tard que prévu. Et que la personnalité étrangère présente serait le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), M. José María Soares.

Est-ce la fûc, la guigne, que beaucoup de Dominicains croient que Christophe Colomb, au point qu'ils évitent de prononcer son nom, se prédestine à l'appeler le « Grand Amiral » ? Ce n'est pas tout cas une sévère déception pour le président Balaguer qui, en envisageant le plus prestigieux de la parole et de confier le discours inaugural au cardinal Nicolas de Jesús López Rodríguez, l'archevêque de Saint-Domingue, non moins controversé que Christophe Colomb lui-même.

Sur la rive orientale du fleuve Ozama, dans la ville industrielle de Saint-Domingue, le plan de l'édifice représente une monumentale croix allongée sur le sol. Symbole de l'évangélisation, la croix est partout sculptée sur les murs du phare. Mais le mur d'enceinte qui entoure le monument est flanqué de deux colonnes en marbre de Rhodes, et pour garantir sa pérennité, établissons en elle un phare », ajoutait l'écrivain dominicain.

En 1677, la découverte dans la cathédrale de Saint-Domingue d'une urne de plomb contenant des restes humains allait relancer le projet. En dépit des prétentions des Espagnols, qui soutenaient que la dépouille de Colomb était conservée à Séville, les Dominicains ont convaincu que l'urne de plomb gardée jour et nuit par les catholiques en cathédrale était bien les restes du Grand Amiral. Après de longues recherches, on peut tenter de mettre un terme à la polémique, l'historien dominicain Carlos Dobal a trouvé : la main de la dépouille est à Séville et l'autre à Saint-Domingue. Quoi qu'il en soit, le transfert de la petite urne de



PHOTOS SPANHAM/NETWORK/RAFFO



À l'intérieur du phare, l'une des travées du monument à Colomb, dont le plan représente une croix. Vue du phare-pyramide.

Grand Amiral. Vers l'Est, la longue nef à ciel ouvert n'est qu'un exemple de beauté. C'est sans doute là, dans les murailles de l'édifice qui abritent les six travées du phare, que l'architecte britannique Joseph Lea Gleave est parvenu à exprimer « la force, la majesté et le rayonnement » exigés par le jury international qui a choisi son projet au début des années 80.

Les autorités dominicaines affirment que l'idée de construire un monument à la gloire du découvreur des Amériques remonte à 1852. Dans son *Histoire de Saint-Domingue*, l'écrivain Antonio Monte y Tejeda affirmait ainsi d'ériger une statue en l'honneur de Colomb « à l'endroit où fut fondée la première ville de l'Amérique ». « Que cette statue soit un colosse comme celui de Rhodes, et pour garantir sa pérennité, établissons en elle un phare », ajoutait l'écrivain dominicain.

En 1677, la découverte dans la cathédrale de Saint-Domingue d'une urne de plomb contenant des restes humains allait relancer le projet. En dépit des prétentions des Espagnols, qui soutenaient que la dépouille de Colomb était conservée à Séville, les Dominicains ont convaincu que l'urne de plomb gardée jour et nuit par les catholiques en cathédrale était bien les restes du Grand Amiral. Après de longues recherches, on peut tenter de mettre un terme à la polémique, l'historien dominicain Carlos Dobal a trouvé : la main de la dépouille est à Séville et l'autre à Saint-Domingue. Quoi qu'il en soit, le transfert de la petite urne de

plomb de la cathédrale au mausolée gothique situé au cœur du phare est présenté comme le temps fort des célébrations du *Quinto Centenario* à Saint-Domingue.

Six ans après la découverte de l'urne, une statue représentant Colomb, l'index pointé vers le Nouveau Monde, est installée dans la cathédrale. De proportions modestes, elle est l'œuvre du sculpteur français Gisbert. Il faut attendre près de qua-

rente ans pour que renaisse l'idée de construire un monument plus ambitieux en l'honneur du découvreur des Amériques. Réunie à Santiago-du-Chili, la cinquième Conférence internationale américaine, l'ancêtre de l'OEA, en 1924 avril 1923 une résolution prévoyant « l'érection d'un phare monumental à Colomb, sur la rive de Saint-Domingue, qui sera construit avec la coopération des gouvernements et des peuples de l'Amérique ». En 1931, un jury

international choisit le projet de Joseph Lea Gleave, jeune architecte diplômé de l'université de Manchester, par un cent cinquante-cinq dessins et maquettes venant de quarante-huit pays. Hanté par les séismes et les cyclones, Gleave a choisi une structure massive qui ne se déformera pas lorsque le président Balaguer, de retour des affaires en 1986, ordonnera le début des travaux.

Avec son effort de père tranquille, ses proches, l'architecte Teófilo Manuel Carbonell est l'homme qui a transformé les plans de Gleave. En 1965, une imposante structure de béton qui domine le fleuve Ozama. Pendant près de six ans, ce monument de Catalana a vécu dans une petite salle, dans les entrailles du phare en construction. « A plusieurs reprises j'ai dû abandonner face à la complexité des plans. Un soir je suis même allé au Palais pour demander la démission au président Balaguer. Je me suis ravisé au dernier moment », raconte-t-il. Plus tard, le président Balaguer, Teófilo Carbonell a critiqué le fûc de Colomb, mais les deux ouvriers ont fait par la marine de guerre ont fait une statue sur le phare en juillet 1991.

Comme les membres de la commission chargée de la célébration du cinquième Centenaire, l'architecte Carbonell esquisse les questions relatives au rôle du monument. Les estima-

tions publiées par la presse oscillent entre 10 et 70 millions de dollars. « La construction du phare est entourée d'un grand secret. Le président Balaguer et quelques-uns de ses proches conseillers pourraient donner des informations précises », affirme un journaliste dominicain.

Pour l'opposition, le phare est devenu le symbole d'une politique somptuaire, qui néglige l'éducation et le développement. « Le phare est une folie, une réalisation indigne », s'exclame M. Juan Bosch, ancien président de la République et rival du président Balaguer. Plus nuancé, le social-démocrate à la présidence, M. José Francisco Gómez, souligne le « caractère obsolète et archaïque » du monument et son coût, alors que le pays connaît d'énormes difficultés. « On en croit les dépenses, la population n'est guère mieux disposée. Selon une enquête publiée fin juillet par *Ultima Hora*, un quotidien du soir, 55 % des Dominicains pensent que le gouvernement ne peut pas construire le phare. Les avis favorables ne représentent qu'un peu plus du tiers des personnes interrogées.

« Le phare renvoie au débat sur l'interprétation de notre histoire. Pour beaucoup de peuples indigènes, afro-américains et métis, l'expédition de Colomb représente une blessure qui n'est pas encore cicatrisée », explique d'une voix douce le Père Jorge Cela, un jésuite aux yeux bleus, presque transparents, qui partage la vie des plus pauvres dans le barrio Guachupita, sur l'autre rive du fleuve Ozama. Pour dégager la zone capotaque qui entoure le phare, des milliers de familles ont été délogées, menant à coups de crosse. Leurs maisons ont été détruites contre la promesse d'un relogement dans un quartier périphérique.

« On ne cherche pas à éliminer la pauvreté, mais à la cacher », ajoute le Père Cela, qui a fondé une organisation, l'Alternativa, pour aider les expulsés. Même l'architecte Carbonell s'est publiquement scandalisé par l'érection du « phare de la honte » construit autour du phare pour cacher les bidonvilles qui s'élevaient au nord et au sud du monument.

Mais le président Balaguer et les dignitaires de l'État ne sont pas les seuls fervents défenseurs du phare. C'est un symbole qui nous fait connaître sur le monde. C'est un hommage mérité pour un homme qui n'a pas été un bourreau mais une victime d'injustices », soutient M. Antonio Bienvenido Cruz, un robuste sexagénaire qui s'est installé dans le confort de maquettes, de portraits et de tee-shirts reproduisant le phare.

De l'envoyé spécial Jean-Michel Caroit

COURRIER

Les deux Guillaume

Il nous avons vu : M. Louis de Bonfons (Hyères) la précision suivante :

« Dans l'article sur Jean Verne (« Le roman d'Amiens », le Monde sans visa) du 13 septembre, vous mentionnez Jean-Pierre Péroncel-Hugoz à propos d'une confusion entre les deux composites allemands Guillaume I (1871-1888) et Guillaume II (1888-1918). Les deux souverains furent certes les derniers de leur dynastie, mais le premier ou en allemand, mais dans qu'on sache, seul Guillaume II, petit-fils de Guillaume I, se proclama empereur du romantisme français. En tout cas, en 1871 ce sont les armées de Guillaume I, et non de Guillaume II, comme vous l'avez imprimé par erreur, qui

enfermèrent Napoléon III dans le fort pendant qu'à Paris l'impératrice Eugénie signait pour Jules Verne le dernier traité d'attribution de la Légion d'honneur au Second Empire... »

Les chances du français au Portugal

À la lecture du reportage sur Porto publié dans « le Monde sans visa » du 26 septembre, M. Émile Edinger, d'Antibes, ne partage pas notre « optimisme » sur les chances de la France et du français dans ce pays et nous fait part de son expérience qui lui a fait voir l'image plus noire. « Au printemps 1987, j'ai été sollicité pour occuper la chaire de microbiologie et parasitologie et la direction du laboratoire à la faculté de médecine de Coimbra, la plus ancienne, et l'une des universités les plus importantes de la langue. Ma première question a été la langue.

Tous les enseignants m'ont assuré que les étudiants français en médecine francophone ne se rencontrent avec plusieurs groupes d'étudiants m'ont semblé confirmer ces assertions.

« Mais en commençant l'année scolaire 1987-1988, j'ai dû constater que parmi les vingt auditeurs, il n'y en avait que deux qui pouvaient suivre en français ; en effet, je me souviens de deux autres étudiants de la première génération qui avaient pu passer comme première langue au lycée entre l'anglais et le français. (...) J'ai donc donné mes cours en français par écrit, traduit en portugais. Les examens ont eu lieu en portugais. Les questions multiples, en portugais. « Mais prenant des nouvelles avec mes collègues et autres scientifiques, j'ai constaté que l'anglais était la langue qui progressait : les progrès en

Angleterre et aux États-Unis pour les plus jeunes, les séjours en Mozambique et en collaboration avec l'Afrique du Sud, pendant la période coloniale jusqu'en 1974, ont fait oublier le français au moins comme langue scientifique. (...) »

Presse-fleuve

« Je lisais « Quai des bouquins » (le Monde sans visa) du 19 septembre. L'éditeur Henri Viorat m'a écrit : « Je lisais d'André Salmon, au cours d'une conversation que nous eûmes en 1959, mon père, qui que lui soit un jour - je crois, 1917 - Guillaume Apollinaire, l'éditeur Saint-Germain : « Savez-vous André, que le monde qui coule entre les livres ? » Cette idée justifie l'inscription sur le lieu où se joignent l'eau et l'esprit au patrimoine intellectuel mondial. »

من راحل

SANS • VISA

• Le Monde • Samedi 3 octobre 1992 29

NATURE

b chez Phar



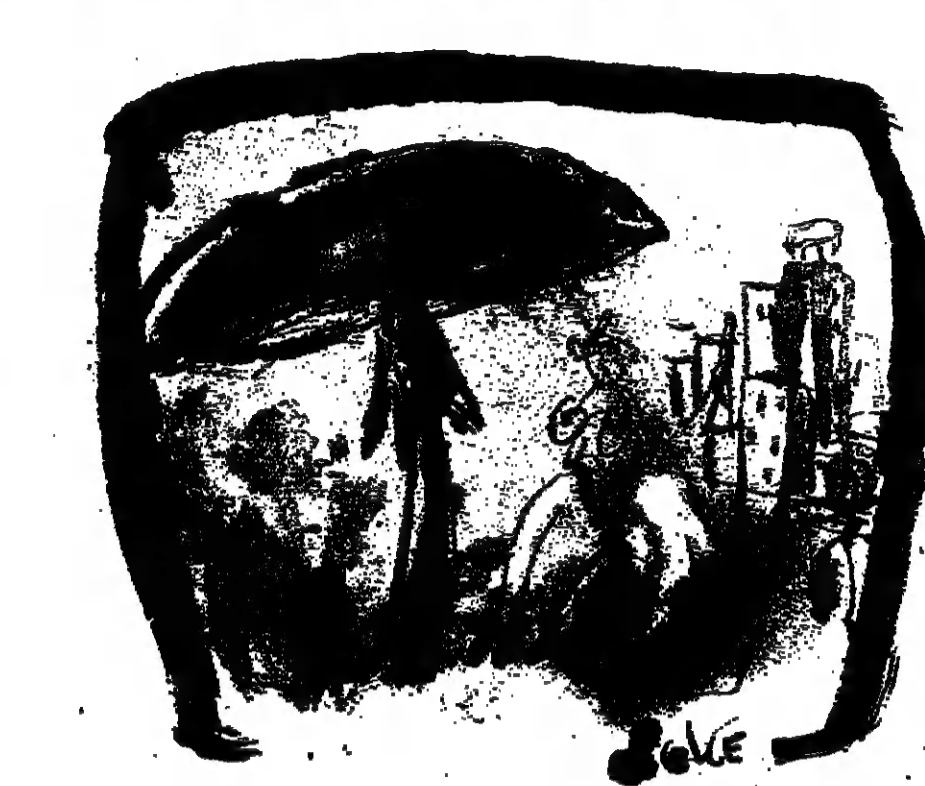
L'amanite des césars

ENCORE quelques convulsions, encore quelques balbutiements, et l'affaire serait jouée. Claude, l'empereur bête, se rendait à l'évidence : le plat d'amanites des césars qu'il venait de manger ne passait pas. En bout de lit - à table, un Romain avait au moins l'avantage d'agoniser allongé. - Agrippine donnait discrètement des directives pour les funérailles et s'inquiétait de ce qu'on ne laisse aucune trace du gratin de fausses oranges avec lequel son mari était en train de s'expliquer. Peu de temps après, Tibérius Claudius Nero, Néron, prenait le pouvoir, et il ne manquera aucune occasion, à chaque fois que des champignons seront servis à sa table, d'expliquer finement ce qu'il en coûtait de ne pas savoir reconnaître l'amanite tue-mouches (*Amanita muscaria*), la violente, de l'autre, la pernoise, la succulente, l'*Amanita caesarea* ou orange vraie. Rappelons que ce fils chéri, quelques années après son accession au trône, remercia sa mère pour le doigté de sa politique et de ses préparations culinaires en la faisant assassiner : « *Frappe au ventre* », lança la victime au tueur de service. Famille de choc.

Tout semble résumé de la trouble fascination qu'exercent les champignons dans cet impérial et antique fait divers où les fumets du repas se mêlent avantageusement aux vertiges et aux grandes hallucinations du trépas. Même comestibles, même classés succulents, ces fils de l'ombre et de l'humidité gardent en eux toutes les saveurs du doute, avec lesquelles ils ont toujours su se faire craindre et

respecter. Ironiques, éphémères, meurtriers - nés de la foudre, disaient les Grecs, qui constataient leur arrivée après l'orage - leur capture est l'un des rares gestes authentiquement primitifs qui restent à l'homme pour renouer avec cet art délicat autant qu'incertain de la cueillette. Raison simple pour s'en aller patrouiller (c'est la saison) dans quelque forêt gauloise (il en reste) et s'éloigner pour un temps de la mortelle jacasserie des politiques autant que du vénéneux brouhaha qui rode encore autour de la grande consultation. Risquer l'air frais, l'œil brossé de près, de la rosée soufrée au bout des doigts.

D'abord choisir son lieu et passer acte d'allégeance avec lui. Important. Ils ne sont pas si simples à dénicher ni toujours si commodes que cela à suivre dans le parcours initiatique, mais peuvent en quelques heures faire rattraper tout ce que la ville douillette et jachérante a creusé d'oubli et de confusion dans l'esprit mûri du citadin. Propos de bienvenue, mouvements d'assouplissement, choix du territoire de chasse : départ. Il sait déjà presque tout de vous, ce savant vagabond de hêtres ; la nature des rapports que vous allez entretenir avec la forêt ; il a compris, aux pas que vous posez dans les fougères, les liens qui vous unissent ou non à ce lourd silence tremblé dans lequel, solitaire, vous vous enfoncez. Il vous mène vers le gisement, inquiet et attentif, se demandant si vous méritez bien l'issue de la longue traque dans



laquelle il vous entraîne. Le champignon est chose soudaine et précieuse, sa découverte toujours récompense, émotion. Il prévient qu'on approche, qu'ils sont là, qu'on pourrait presque déjà les sentir. Les respirer. Une sapineraie et son terreau d'aiguilles, branches basses. Il faudra se pencher.

La première prise n'est jamais la bonne, mais la colonie loge ici. La cueillette commence. Lui économise son effort, comme un nageur, laissant plonger son

bras - vit ralenti du mouvement - pour rapporter sa proie encore toute vivante. Dans la paume de la main frétille une chanterelle, un jeune cep de Bordeaux s'arrondit sous la caresse. Voilà une russule charbonnière, un bolet à pied rouge furieux, trois coprins faits aux pattes. Rien pour vous encore. Il ne parlait plus, vous poussant du regard vers une poignée de psalliotes, vers une coulemelle qu'on ne pouvait pas rater, vers deux cortinaires qui vous attendaient. L'ambiance se détendait.

Bientôt, l'homme ne fut plus en vue. Libre alors ! Un ruisseau, une clairière, d'autres ceps - plus lugubres ceux-ci - des amanites panthères en sentinelles, sifflantes, intouchables, tapis de russules émetiques... Les frontières du paradis étaient franchies. Et vous perdu. Lancer un appel de détresse dans une forêt n'est jamais facile. Il y a de l'église à l'ombre de tous ces arbres, il faut savoir s'y tenir. Lui, l'artiste, le maestro, n'était pas loin, géolier de vos exploits, gardien de vos

vadrouilles... A l'auberge, un mycologue qui s'annonçait médiocre mycophage déclara gravement qu'avec les champignons il ne fallait jamais être sûr de rien. Il tenait serré près de lui un dangereux petit ouvrage dont il tirait des sentences à mesure que les éléments douteux sortaient du panier du cueilleur d'occasion. Lui et ses copains s'affrontaient régulièrement dans des joutes savantes où ils mettaient aux enchères de leur savoir le produit de leurs « cueilles ». Un peu plus d'un millier d'espèces poussent dans le champ d'exploration qu'ils se sont réservé - suffisant pour s'y torturer l'esprit une vie entière. Un hobby, une vocation.

Le cuisinier, lui, cuisinait. Une poignée d'amanites des césars, justement, ce si beau champignon que certaines régions en interdisent le ramassage et qui laissait partir des fourneaux le souffle sans mesure de ses parfums. Comment le premier cueilleur accommoda-t-il la première brassée des premiers champignons trouvés aux aubes de la préhistoire ? Avec sel, sans sel, avec ail, sans ail ? Rôti à même la pierre chaude plus sûrement, ou dévot cru. Mystérieusement, on trouve peu de traces dans l'art rupestre de cet aliment original que ne pouvaient ignorer les joyeux locataires de la vallée de la Vézère ni ceux des grands sites que l'on connaît. Mis à mal par certains représentants particulièrement virulents, ou intimidés par l'élan phallique des plus arrogants, ont-ils choisi de passer leur présence sous silence ? Mystère, un de plus, à verser au dossier.

Jean-Pierre Quélis

ÉPOQUES

Palerme, la mort en deuil

Suite de la page 25

Regarder Palerme s'éveiller ou s'endormir sous le vent d'Afrique dit assez les défilés passés de l'Etat et de l'honneur comme on la définit au nord du Mezzogiorno. Cela en devient même un style qui se visite, après l'arabonormand ou le liberto. Au cœur de la ville, tout près de la mer, qu'on néglige savamment, une force invisible paraît entretenir la lèvre du très beau quartier du Vucciria, le marché et les ruelles des petits métiers, tout autour du palais Butera et de la Chiesa della Pietà. Interrogez un Palermitain : les bas-fonds de la Mafia valent le détour, pour leur folklore et l'impression de menace permanente qui s'en dégage. Là, vivent les supplétifs du crime, les gagna-petit qui doivent tout, travail, logement et vie sauve aux *soldati*, les salariés de l'Organisation qui, à dix, vingt ou cent composent vite un quartier réservé, le territoire d'une « famille ». Ainsi à Piazza Sant'Erasmo, à Kalsa, à l'Oreto, à la ZEN, ville nouvelle lézardée, offerte à Palerme par la Coupole.

Comme ailleurs, les riches habitent sur les hauteurs, les pauvres les parties basses, les banlieues délabrées. Simplement, ce n'est pas l'histoire officielle qui a ici dicté ce découpage. Pas l'activité industrielle ou commerciale qui entraîne la surconsommation de la ville, dans les boutiques élégantes de la Via della Libertà. Palerme se situe au quatre-vingtième rang des villes italiennes pour le niveau de production, au onzième pour celui des dépenses (2). Il y a longtemps qu'on ne cherche plus la diffé-

rence des activités de la Mafia se sont sophistiquées. La ville regorge de cabinets-conseils en placements financiers, et l'admiration des enfants ne va plus aux vieux *capomafiosi* qui accrochaient à leur boutonnière le respect immodéré de l'amitié, mais aux *coletti bianchi*, les cols blancs de l'honneur, aux « amis d'amis d'amis » qui s'habillent de soie et de cashmere, roulent en Mercedes et dînent finement de homards dans les restaurants de la côte.

« Nous sommes intelligents, explique un commerçant, mais c'est terrible, pour le mal. Nous sommes le mal. » Des incantations de cette sorte, Palerme, depuis la mort de Falcone et de Borsellino, les égrèges volontiers, pour preuve de sa bonne volonté démocratique. La ville se fustige, confie sa haine d'elle-même, ses dérèglements ancestraux. Elle donne raison aux écrivains siciliens, Brancati, Pirandello, Sciascia, qui ont tant ausculté le pessimisme, l'autisme de cette terre si peu mé-

ritionale. Leonardo Sciascia rappelait souvent que Palerme comme la Sicile se savaient si interdites d'avenir que l'emploi du futur n'existait plus dans les verbes. La ville, ces semaines-ci, lui donne raison. Comme à cet autre point de vue du grand écrivain : « Toute la Sicile (...) déteste Palerme, cette capitale administrative, ce manoir de bureaucratie, cette pieuvre qui engloutit les revenus, ce chef-lieu de tous les impôts et de tous les cadastres, ce centre apparent de tous les malheurs » (3).

« Sicilitude », pathologie du pouvoir, névrose du dialogue avec « l'Etat piémontais », après tant d'invasions tant d'occupants, idolâtrie des conservatismes patriarcaux... tout a été écrit, et ces semaines-ci les Palermitains reprennent en revue les explications permanentes des sociologues et des psychanalystes sur les causes de leur mal-être. Mais comment connaître la suite, comment se dire, comme les amis de Veronica, que le consumérisme, la télévision, la libération des filles dans cette cité sans sexualité auront, à la longue, raison de l'ancestrale passion de mort et des conventions ?

Parler sur l'effacement de la Mafia dans la ville par le triple jeu de la modernité, de l'éparpillement de Cosa Nostra et de la force de l'Etat ? Les adeptes de la résistance civile n'osent pas de tels rêves. Un avocat parle même de « lâche soulagement » après les meurtres des deux magistrats. Tout Palerme sait par cœur les méandres de l'histoire : Falcone, par sa résolution, avait profité de la guerre qui avait déchiré les « familles » siciliennes au début des années 80. Ceux de Corleone, bourg clanique, s'il en est, de la montagne, avaient voulu ravir aux *capomafiosi* palermitains leur ancestrale hégémonie sur la Coupole. Plus de trois cents morts, et, pour la première fois dans cette saga de l'omertà : des repentis, des paroles, les trois mille pages de la confession de Tommaso Buscetta, des épouses, des mères à la barre des *U'maxi*, les procès-fléuves instruits par les troupes de Falcone.

Oui, tout Palerme peut traduire

les exécutions de mai et de juillet. Une simple fermeture des comptes de la décennie. Plus qu'une remise des comptes à zéro, plus qu'une simple vengeance ou la crainte d'avoir perdu la face, la négation du temps passé durant ces dix années de guerres internes et de répression possible. Un gage de l'immobilité retrouvée. Un autre refus de l'avenir. Avant de mourir, Falcone avait très bien décrit les raisons de la nécessité de sa fin promise : « La tension, la souffrance, si j'ose dire, est telle aujourd'hui dans Cosa Nostra qu'un grand attentat spectaculaire contre un représentant de l'Etat pourrait avoir, en quelque sorte, une fonction pacifiante (...) » (4).

Palerme est en révolte, Veronica s'expose aux coups, et aux larmes de sa mère, l'armée s'agit, des juges prient, des flics veulent en découdre, Palerme tente de se lever, mais Cosa Nostra, dans les esprits, est parvenue à rayer cette

décade désordonnée d'un trait d'explosifs. Tout n'est-il pas rentré dans l'ordre ? Son ordre ? La ville est en deuil de ses juges, mais le deuil a souvent été ici une raison supplémentaire de s'incliner. Une bonne bouillie de découragement. L'oxygène de la mort, comme celui que les Siciliens de la campagne viennent, le dimanche, respirer devant les cadavres exposés du cimetière des Capucins.

De notre envoyé spécial
Philippe Boggio

(2) Chiffres cités dans Sicile, de Marcelle Padovani, « Point Planète », Seuil, 1991.

(3) La Sicile comme métaphore, de Leonardo Sciascia, entretiens avec Marcelle Padovani. Un livre admirable de clairvoyance et de concision dans lequel Sciascia raconte la tragédie épique de la Sicile et de ses perversions mafieuses. Publié en 1979, ce livre fera prochainement l'objet d'une réédition, chez Stock.

(4) Cosa Nostra, page 127.



VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE
HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin.
chambres TV couleur, cablé.
Téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
HTES-ALPES - STATION VILLAGE
A 5 km de Saint-Véran
HÔTEL LE CHAMOIS**
LACS DE FRANCE
Soleil, calme, toutes randonnées
dans le parc régional du QUEYRAS
Tél. : 92-45-83-71.
Fax : 92-45-80-58.

TOURISME

Home d'enfants
JURA

(900 m altitude
près frontière suisse)

Agrément Jeunesse et Sports.
Yves et Liliane accueillent vos enfants dans une ancienne ferme XVI^e s., confortablement rénovée, 2 ou 3 enfants par chambre avec s. de bns. wc. Située au milieu des pâturages et forêts. Accueil volontairement limité à 15 enfants. Idéal en cas de première séparation. Ambiance familiale et chaleureuse. Activ. : VTT, jeux collect., peinture s/bois, fabrication du pain.
2 080 F semaine/enfant.
Tél. : (03) 81-38-12-51.

Bridge

n° 1504

UNE CONVENTION DISCUTABLE

Certains champions ne résistent pas à la tentation d'employer des conventions très spéciales dont on voit mal les avantages surtout quand elles n'éclairent pas immédiatement le partenaire. En tout cas, dans la donne suivante des précédentes Olympiades, ses effets ont été négatifs en « poussant » des adversaires qui n'ont pas voulu se laisser bluffer...

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

LE COUP DE LA PLUS PETITE

En principe, les plans de jeux qui semblent les plus normaux sont les meilleurs, mais ce n'est pas toujours le cas, comme le prouve cette donne publiée par le champion français Hervé Pacault.

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102

♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102
♠ 87643	♥ 105	♦ 102	♣ 102
♠ AR93	♥ AR343	♦ AV65	♣ ARD102



Anacroisés

n° 735

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres indiquent la position correspondante du mot dans la grille.

Comme au Scrabble, on peut composer tous les mots figurant dans l'Officiel du Scrabble (Larousse).

Ann. : O. don. Pers. vuln.

Ann. : O. don. Pers. vuln.

Ann. : O. don. Pers. vuln.

Ann. : O. don. Pers. vuln.

</

Vendanges à Suresnes

Les vins de Paris étaient appréciés au quatrième siècle par l'empereur Julien, et l'historien Pierre Champion a reconnu que l'histoire de la ville, au Moyen Âge, est d'abord celle du développement des vignes puis du morcellement des clos. Quelques rues en témoignent encore : la rue du Clos-Bruneau (5^e arrondissement), du nom d'un petit vignoble appartenant au sieur Bruneau ; la rue des Morillons (15^e), célébrant un cépage alors florissant, du genre pinot ; la rue des Vignes et la rue Vineuse (16^e), cette dernière produisant un vin dont Louis XIII était friand lorsqu'il passait par là, revenant de chasser les loups dans la forêt de Rouvres. Sans oublier les vignes, aujourd'hui folkloriques, de Montmartre !

L'Ile-de-France, ses villages autour de Paris, ne manquaient pas de vignes (souvent autour des abbayes, comme à Saint-Denis), plantées en hybrides et donnant des vins « gingivés », synonyme de vins verts, dont les vendanges étaient occasion de fêtes populaires. Sur les traces de l'illustre Tabarin, place Dauphine, on chantait : « Buvez à tasses pleines !

Dussions-nous en crever, trinquons jusqu'à demain. Il est beau de mourir les armes à la main ! »

Ainsi, de la Courtille à Bagneux, d'Auteuil à Meudon, Rueil, Issy, Vanves et autres lieux, la vigne prospérait. Elle devait se perpétuer à Argenteuil en un vignoble dont on a célébré le millénaire en 1928. On appréciait ce piccolo, de couleur rubis, frais et acidulé. Aujourd'hui, il n'y a plus là qu'un seul vigneron, M. Defresne, produisant un vin blanc fruité, un peu acide certes, mais qui nous enchantait lorsque nous allions, avec les Compagnons de l'Asperge, dîner chez le bon restaurateur Sutter, hélas disparu.

Et on ne chante plus dans les salles de garde le refrain gaulois :
J'ai voulu tuer de la gloire
Une balle m'a crevé l'œil.
J'ai tâté du vin d'Argenteuil
Et ce vin m'a foué la...
tandis que Raoul Ponchon rimait ce « petit bleu » alors célèbre.

Le vin de Suresnes est, lui aussi, légendaire depuis le Moyen Âge. Il existe encore, là-bas, la rue du Clos-des-Seigneurs (clos appartenant aux bénédictins de Saint-Germain-des-



Prés), les rues des Bons-Raisins, du Port-au-Vin, des Verjus. Et surtout il existe des vignes !

Victor Hugo évoquait pour Edmond de Goncourt « ce petit vin qui a une si jolie couleur de groseille et qui n'a jamais fait de mal à personne ». Puis l'engouement tomba, la qualité diminua tout autant que la production. Enfin, un Bordelais, M. Lafourcade, oenologue de qualité, implanta ici le cépage sauvignon, entre autres, et le vin blanc de Suresnes est aujourd'hui de qualité. Il est rare néanmoins. D'abord la municipalité en réserve, je crois, une ou deux bouteilles aux habitants qui les veulent acquérir. Puis la production ne dépasse guère, selon les années, 3 500 à 4 000 hectolitres.

La Fête des vendanges a lieu, cette année, les 3 et 4 octobre. Excellente occasion pour les amateurs de se régaler de la cuvée 1991. Vous la pouvez trouver bien entendu au Vercer de la Madeleine (4, boulevard Malesherbes, Paris-8^e) ; tél. : 42-65-51-99. Avec aussi du vin d'Argenteuil et de Montmartre. Et aussi à La Taverne Henri-IV, chez Robert Coitepeas (une « Table de Maigret »).

notons-le au passage : 13, place du Pont-Neuf, Paris-1^{er} ; tél. : 43-34-27-90. Enfin, en un des moins célèbres mais des meilleurs restaurants parisiens, aux Vieux Mâitres de France (13, boulevard Auguste-Blanqui, Paris-13^e) ; tél. : 45-88-90-03) — où Michel Moisan non seulement le propose à sa carte des vins, mais milonne aussi la blanquette d'escargots et pieds de porc au vin de Suresnes et le turbot Belle Gabrielle, déglacé au même vin. Pour la petite histoire, cette Belle Gabrielle (d'Estre), favorite du bon roi Henri, venait cacher ses amours à Suresnes, dit-on. Et c'est au Bérnaï que la ville doit sa devise : « Nul ne sort de Suresnes qui soient n'y reviennent... »

Plus tard, une guinguette installée là devait prendre pour enseigne « La Belle Gabrielle ». On y buvait largement le vin (alors probablement rouge) avant que, blanc, un bibliothécaire de la Malmaison tente de le champagneiser... Et l'on pouvait en tout cas chanter :

En r'venant d'Suresnes
J'avais mon pompon...

La Reynière

Doux-amer

Le cacao

« UN talisman. Tel semblait le cacao à ses premiers adeptes, les Amérindiens du Mexique précolombien, sa terre natale, qui le présentaient à fort qu'il leur servait de monnaie à l'égale de l'or », nous dit Jean-Paul Aron. L'incompréhension des Européens de la Découverte, les compagnons de Christophe Colomb, devant le *Theobroma cacao*, un arbre de la famille des stérubiacees, de 4 à 5 mètres de haut, fut considérable. C'est une plante d'ombre à feuilles persistantes. Elle aime les sols profonds que la forêt tropicale lui offre. La disparition accélérée des forêts ombreuses pose le problème de sa pérennité génétique, car on ne peut fatiguer un même plant sans le régénérer.

Les « fleurs jonquilles », selon l'abbé Raynal, botaniste du dix-huitième siècle, naissent directement sur le tronc et les branches. Le cacaoyer produit des baies ovoïdes, les cabosses, renfermant des graines violacées. On fera sécher celles-ci au soleil. Grillées et cuites à point, devenues brunes, on ôte les légumineuses. On pile la pâte, on la râpe ; on ajoute vanille, muscade, citron et cannelle. Aujourd'hui, les graines du cacaoyer, de la forme d'une fève, sont décortiquées, nettoyées, torréfiées, concassées et mélangées. Un travail précis et complexe qu'exécute la grande industrie et l'artisan parfois : Côte d'Or à

Bruxelles ; Valrhona et Côte de France à Paris, et Bernachon à Lyon. De monnaie, de médecine euphorisante, le chocolat azèque ne devient boisson florissante et européenne qu'au dix-huitième siècle. Matière précieuse en Méso-Amérique, au même rang que les plumes ou les tissus de coton colorés, les grains de cacao servaient à acheter nourriture, vêtements, esclaves, et à parier lors des jeux de balle en caoutchouc.

Plante amère, mystérieuse, le cacao est devenu une production de masse. 2,2 millions de tonnes dans le monde, dont 55 % en Afrique. La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial et Cacao Barry le premier importateur. Hormis le rapoit de cendre pimenté au chocolat de la cuisine mexicaine et, ici, la liaison au chocolat du civet de lièvre ou de la lamproie à la bordelaise, le cacao, c'est la magie des desserts. Le mariage des vins et du chocolat est une gageure. Avec le marbré au chocolat noir, constitué de ganache, vitendra s'opposer le ratafia de Champagne, de chez Moët, un vin muet. Le madère Belem's, vin de Malvoisie 1934, aimera la truffe aux noisettes, avec la vanille et la sauce anglaise. Et le simple Saint-Raphaël ambré se mariera avec une marquise au chocolat et zestes d'orange amère. C'est du moins le choix du lauréat de la Salamandre d'or 1992, décer-

née par le cognac Otard. Indiscutable est l'harmonie du moscato d'Asi — un periant aromatique aux reminiscences avales, qui ne tire guère que 5 degrés, — avec le fondant au chocolat amer dont Michel Ranvier régale sa clientèle gourmande des savoureux (1).

Outre Maurice Bernachon (2), on peut citer parmi les grands artisans du chocolat : à Lyon, Palomas (2, rue du Colonel-Chambonnet, Lyon-2^e) ; tél. : 78-37-74-60, l'inventeur des savoureux « délices », palets de chocolat noir amer ; à Paris, La Maison du Chocolat (26, rue Pierre-Charon, Paris-8^e) ; tél. : 47-23-38-25, dont la qualité et la fraîcheur des nombreuses variétés — la dernière est un chocolat au fenouil — sont irréprochables. Sans oublier le pâtissier-cuisinier-traiter Christian Constant, bien sûr (notamment 26, rue du Bac, Paris-7^e) ; tél. : 47-03-30-00.

Les chefs de cuisine font honneur au chocolat. Avec plus ou moins de bonheur. Au Bellecour (22, rue Sarcouf, Paris-7^e) ; tél. : 45-51-46-93, le « d'œuvre de chocolat et framboises » est chaleureux. Le même « duo » du Jules-Verne (tour Eiffel), crémeux, est rehaussé d'un inutile carré de « chocolat blanc », la saveur usurpée. Le chocolat blanc est une matière grasse que l'on extrait par pression pour obtenir la poudre. C'est le « beurre de cacao » ; on devrait l'appeler

« blanc de chocolat ». Chez Duquesnoy (6, avenue Bosquet, Paris-7^e) ; tél. : 47-05-96-78, qui accueille les puristes du Club des croqueurs de chocolat présidé par Claude Jolly, la plus extrême rigueur est requise pour une parfaite dégustation de « feuilletine au chocolat ganache » (70 % de cacao). A Versailles, La Grande Sirène (25, rue du Maréchal Foch, tél. : 39-53-08-08) inscrit sur sa carte d'automne une « pyramide de chocolat marjolai ».

Aujourd'hui, des travaux scientifiques vantent la théobromine, douée de propriétés stimulantes et de sels minéraux, que le chocolat contient. La Faculté approuve, la méthode Montignac tolère, la ville se régale. Méfions-nous cependant. Madame de Sévigné cite le cas de « la marquise de Coëtlogon [qui] prit tant de chocolat étant grosse l'an passé, qu'elle accoucha d'un petit garçon noir comme le diable... ». Le chocolat est toujours un objet de passion.

Jean-Claude Ribaut

(1) 72, rue Lauriston, Paris-16^e. Tél. : 47-27-74-67.
(2) La Passion du chocolat, de Maurice Bernachon (préface de Jean-Paul Aron), Flammarion, 1985.

LIVRES

C'EST la mode. Les éditeurs entendent faire, des livres de recettes, des ouvrages artistiques. Un livre de cuisine devient ainsi un superbe cadeau, mais on voit mal la ménagère en faire des vademecum utilisables dans la cuisine.

On se réglera, pourtant, de *Sauveurs d'Italie*, de Lorenza de Medici (Laffont éd.). Pierre Estival (chef du Métropole de Beau-lieu, et qui inscrit à la carte plusieurs plats d'outre-Alpes) me disait son plaisir de trouver ici, outre des recettes bien expliquées et de superbes photos, « une vue générale des coutumes gourmandes des campagnes italiennes ».

C'est ce qu'aurait pu être *Irlande, art de vivre et traditions*, de Mike Bunn (Albin Michel), lui aussi merveilleusement illustré mais nous donnant comme recettes de là-bas le kebab, un turbot au Noilly et un gâteau de légumes de Provence !

Chez Solar, voici la *Bonne Cuisine en couleur* : un ouvrage inattendu : le *Nouvel Art de plier les serviettes* ; et, bien mieux valable,

les *Secrets de la mère Brazier*, la célèbre « mère » lyonnaise (son restaurant se perpétue sous la houlette de Carmen et Jacotte Brazier), reine de la volaille demi-deuil. Paul Bocuse, qui fut commis chez elle en 1946, a préfacé l'ouvrage. Dommage seulement que l'auteur, Roger Moreau, n'ait point signalé que le Trophée Mère Brazier fut, en hommage à cette grande dame, le premier Trophée des mères cuisinières à sa création.

A signaler enfin l'édition 1993 du *Guide de poche du vin*, de Hugh Johnson (Laffont éd.), et, aux éditions Charles Corlet, une intéressante plaquette sur le pommé de Normandie signée Christian Drouin (préface par Jacques Puisais). Cette liqueur de cidre est aussi élément de cuisine, et quelques bonnes recettes originales sont décrites, comme la lotte au pommé ou la joue de bœuf au civet de pommé.

L. R.

GASTRONOMIE

Au cœur de St-Germain-des-Près !
De 12 h à 3 h du matin.

L'ARBUCI
Jazz Club - JUSQU'À L'AUBE

25 rue de Buci - 6^e
Tél. : 44-41-14-14

Aux quatre coins de France

CHAMPAGNES
BRUT MILLÉSIMÉ ROSÉ
Propriété R. M. Dubois P. & F.
« Les Almanachs », 51480 Venteuil.
Tél. : 26-58-48-37, Fax : 26-58-62-48.
Vieilles en toutes lettres.

« Cuvée LA RÉDEMPTEUR brut 1985 »,
Tarif sur demande, visitez-nous.
Rech, exportateur CEE.

CHAMPAGNES
SANGER & VAUBECOURT
Lycée Viticole - 51190 AVIZE
Prestige - Millésimes - Rosé
Blanc de Blancs - Brut - Demi-sec
Tarif sur demande.
Tél. : 26-57-79-79.
Visitez des caves sur rendez-vous.

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.

Grâce à son extrême pureté issue du filtre naturel des volcans d'Auvergne, l'eau de VOLVIC respecte et garde intacte les saveurs les plus fines. C'est certainement pour cette qualité que l'on rencontre aujourd'hui VOLVIC sur la plupart des grandes tables en France, comme LE FOUQUETS à Paris.

volvic. L'EAU DES SAVEURS INTACTES

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER							
CHAMPS-ÉLYSÉES		CONVENTION		GOBELINS		PARC MONCEAU	
RELAIS BELLMAN , 37, r. Fung-1 ^{er} , 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant.		LE DEY , 109, rue Croix-Nivert, 15 ^e arr. Tél. : 48-28-51-64. Cuisine algérienne ; Bourek, Chorba. Choix de couscous et ragout algériens.		ENTOTTO , 45-48-51-F. dim. 143, r. L.-M. Nardus, 13 ^e arr. Spécialités éthiopiennes.		LA LUNA , 69, rue du Rocher F./dim. 43-93-77-61. Spécialités de poissons et de coquillages.	
COPENHAGUE , (Fermé en août), 1 ^{er} étage.		CRÉTEIL		MAUBERT		PLACE DE CLICHY	
FLORA DANICA , sur un jardin SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ. 142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41.		LA TERRASSE DE CRÉTEIL , 42-07-15-94. 39, avenue de Verdun, 94000 CRÉTEIL. « LA SANTÉ PAR LA MER ». Spécialité de poissons. Carte suggestions à 180 F. Terrasse d'été.		LA COUR COLBERT , 12, rue Hôtel-Colbert. Tél. : 43-34-61-99, T.L.J. Cadre XVII ^e authent. PMR 220 F.		CHARLOT	
				ODEON		ROI DES COQUILLAGES , 48-74-49-64. T.L.J. jusqu'à 1 h. La véritable bouillabaisse marseillaise et des poissons cuisinés sur mesure.	
				LE PROTOCOLE , 13, rue de l'Antienne-Comédie, 43-26-99-20. T.L.J. jusqu'à 1 h. Le café rive gauche à la mode, cuisine bourgeoise et inventive. Merveilleux banc de coquillages.		PL. PEREIRE	
						LE NEM , Tél. : 47-66-54-41. F./sam. midi et dim. 67, rue Rennequin, 17 ^e . Vietnam.	
						SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS	
						L'ARBUCI , 25, rue de Buci, 44-41-14-14. T.L.J. jusqu'à 3 h. Cuisson à la broche pour des viandes et poissons pleins de saveurs. JAZZ CLUB jusqu'à l'aube.	
						TRINITE	
						LE SUQUET , 48, rue de Clichy (9 ^e). Tél. : 48-74-25-66. Cuisine du Sud-Est. F./sam. et dim.	

Britanniques de cœur, Gallois de langue

A l'extrême nord-ouest du pays de Galles, le comté de Gwynedd apparaît comme le centre nerveux du grand renouveau du gallois. Ici, sans contraintes, la langue celtique a pu s'exprimer et s'épanouir. A l'égal des Catalans et des Basques, ces Britanniques se disent prêts à remettre leurs destinées entre les mains de l'Europe.

Le soupçon d'aborder une autre terre aurait dû les effleurer lorsque sont venues vers eux les montagnes arrondies, doux moutonnement vert moussu cascadeant jusqu'à l'étroite avancée champêtre qu'interrupt le rideau maritime. Ils auraient pu le conforter, lorsque sous l'anglais familier des panneaux routiers, un idiome inconnu est apparu, puis, lorsque, plus loin, l'importun a pris le dessus. Ils auraient pu tenter de le déchiffrer, non comme s'il s'inscrivait en épitaphe, en solde de tout compte barré d'une diagonale en forme d'adieu, mais comme le signal ardent d'une identité retrouvée.

Parvenus à Caernarfon, à l'extrême nord-ouest du pays de Galles, ils ne se seraient pas alors brutalement trouvés plongés dans un murmurant ailleurs, sans avoir jamais distingué de frontière, ni changé de monnaie, démunis soudain de celle qui permet de trouver son chemin, son journal, son hôtel : la langue. La petite capitale du comté (département) de Gwynedd est galloisante à 90 %, et cela s'entend. Une insolence qu'elle sait faire oublier dans un anglais sans racine. Car ses citoyens, comme près des deux tiers des habitants de ce Finistère britannique, comme un Gallois sur cinq, sont bilingues. Une évidence récente qui préserve la langue de leurs pères.

Parti par un million de personnes en 1900, le nombre de galloisants ne cessait de décliner, surtout après la seconde guerre mondiale. Le siècle leur aurait été fatal, comme à nombre de langues minoritaires d'Europe, sans la résistance engagée dans les années 60, seule de cette intensité et de cette cohérence en notre extrême Occident. Le recensement de 1991 témoigne de ses effets, qui ont enregistré la stabilisation à plus de cinq cent mille des locuteurs, avec, pour la première fois, l'encourageant accroissement du nombre d'enfants.

Un succès tel que les galloisants se perçoivent de plus en plus comme les derniers héritiers des Celtes. Les langues sœurs de la branche brittonique, comme le breton, qui pouvait prétendre égaler le gallois en nombre de pratiquants il y a vingt-cinq ans encore, sont plongées - sauf improbables revirements politiques - dans un déclin sans retour, quand elles ne sont pas maintenues artificiellement en vie comme le cornique (1). Leurs cousines gauloises ne paraissent pas mieux portantes : l'irlandais n'a guère d'espoir de se remettre de son confinement dans d'étroites zones rurales éclatées, tandis que l'écossais offre les signes d'un vieillissement accéléré.

indépendant, que gagnons-nous à défendre le gallois ? Et cela dans un enthousiasme aussi inexplicable que notre survie.

Survie ou renaissance ? Survie, infime accroissement à l'histoire, ou justice enfin rendue à la constance ? Loin de Londres, le comté de Gwynedd a toujours été au cœur du sentiment national. Reconnue il y a peu comme capitale administrative (1955), Cardiff la cosmopolite est au sud, mais les valeurs traditionnelles comme les aspirations politiques contemporaines, bref, le caractère gallois, apparaissent plus que jamais en concentré dans le pôle historique du Nord-Ouest.

L'unification du territoire ne fut-elle pas dirigée par Llywelyn le Grand, prince de Gwynedd, avant que Llywelyn le Dernier (comme son nom l'indique), à la fin du treizième siècle, ne fût terrassé par l'Anglais Edouard I^{er}. Lequel crut contenir l'irréductible par de lourds gardiens de pierre prudemment adossés à la mer, aujourd'hui pacifiques professeurs d'histoire et d'architecture militaire pour les touristes : les châteaux de Beaumaris, de Conwy (inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco), de Caernarfon où, en 1969, l'héritier de la couronne, Charles, sera investi prince de Galles, comme il en fut d'Edouard II.

La résistance se perpétuait sur ses forteresses, par force tout intérieure, armée du verbe. Elle ferait fonds d'une tradition poétique jamais interrompue qui remonte au sixième siècle et qui a produit, dès le début du second millénaire, des milliers de textes. Un art à la fois savant et populaire de stances sévèrement codifiées, jeu de références et jeu de révérences, devenu sujet et objet d'affrontements graves et joyeux jusque dans les villages, les *elisteddod*.

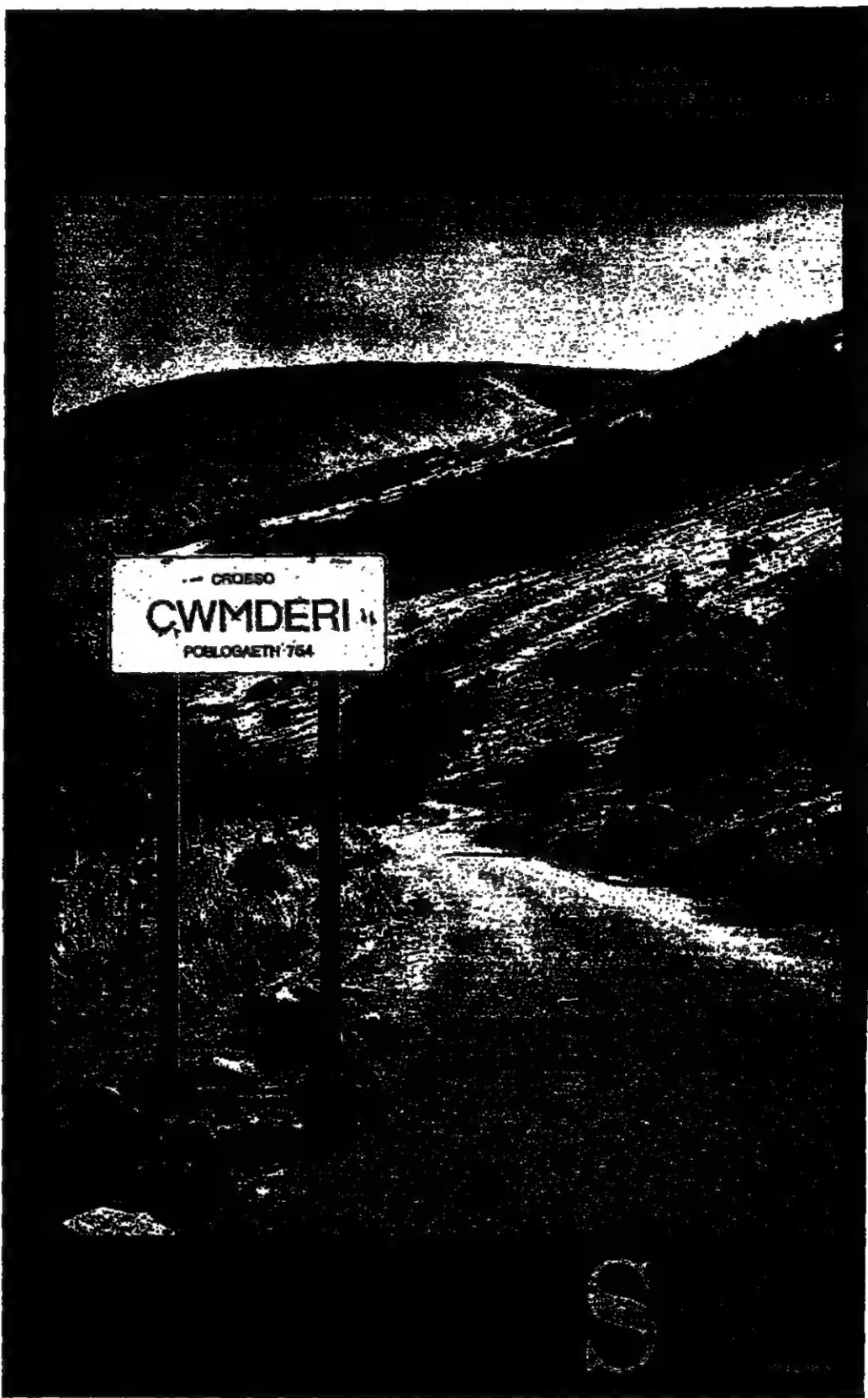
Régénéré (le rock gallois, après quelques années de pénitence, vient d'y obtenir droit de cité), subventionné, alternant littérature, théâtre, danse et chant, le grand *elisteddod* national rassemble désormais dans une pompe druidique plus de trois cent mille personnes en une semaine d'été. S'étonnera-t-on ensuite de voir les ouvrages de poésie atteindre des tirages de trois mille exemplaires, lorsque ceux, comparables, du grand voisin ne dépassent pas les sept cents ?

Mais la décision essentielle, qui offre à la langue son salut et son statut, émane de la dernière de la dynastie des Tudor, la galloisante Elisabeth I^{re}. Pour assurer la fin du catholicisme et le triomphe de l'anglicanisme à l'ouest, la souveraine fait en effet traduire la Bible dans l'idiome celtique (1588). Ainsi, à la différence de la Bretagne et de l'Irlande, le sentiment religieux s'enracine-t-il dans la langue, dans une tradition de lecture. Le gallois de la Bible, cependant, n'est pas celui, parlé, de tous les jours, mais la langue classique des bardes, qui s'est maintenue au-dessus des variations locales.

Au dix-huitième siècle, lorsque la haute église anglicane, se préoccupant plus de plans de carrière s'anglicise et délaisse le pays, les mouvements religieux non conformistes investissent la place. Le méthodisme en particulier s'impose. Les prédicateurs, issus du peuple, montent à l'assaut biblique en main, et la déchiffrent avec leurs fidèles. La langue du Livre, mariée à celle de prêches vigoureux, est celle d'un fervent ordre nouveau. Le rappel de la Loi, les appels au repentir et les chants rédempteurs s'expriment d'une seule voix, aux mêmes accents. Communication avec le texte et en lui. Un officiel pourra constater en 1847 : « Ce sont des brutes : ils ignorent l'anglais ».

On n'aurait su mieux préparer aux affrontements collectifs qu'aurait engendrer la révolution industrielle. Les débris des mines (au sud) et dans les carrières d'ardoise (au nord) auront d'autres causes mais pas d'autres origines. Et lorsque le monde ouvrier inclinera à en verser les intérêts aux pubs plutôt qu'aux temples, ceux-ci ne résisteront pas à ouvrir leurs propres annexes pour conserver leurs troupes. Musique et paroles décidément inséparables.

Le travailisme s'épanouit dans des cités où l'évangélisme pâlit,



Publicité parue dans les quotidiens gallois pour une émission de la chaîne galloisante S4C : « Pobol y cwm » (« les gens de la vallée »).

entraînant le gallois dans sa souffrance. L'ennemi traditionnel, le conservatisme, bien qu'incarnant un établissement foncièrement anglais, suscite des sentiments de classe avant que nationaux. Et il faut la grande dépression pour voir s'éveiller un Parti national gallois (Plaid Cymru) qui, d'emblée, met l'accent sur la langue. Avec l'intuition d'avenir que ce qui paraît l'instrument du maintien d'une identité en est le cœur

et le rempart essentiel à défendre. Pasteurs ou poètes, tous préchant, bientôt s'en mêleront, mais ici c'est la langue qui sauvera la religion qui passe.

L'urgence d'une intervention s'impose dans les années 60, et l'agitation s'installe dans les universités créées à la fin du siècle précédent pour intégrer les jeunes Gallois au monde anglais. En émerge une activiste Association pour la langue galloise, qui s'attri-

bue une première victoire : l'adoption en 1967 du décret sur la langue galloise, qui reconnaît son égalité de principe avec l'anglais devant les cours. Coïncidence ? Plaid Cymru venait d'obtenir un premier siège aux Communes (1966), précédant de vingt-cinq ans le glissement de tout le Nord-Ouest du travailisme au nationalisme (le parti gallois détient quatre sièges depuis avril dernier - dont trois sur quatre dans le Gwynedd.)

Même après, un pas de deux politiques et administratifs s'engage.

La consignation d'actes officiels majeurs (comme la déclaration de naissance) en gallois s'obtient en lenteur. Mais la langue écrite s'implante dans de nouveaux espaces, même lorsque l'inégalité de l'égalité permet à un commerçant non galloisant de refuser un chèque établi en gallois. Chaque escarmouche anime un peu plus un débat national qui vient déborder le cadre strict de la langue.

C'est à ce moment de réajustement d'un territoire mental que les Gallois du Gwynedd soupçonnent qu'on ne le leur abandonne que pour s'en prendre à leur territoire tout court. Pressé par la logique spéculative de l'ère Thatcher, le monde de l'immobilier investit le Nord-Ouest du pays de Galles, désigné comme « le pays des affaires à faire », et se lance à l'assaut de ses plages et de ses montagnes. Des « affaires » qui ne sont pas à la portée des habitants de toujours, souvent contraints de céder la place.

Dafydd Iwan, membre du conseil du comté s'en indigna : « Notre culture accorde plus de

place aux poètes qu'aux économistes : l'argent y a longtemps été considéré comme une chose sale. Et nous avons gardé une mentalité de paysans, tandis que la classe moyenne anglaise n'utilise l'argent que pour gagner plus. Leurs retraités se sont mis à revendre leur maison du Devon ou du Surrey pour s'en acheter une ici, trois fois moins cher. Avec la différence, ils pourraient s'offrir le pub ou la poste (2) comme une distraction. Mais c'étaient alors le pub et la poste qui changeaient de langue ! »

L'intrusion est ressentie comme une injustice si violente que ce ne sont plus seulement les prix qui se mettent à flamber : les cottages aussi. Deux cents résidences secondaires disparaissent en fumée durant les années 80, sans victimes, sans coupables, mais sans les revendications mystérieuses « Meibion Glyndwr » (3). Des actions qu'on ne paraît reprocher tout haut qu'en plissant les yeux de malice, d'autant que le « marché » s'est autodétruit depuis, les marchands de biens disparaissant non sans laisser des centaines de panneaux « à vendre » jusque sur les temples.

L'effluve, qui conduisait à angliciser la région, n'a fait que renforcer les militants dans l'idée que la clé essentielle réside dans l'école et les médias. Le gallois se fait alors plus volontiers exclusif dans les jardins d'enfants du Gwynedd. Surtout, il franchit en quelques années les étapes successives du primaire, du secondaire puis de l'université, non plus comme matière, mais comme moyen d'enseigner, tout en s'adaptant pour intégrer les vocabulaires nouveaux de l'informatique, du commerce ou de la géographie lorsqu'il a fallu rédiger les premiers atlas galloisants. Ainsi, l'assemblage des mots « scène » et « terre » (*llwyfan-dir*), fera-t-il apparaître des plateaux sur les cartes.

Une chaîne de télévision galloisante, S4C (Sianel Fawr Cymru - Channel Four Galles), commence d'émettre en 1982, après la grève de la faim du premier député nationaliste, Gwynfor Evans - seule du genre à laquelle M^{re} Thatcher ait cédé (autre indication sur les rapports très particuliers qu'entretiennent la principauté et le royaume). Première langue minoritaire en Europe à bénéficier d'une chaîne émettant dix-neuf heures par jour, S4C a quadrillé l'espace quotidien pour s'accorder au gallois que les heures décisives.

Seulement anglophone le reste du jour, S4C semble avoir plus tendance à sous-titrer le gallois en anglais que l'inverse, comme s'il s'agissait moins de consolider l'attachement des locuteurs que d'en regagner, en offrant au courant majoritaire une possibilité de réinsertion douce dans la langue toute neuve de leurs ancêtres ou de leurs voisins. Un bilinguisme bien tempéré qui laisse ouverte la porte entre les deux mondes. Car s'ils se veulent moins anglais que jamais, les Gallois du Gwynedd se revendiquent assurément britanniques, hissant l'Union Jack au premier coup de canon, comme durant l'expédition des Falklands.

Le pays de Galles a largement repoussé l'autonomie proposée en 1979, mais les minoritaires n'en désarment pas pour autant et appellent l'Europe à leur rescousse. « Elle nous aidera à maintenir le gallois mieux que le Royaume-Uni », estime Dafydd Iwan, à développer les contacts avec les peuples qui ont les mêmes problèmes, comme les Catalans et les Basques, et à nous organiser ensemble pour notre pérennité. Avec l'espoir de voir la communauté des nations prendre le pas rapidement sur celle des Etats. L'autoroute A55, en voie d'achèvement, qui longe la côte nord du pays de Galles a été désignée E22. Sa mission : relier l'Atlantique (à la Baie de Gascogne) à la Baltique. Via le Gwynedd. Accélérera-t-elle le mouvement ?

De notre envoyé spécial
Jean-Louis Perrier

(1) Langue de Cornouailles.
(2) Au Royaume-Uni, les postes des petites communes sont gérés par des personnes privées.
(3) « Fils de Glyndwr », du nom d'Owain Glyndwr, noble gallois qui dirigea de 1400 à 1415, l'ultime rébellion indépendantiste contre l'Angleterre.

Guide

Le comté de Gwynedd se trouve à deux heures de route de Manchester, relié à Paris six fois par jour conjointement par British Airways (tél. : 47-78-14-14) et Air France (aller-retour à partir de 1945 F). Ceux qui ne souhaitent pas abandonner leur voiture prendront le soir à Zeebrugge un transbordeur des North Sea Ferries (tél. : 42-86-90-90) qui les déposera au matin à Hull, distante de moins de quatre heures de Caernarfon (l'aller-retour en cabine à partir de 2240 F pour deux, plus 1120 F pour la voiture.)

La Grand Guide du pays de Galles (Gallimard, « la Bibliothèque du voyageur », 302 p., 160 F) est une excellente introduction générale. Vivent et vibrant, *The Matter of Wales* (en anglais) de Jan Morris, en est un complément recommandé (Penguin, 442 p.,

6,99 livres). Une nuit de pleine lune, de Caradog Prichard, seul roman traduit directement du gallois en français, offre, à travers le regard d'un enfant, les images justes d'un bourg du Gwynedd (Bethesda) au début du siècle (Actes Sud, 218 p., 125 F).

Le Gwynedd offre de larges possibilités d'hébergement : des auberges de jeunesse certifiées, magnifiquement logées et situées, comme celle de Pen y Pass, au pied du Snowdon, aux hôtels de grand confort. Les plus straystays d'entre eux ont été rassemblés sous l'enseigne du Welsh Rarebit : ainsi Plas Bodegroes, à Pwllheli (table excellente dans un manoir georgien) ; Tyn Rhos, à Llanddeiniolen (confortable ferme-hôtel) ; Old Bull's Head à Beaumaris, dans l'île d'Anglesey (auberge vieille de cinq siècles).